Ontario

Ministère *des* Finances

COMPTES PUBLICS *de* L'ONTARIO

2011–2012

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

Page

Guide d'interprétation des comptes publics iii
Sources de renseignements supplémentaires vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes 1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale 1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations 1-22
Fonds ontarien d'initiative 1-25

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones 2-1
Affaires civiques et Immigration 2-7
Affaires municipales et Logement 2-19
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales 2-31
Bureau de l'Assemblée législative 2-45
Bureau du Conseil des ministres 2-53
Bureau du directeur général des élections 2-59
Bureau du lieutenant-gouverneur 2-65
Bureau du vérificateur général 2-69
Cabinet du Premier ministre 2-73
Développement du Nord, des Mines et Forêts 2-79
Développement économique et Commerce 2-93
Éducation 2-103
Énergie 2-115
Environnement 2-125
Finances 2-137
Formation, Collèges et Universités 2-157
Infrastructure 2-171
Office des affaires francophones 2-181
Ombudsman Ontario 2-189
Procureur général 2-195
Promotion de la santé et Sport 2-217
Recherche et Innovation 2-223
Revenu 2-231
Richesses naturelles 2-239
Santé et Soins de longue durée 2-255
Sécurité communautaire et Services correctionnels 2-285
Services à l'enfance et à la jeunesse 2-311
Services aux consommateurs 2-323
Services gouvernementaux 2-329
Services sociaux et communautaires 2-349
Tourisme et Culture 2-359
Transports 2-375
Travail 2-393

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis 3-1
Remboursement de la dette 3-5
Sommaire de l'encours de la dette 3-10
Encours de la dette 3-13
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) 3-39

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements 4-1
Fonds et autre passif 4-8
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario 4-13
Créances exigibles de la Couronne 4-16

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2011-2012 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des Organismes de services du gouvernement et Entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert qui ne sont pas censés d'être interdit par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.*

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Vient ensuite, aux pages 2-1 à 2-405, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les cinq états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux
On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session.

Recouvrement des coûts
Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 $.

Crédits législatifs
Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses
Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2010-2011 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services
Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert
Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance
Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables
Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements
Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains
Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles
Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports
Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information
Cette catégorie comprend les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion
Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux
Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions
Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/fr/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais. On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de:

Publications ServiceOntario
Téléphone: 416 326-5300
Sans frais 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais: 1 800 268-7095
Site Web: www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca.

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes –

Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2012 $	2011 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	24 548 359 609	23 624 201 938
Taxe de vente	20 158 969 576	18 813 434 986
Impôts sur les sociétés	9 943 931 478	8 382 695 301
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 765 027 639	5 913 447 800
Impôt-santé des employeurs	5 091 982 323	4 733 193 592
Contribution-santé de l'Ontario	2 916 010 522	2 933 985 933
Taxe sur l'essence	2 380 138 197	2 358 339 792
Droits de cession immobilière	1 413 586 831	1 237 831 884
Taxe sur le tabac	1 150 105 259	1 160 312 423
Taxe sur les carburants	710 219 822	702 012 870
Taxe sur la bière et le vin	560 806 503	568 911 995
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	367 000 000	321 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	258 525 911	288 166 155
Impôt sur les bénéfices miniers	176 019 365	140 075 433
Impôt sur l'administration des successions	124 169 366	110 694 193
Impôt foncier provincial	18 529 792	9 189 646
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier	9 611 568	13 131 050
Taxe sur le pari mutuel	4 952 502	5 134 134
Impôt calculé sur la superficie en acres – *Loi sur les mines*	58 236	2 909 556
TOTAL DES RECETTES FISCALES	**75 598 004 499**	**71 318 668 681**

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Le montant déclaré par la province a été réduit de 5 404 958 $ dans les crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes en 2011-2012. Les revenus fiscaux ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle du budget de 2012. Les modifications apportées ayant la même incidence sur les revenus et les charges, le déficit annuel déclaré par la province n'est pas touché.

Pour 2012, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 020 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 020 $ jusqu'à 78 043 $; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 78 043 $ jusqu'à 500 000 $; de 12,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 500 000 $. Pour 2011, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 37 774 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 37 774 $ jusqu'à 75 550 $; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 75 550 $. Pour 2010, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 37 106 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 37 106 $ jusqu'à 74 214 $; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 74 214 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % à compter de 2010 (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 $), avant le calcul de la surtaxe provinciale ou la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2012, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 213 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 392 $. En 2011, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 078 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 219 $. En 2010, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 006 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 127 $.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2012, le montant déterminant de base est de 217 $, auquel on ajoute 401 $ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2011, le montant déterminant de base est de 210 $, auquel on ajoute 389 $ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2010, le montant déterminant de base est de 206 $, auquel on ajoute 382 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers. Ces deux taxes de vente sont administrées par l'Ontario. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 431 824 715 $ en 2011-2012 et de 1 269 512 969 $ en 2010-2011.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 14 %. Il est passé à 12 % le 1er juillet 2010 et à 11,5 % le 1er juillet 2011. Le taux général d'IRS devrait diminuer de nouveau pour passer à 11 % le 1er juillet 2012 et à 10 % le 1er juillet 2013. Dans le budget de l'Ontario de 2012, on proposait de geler le taux général d'IRS à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de l'Ontario soit équilibré en 2017-2018. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre (12 %), qui est passé à 10 % le 1er juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 5,5 %, qui est passé à 4,5 % le 1er juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 $ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. L'avantage du taux réduit accordé aux petites entreprises s'estompe graduellement lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 $ et 1,5 million de dollars. Cette surtaxe a été éliminée à compter du 1er juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1er juillet 2010. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Il s'agit des crédits : i) à l'innovation de l'Ontario, ii) pour l'éducation coopérative de l'Ontario, iii) pour la formation à l'apprentissage de l'Ontario, iv) pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, v) de l'Ontario pour les maisons d'édition, vi) de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques, vii) de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, viii) de l'Ontario pour les services de production, ix) de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, x) de l'Ontario pour l'enregistrement sonore et xi) pour les petits fabricants de bière remboursable de l'Ontario, à compter du 1er juillet 2010. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement, les contributions politiques, les crédit unions et certaines activités du secteur des ressources.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux de taxe sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Avant le 1er juillet 2010, les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires était de 0,15 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2010 étaient les suivants : 0,3 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,45 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,36 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en faisant des investissements admissibles en Ontario dans de petites entreprises en vertu du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1er janvier 2007. L'impôt sur le capital a été éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1er juillet 2010.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés de ces impôts indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers de 693 millions de dollars en 2011-12 et de 689 millions de dollars en 2010-11. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 $ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 $ et 400 000 $ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 %; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 $ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé qui inclus leurs entités connexes est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 $. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 $.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1er juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'exploitation minière en Ontario, à l'exclusion des diamants. Les mines non éloignées sont imposées à un taux de 10 %. Les mines qui ne sont pas dans des régions éloignées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les trois premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés (nouvelle mine ou projet d'expansion majeure d'une mine existante). Les mines éloignées sont admissibles à un taux d'impôt minier réduit, soit de 5 %. Les nouvelles mines ouvertes dans des régions éloignées de l'Ontario peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les dix premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 15 $ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 $, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 $. Les successions d'une valeur de 1 000 $ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière.*

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 16,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 9,4 milliards de dollars. En 2011-2012, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont diminué par 18 millions de dollars pour passer à 2 916 millions de dollars, comparativement à 2 934 millions de dollars en 2010-2011. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 2 062 millions de dollars pour passer à 46 476 millions de dollars, par rapport à 44 414 millions de dollars en 2010-2011.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2011-2012, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 916 millions de dollars, ce qui représente 6,3% des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 46 476 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2010-2011 étaient 2 934 millions de dollars, soit 6,6 % des 44 414 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2010-2011 et en 2011-2012 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses (En millions de dollars)	**2011-2012 6,3 %**	**2010-2011 6,6 %**
Hôpitaux	1 014	1 026
Assurance-santé de l'Ontario	787	787
Foyers de soins de longue durée	227	227
Programmes de médicaments de l'Ontario	218	228
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	178	177
Santé publique, promotion de la santé et autres	492	489
Total	**2 916**	**2 934**

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 $.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	10 705 120 000	10 184 088 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 468 649 000	4 329 988 000
Péréquation	2 199 537 000	972 130 000
Aide de transition fédérale	1 300 000 000	3 000 000 000
Entente sur le développement du marché du travail	609 313 723	813 712 032
Entente sur le logement social	489 466 247	493 122 048
Programmes d'infrastructure	361 985 126	1 711 849 858
Services de bien-être aux Autochtones	219 871 989	206 550 565
Entente sur le marché du travail	193 908 000	193 655 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente	96 955 000	96 812 000
Expansion du bilinguisme	92 256 973	90 781 484
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 478	76 411 478
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	66 563 401	64 911 617
Aide juridique – Droit criminel	53 784 433	53 085 087
Cultivons l'avenir	37 565 432	34 433 361
Fonds de recrutement de policiers	31 360 000	31 200 000
Aide financière aux étudiants	25 501 330	25 210 354
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	20 381 464	0
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	17 545 947	16 275 401
Projet des dossiers de santé électroniques	15 752 000	17 646 000
Programme de formation relais	12 000 000	0
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	11 916 029	13 206 678
Fiducie pour le développement communautaire	0	119 500 404
Fonds de transition et de formation stratégique	0	103 851 000
Incitatif lié à l'impôt fédéral sur le capital	0	86 000 000
Autres	199 393 592	306 609 984
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	**21 305 238 164**	**23 041 030 351**

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement du Canada transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

En novembre 2009, les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont signé l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF). Dans le cadre de cette entente, le gouvernement fédéral a accordé à l'Ontario une aide de transition de 4,3 milliards de dollars dans le but d'aider à compenser les coûts de transition et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois découlant de l'adoption de la taxe de vente harmonisée. L'Ontario a reçu 1,3 milliard de dollars en 2011-2012 dans le cadre de cette entente.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT permettent aux provinces et aux territoires d'élaborer et de dispenser des programmes de formation professionnelle en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse temporaire des fonds de l'EDMT, soit pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011. L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures proviennent du Fonds Chantiers Canada, de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable et d'autres ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau. Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé un soutien d'une durée limitée pour l'infrastructure dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure, du Programme d'infrastructure du savoir, du programme Infrastructure des loisirs Canada, et des fonds visant à étoffer le Fonds Chantiers Canada – volet Collectivités.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Cultivons l'avenir est une initiative fédérale-provinciale-territoriale qui appuie la gestion des risques pour les entreprises agricoles et les programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise. L'Accord-cadre multilatéral Cultivons l'avenir appuie l'établissement d'un secteur agro-alimentaire innovateur et rentable qui est en mesure de gérer les risques et de répondre aux demandes du marché.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers dans son budget de 2008 afin d'appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne partout au pays afin qu'ils soient affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Les fonds ont été répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Le programme d'investissement dans les dossiers de santé électroniques interopérables d'Inforoute Santé du Canada appuie les projets mis sur pied par des provinces et des territoires pour mettre en place des systèmes de dossiers de santé électroniques interopérables. Ces systèmes permettront aux fournisseurs de soins de santé autorisés d'avoir accès à l'information essentielle sur la santé d'un patient et, dans certains cas, de la mettre à jour.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Des fonds sont reçus d'Inforoute Santé du Canada en vue d'appuyer les efforts déployés pour augmenter le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossiers de santé électroniques interopérables.

Le gouvernement du Canada verse des fonds à la province pour les programmes de formation relais de l'Ontario. Les fonds appuient des programmes mis sur pied en Ontario pour aider les nouveaux arrivants qualifiés à obtenir une licence ou un certificat pour exercer leur profession ou leur métier, de façon à intégrer le marché du travail en trouvant un emploi correspondant à leurs études et leurs compétences.

Le gouvernement fédéral offre du soutien dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA), qui permet aux chômeurs âgés de 55 à 64 ans de bénéficier de services d'aide à l'emploi et d'activités servant à améliorer l'employabilité, telles des activités axées sur le perfectionnement des compétences et sur l'expérience de travail, destinés à les aider à retourner au travail.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) subsides annuels de 7 999 827 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907;* et
b) des intérêts de 82 494 $ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
	$	$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 882 660 000	1 955 751 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 658 731 000	1 562 309 000
Hydro One Incorporated	615 500 000	634 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	256 000 000	414 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**4 412 891 000**	**4 566 060 000**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) organise et administre des loteries, et gère des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos et des équipements à sous installées de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries de l'OLG, des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos et des installations à sous. Le revenu net englobe 20 % des recettes de jeux brutes des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que de son équipement à sous du Great Blue Heron Charity Casino.

En 2010-2011, les revenus des loteries de l'OLG, des casinos et des installations à sous ont été distribués par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 120 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 41 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé et du Sport aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé et du Sport aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

En 2011-2012, les revenus tirés des casinos dans des complexes de villégiature de l'OLG ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure publique.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	1 192 768 786	1 014 977 345
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules	1 074 728 956	1 080 401 795
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	51 795 106	53 635 326
Loi sur les sûretés mobilières	38 967 050	38 527 713
Air pur Ontario	30 057 883	33 026 372
Constitutions en société	28 850 183	24 448 689
Revenus tirés des jeux	20 418 634	21 930 998
Autres	615 216 689	553 094 804
Total des droits, permis et autorisations	1 860 034 501	1 805 065 697
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	111 711 738	80 778 736
Teranet – Redevances, FIEF	33 000 000	15 000 000
Droits sur le bois de la Couronne	31 994 056	27 107 399
Autres	23 732 766	22 545 733
Total, redevances	200 438 560	145 431 868
Recouvrement de dépenses des années précédentes	1 314 963 992	598 387 978
Remboursement des dépenses	830 617 727	1 035 530 189
Amendes et pénalités	52 130 035	77 607 082
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	1 372 000 000	1 288 000 000
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	952 000 000	944 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	317 000 000	339 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	114 247 000	120 657 000
Divers	250 442 060	363 878 587
Total, divers	3 005 689 060	3 055 535 587
TOTAL DES AUTRES RECETTES	**8 456 642 661**	**7 732 535 746**

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits varient entre 109 $ et 2 722 $. Les droits pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au programme Air pur Ontario sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule. De plus, des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, sont imposés aux garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme. La perception de ces droits d'accréditation a pris fin le 30 juin 2011 dans le cadre de la modernisation du programme Air pur Ontario.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2011-2012 étaient de 0,00 $ (sous-produits seulement), de 4,12 $ ou de 0,59 $ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 $ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 $ et 2,00 $ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2011-2012, les droits à l'IRF étaient de 2,50 $ ou de 0,59 $, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 $; cela s'est produit en octobre 2011 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1er avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1er janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. En outre, à compter du 1er janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2014, sont entièrement recouvrés auprès des consommateurs.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs d'électricité, en fonction de leur consommation, jusqu'à ce que la dette insurmontable soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2012	2011
	$	$
TOTAL DES RECETTES	**109 772 776 324**	**106 658 294 778**

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	$	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	-	-	-	-	1 395	-
Affaires civiques et Immigration	-	12 000 000	-	-	2 246 332	-
Affaires municipales et Logement	-	524 081 197	-	105 284 995	544 970	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	246 710 333	-	35 105	887 896	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	1 052	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	729	1 364	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord, des Mines et Forêts	58 236	6 992 922	-	95	1 543 100	1 020
Développement économique et Commerce	-	-	-	-	28 347	-
Éducation	-	84 203 751	-	1 760 076	420 260	-
Énergie	-	-	-	-	5 496	-
Environnement	-	1 231 220	-	705 647	44 781 351	-
Finances	33 763 412 536	18 809 703 321	3 960 778 204	143 314 354	145 978 006	49 500
Formation, Collèges et Universités	-	954 452 196	-	989 913	8 738 575	397 315
Infrastructure	-	110 323	-	135 962	2 666	-
Office des affaires francophones	-	1 469 350	-	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	61 475 146	-	43 749 701	117 380 506	42 169 876
Promotion de la santé et Sport	-	18 603 293	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-	-
Revenu	40 923 327 060	-	-	2 396 049	776 837	884 399
Richesses naturelles	-	9 236 821	-	6 414 042	7 298 308	542 223
Santé et Soins de longue durée	-	80 650 414	-	20 221 671	8 982 516	12 330
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	38 146 661	-	372 013 218	12 762 202	718
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	184 491 396	-	-	86 479	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	8 113 289	2 500
Services gouvernementaux	-	111 338	-	2 760 676	101 849 595	-
Services sociaux et communautaires	-	127 131 471	-	13 066 613	1 899 395	-
Tourisme et Culture	-	1 537 507	-	107	1 145 442	968
Transports	-	33 426 887	-	28 011	1 081 337 836	3 359 698
Travail	-	10 672	-	93 143 710	409 707	768 489
Total avant la consolidation	74 686 797 832	21 195 776 219	3 960 778 204	806 020 674	1 547 222 922	48 189 036
Redressements de consolidation et autres	367 000 002	109 461 945	452 112 796	24 597 053	312 811 579	3 940 999
Redressements de crédits d'impôt*	544 206 665	-	-	-	-	-
Selon les états financiers consolidés	**75 598 004 499**	**21 305 238 164**	**4 412 891 000**	**830 617 727**	**1 860 034 501**	**52 130 035**

* Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE
le 31 mars 2012

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
$	$	$	$	$	
-	-	1 357 694	1	**1 359 090**	Affaires autochtones
-	-	1 009 598	124	**15 256 054**	Affaires civiques et Immigration
1 156 299	-	1 115 323	16 141	**632 198 925**	Affaires municipales et Logement
6 365 674	107	34 239 892	2 982 237	**291 221 244**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
30 245	-	95 089	408	**126 794**	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	9	**2 102**	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	8 264	**8 264**	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	**-**	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	**-**	Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	**-**	Cabinet du Premier ministre
374 387	35 813 095	4 581 380	3 574 894	**52 939 129**	Développement du Nord, des Mines et Forêts
-	10 250 006	15 117 776	198 883	**25 595 012**	Développement économique et Commerce
-	-	262 129 149	2 459	**348 515 695**	Éducation
-	-	140 579 123	6	**140 584 625**	Énergie
5 142	-	4 355 910	1 330 901	**52 410 171**	Environnement
44 180 713	33 000 000	508 301 983	27 564 356	**57 436 282 973**	Finances
-	-	73 187 288	8 337 396	**1 046 102 683**	Formation, Collèges et Universités
152 108 029	-	3 704 509	2 061 094	**158 122 583**	Infrastructure
-	-	554	-	**1 469 904**	Office des affaires francophones
-	-	4 755	21 760	**26 515**	Ombudsman Ontario
618 259	-	4 919 689	104 726 297	**375 039 474**	Procureur général
-	-	5 563 535	-	**24 166 828**	Promotion de la santé et Sport
-	-	934 660	188 815	**1 123 475**	Recherche et Innovation
54 201	-	42 493 075	14 886	**40 969 946 507**	Revenu
16 812 767	117 908 009	9 072 496	566 510	**167 851 176**	Richesses naturelles
-	-	386 574 824	545 259	**496 987 014**	Santé et Soins de longue durée
3 328 357	192 160	977 593	4 917 143	**432 338 052**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 596	-	9 128 135	15 083	**193 725 689**	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	28 354	280	**8 144 423**	Services aux consommateurs
227 820	-	1 828 331	3 266 833	**110 044 593**	Services gouvernementaux
-	-	17 435 765	2 601 756	**162 135 000**	Services sociaux et communautaires
42 135	-	2 425 355	67	**5 151 581**	Tourisme et Culture
8 120 596	170	31 353 924	186 072	**1 157 813 194**	Transports
98 562	-	1 802	892 963	**95 325 905**	Travail
233 527 782	197 163 547	1 562 517 561	164 020 897	**104 402 014 674**	Total avant la consolidation
959 241 004	3 275 013	(247 553 569)	2 841 668 163	**4 826 554 985**	Redressements de consolidation et autres
-	-	-	-	**544 206 665**	Redressements de crédits d'impôt*
1 192 768 786	**200 438 560**	**1 314 963 992**	**3 005 689 060**	**109 772 776 324**	**Selon les états financiers consolidés**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	12 992 971	1 477 561	876 478	11 644 450	216 572
Affaires civiques et Immigration	23 550 445	3 371 137	1 053 701	18 150 703	548 452
Affaires municipales et Logement	40 326 137	5 153 289	960 851	25 141 119	657 523
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 542 818	11 178 864	4 299 208	41 924 306	2 143 681
Bureau de l'Assemblée législative	81 147 529	20 122 156	7 528 465	33 486 634	9 739 690
Bureau du Conseil des ministres	19 159 970	2 211 977	739 179	3 570 556	411 341
Bureau du directeur général des élections	6 641 470	1 439 922	30 129	992 825	24 489
Bureau du lieutenant-gouverneur	712 903	72 456	49 016	130 827	71 627
Bureau du vérificateur général	9 200 137	1 979 050	303 072	3 173 926	510 919
Cabinet du Premier ministre	2 338 435	220 536	78 042	28 911	17 213
Développement du Nord, des Mines et Forêts	38 519 098	5 649 210	3 497 025	118 665 553	3 519 847
Développement économique et Commerce	38 299 336	4 860 850	2 848 592	51 237 644	1 439 459
Éducation	131 933 152	17 303 443	9 012 920	85 497 658	7 239 830
Énergie	18 260 216	2 223 229	446 910	12 424 777	228 852
Environnement	182 444 868	25 686 326	5 039 962	103 013 860	6 942 949
Finances	60 693 759	8 539 348	1 328 654	46 783 846	801 085
Formation, Collèges et Universités	90 336 277	13 100 653	3 827 675	60 856 514	1 209 155
Infrastructure	13 080 546	1 460 058	249 343	247 932 865	131 400
Office des affaires francophones	2 291 041	262 119	82 242	2 283 099	57 339
Ombudsman Ontario	6 706 285	1 541 821	335 233	1 510 107	680 312
Procureur général	690 387 500	83 930 365	26 317 069	286 515 774	16 034 828
Promotion de la santé et Sport	13 303 006	1 888 694	622 787	8 125 282	229 183
Recherche et Innovation	12 265 760	1 476 473	417 696	4 297 497	280 916
Revenu	159 867 498	24 745 660	6 539 575	181 075 958	1 859 113
Richesses naturelles	251 622 540	38 937 159	15 402 034	209 835 834	44 920 683
Santé et Soins de longue durée	282 532 042	46 588 757	13 989 280	176 355 016	16 664 518
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 959 334	198 351 339	39 053 633	318 052 532	130 164 975
Services à l'enfance et à la jeunesse	215 755 790	37 662 515	5 943 681	60 945 614	8 762 233
Services aux consommateurs	10 919 885	1 464 551	538 368	5 751 132	138 574
Services gouvernementaux	370 951 833	1 673 131 949	53 327 075	266 636 588	15 064 861
Services sociaux et communautaires	233 884 406	40 369 925	14 530 769	109 079 576	3 227 861
Tourisme et Culture	26 195 198	3 637 852	804 972	16 442 143	2 087 383
Transports	195 726 216	31 665 948	10 274 116	347 720 388	42 400 237
Travail	107 257 857	14 426 864	6 011 793	39 131 892	2 358 040
	4 811 806 258	2 326 132 056	236 359 545	2 898 415 406	320 785 140
Reclassification des dépenses**	248 084 240	28 996 711	(53 668 566)	(236 608 772)	13 196 386
Total avant la consolidation	5 059 890 498	2 355 128 767	182 690 979	2 661 806 634	333 981 526
Redressements de consolidation et autres	1 145 074 266	726 477 255	121 794 754	337 117 522	395 524 514
Selon les états financiers consolidés	**6 204 964 764**	**3 081 606 022**	**304 485 733**	**2 998 924 156**	**729 506 040**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2012

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Reclassification des ministères[2]	Redressements de consolidation et autres[3]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
68 331 847	-	95 539 879	-	-	**95 539 879**	Affaires autochtones
133 548 001	-	180 222 439	58 924 806	(69 399 263)	**169 747 982**	Affaires civiques et Immigration
679 881 967	-	752 120 886	-	(80 197 932)	**671 922 954**	Affaires municipales et Logement
1 018 801 008	2 334 942	1 156 224 827	-	120 142 130	**1 276 366 957**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	152 286 474	-	(4 057 963)	**148 228 511**	Bureau de l'Assemblée législative
1 114 600	-	27 207 623	-	-	**27 207 623**	Bureau du Conseil des ministres
-	89 203 777	98 332 612	-	(649 877)	**97 682 735**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 192 629	-	-	**1 192 629**	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 240 093	-	(776 222)	**14 463 871**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 683 137	-	-	**2 683 137**	Cabinet du Premier ministre
362 935 768	210 778 723	743 565 224	-	72 228 092	**815 793 316**	Développement du Nord, des Mines et Forêts
249 984 909	1 635 422	350 306 212	463 795 460	146 825 092	**960 926 764**	Développement économique et Commerce
24 107 746 326	5 318 392	24 364 051 721	-	(916 084 156)	**23 447 967 565**	Éducation
1 239 064 259	-	1 272 648 243	-	258 713 228	**1 531 361 471**	Énergie
58 042 924	18 402 058	399 572 947	-	137 789 982	**537 362 929**	Environnement
760 327 653	9 788 816 938	10 667 291 283	2 250 874 761	1 598 862 554	**14 517 028 598**	Finances
6 931 190 440	31 893 156	7 132 413 870	-	128 309 660	**7 260 723 530**	Formation, Collèges et Universités
124 781 205	3 995 356	391 630 773	-	(60 676 335)	**330 954 438**	Infrastructure
124 000	-	5 099 840	-	-	**5 099 840**	Office des affaires francophones
-	-	10 773 758	-	(519 400)	**10 254 358**	Ombudsman Ontario
435 050 215	380 520 542	1 918 756 293	-	(219 744 479)	**1 699 011 814**	Procureur général
465 696 698	-	489 865 650	(489 865 650)	-	-	Promotion de la santé et Sport
445 057 118	-	463 795 460	(463 795 460)	-	-	Recherche et Innovation
1 854 450 592	22 336 365	2 250 874 761	(2 250 874 761)	-	-	Revenu
43 107 930	8 694 648	612 520 828	-	208 245 162	**820 765 990**	Richesses naturelles
46 606 365 758	13 362 609	47 155 857 980	344 390 069	(1 024 185 659)	**46 476 062 390**	Santé et Soins de longue durée
152 902 244	498 989 961	2 724 474 018	-	(550 804 728)	**2 173 669 290**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 687 200 851	539 925	4 016 810 609	-	(67 918 709)	**3 948 891 900**	Services à l'enfance et à la jeunesse
514 382	-	19 326 892	-	-	**19 326 892**	Services aux consommateurs
153 700	15 277 763	2 394 543 769	-	(44 023 783)	**2 350 519 986**	Services gouvernementaux
9 183 039 097	19 746 920	9 603 878 554	-	(18 573 731)	**9 585 304 823**	Services sociaux et communautaires
652 138 557	-	701 306 105	86 550 775	432 891 622	**1 220 748 502**	Tourisme et Culture
2 440 955 409	560 188 285	3 628 930 599	-	(1 289 711 544)	**2 339 219 055**	Transports
290 000	376 469	169 852 915	-	15 270 155	**185 123 070**	Travail
101 703 132 447	11 672 568 051	123 969 198 903	-	(1 228 046 104)	**122 741 152 799**	
-	-	(0)	-	-	-	Reclassification des dépenses**
101 703 132 447	11 672 568 051	123 969 198 903	-	(1 228 046 104)	**122 741 152 799**	Total avant la consolidation
(4 795 712 965)	841 678 551	-	-	-	-	Redressements de consolidation et autres
96 907 419 482	**12 514 246 602**	-	-	-	**122 741 152 799**	**Selon les états financiers consolidés**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.
3. Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	12 992 971	1 477 561	876 478	11 644 450	216 572
Affaires civiques et Immigration	23 550 445	3 371 137	1 053 701	18 150 703	548 452
Affaires municipales et Logement	40 326 137	5 153 289	960 851	25 141 119	657 523
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 542 818	11 178 864	4 299 208	41 924 306	2 143 681
Bureau de l'Assemblée législative	81 147 529	20 122 156	7 528 465	33 486 634	9 739 690
Bureau du Conseil des ministres	19 159 970	2 211 977	739 179	3 570 556	411 341
Bureau du directeur général des élections	6 641 470	1 439 922	30 129	992 825	24 489
Bureau du lieutenant-gouverneur	712 903	72 456	49 016	130 827	71 627
Bureau du vérificateur général	9 200 137	1 979 050	303 072	3 173 926	510 919
Cabinet du Premier ministre	2 338 435	220 536	78 042	28 911	17 213
Développement du Nord, des Mines et Forêts	38 519 098	5 649 210	3 495 408	89 473 362	2 680 239
Développement économique et Commerce	38 299 336	4 860 850	2 848 592	51 237 644	1 439 459
Éducation	131 933 152	17 303 443	9 012 920	85 497 658	7 239 830
Énergie	18 260 216	2 223 229	446 910	12 424 777	228 852
Environnement	182 444 868	25 686 326	5 039 962	103 013 860	6 942 949
Finances	60 693 759	8 539 348	1 328 654	46 783 846	801 085
Formation, Collèges et Universités	90 336 277	13 100 653	3 827 675	60 856 514	1 209 155
Infrastructure	13 080 546	1 460 058	249 343	62 350 006	131 400
Office des affaires francophones	2 291 041	262 119	82 242	2 283 099	57 339
Ombudsman Ontario	6 706 285	1 541 821	335 233	1 510 107	680 312
Procureur général	690 387 500	83 930 365	26 317 069	286 515 774	16 034 828
Promotion de la santé et Sport	13 303 006	1 888 694	622 787	8 125 282	229 183
Recherche et Innovation	12 265 760	1 476 473	417 696	4 297 497	280 916
Revenu	159 867 498	24 745 660	6 539 575	181 075 958	1 859 113
Richesses naturelles	251 622 540	38 937 159	15 001 035	165 542 314	39 793 269
Santé et Soins de longue durée	282 532 042	46 588 757	13 989 280	176 355 016	16 664 518
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 959 334	198 351 339	39 053 633	300 567 752	130 164 975
Services à l'enfance et à la jeunesse	215 755 790	37 662 515	5 943 681	60 945 614	8 762 233
Services aux consommateurs	10 919 885	1 464 551	538 368	5 751 132	138 574
Services gouvernementaux	370 951 833	1 673 131 949	53 323 478	246 062 506	15 064 861
Services sociaux et communautaires	233 884 406	40 369 925	14 530 769	109 079 576	3 227 861
Tourisme et Culture	26 195 198	3 637 852	804 972	10 480 118	1 279 118
Transports	194 254 291	31 501 680	9 798 574	331 209 082	39 280 894
Travail	107 257 857	14 426 864	6 011 793	39 131 892	2 358 040
	4 810 334 333	2 325 967 788	235 477 790	2 578 814 643	310 890 510
Reclassification des dépenses**	248 084 240	28 996 711	(53 668 566)	(236 608 772)	13 196 386
Total avant la consolidation	**5 058 418 573**	**2 354 964 499**	**181 809 224**	**2 342 205 871**	**324 086 896**

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2012

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Reclassification des ministères[2]	Redressements de consolidation et autres[3]	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
59 715 107	-	86 923 139	-	-	**86 923 139**	Affaires autochtones
133 548 001	-	180 222 439	22 477 819	(69 399 263)	**133 300 995**	Affaires civiques et Immigration
600 938 772	-	673 177 691	-	(76 838 292)	**596 339 399**	Affaires municipales et Logement
476 169 252	2 052 997	613 311 126	-	127 789 231	**741 100 357**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	152 286 474	-	(4 057 963)	**148 228 511**	Bureau de l'Assemblée législative
1 114 600	-	27 207 623	-	-	**27 207 623**	Bureau du Conseil des ministres
-	89 203 777	98 332 612	-	(649 877)	**97 682 735**	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 192 629	-	-	**1 192 629**	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 240 093	-	(776 222)	**14 463 871**	Bureau du vérificateur général
-	-	2 683 137	-	-	**2 683 137**	Cabinet du Premier ministre
254 911 555	15 567 367	410 296 239	-	48 782 092	**459 078 331**	Développement du Nord, des Mines et Forêts
249 984 909	1 635 422	350 306 212	348 812 477	202 791 361	**901 910 050**	Développement économique et Commerce
22 766 012 849	30 797	23 017 030 649	-	(180 877 036)	**22 836 153 613**	Éducation
1 239 064 259	-	1 272 648 243	-	238 214 565	**1 510 862 808**	Énergie
51 573 625	-	374 701 590	-	135 406 982	**510 108 572**	Environnement
760 327 653	9 788 586 321	10 667 060 666	2 248 073 837	1 595 878 554	**14 511 013 057**	Finances
6 657 862 423	30 707 522	6 857 900 219	-	47 178 021	**6 905 078 240**	Formation, Collèges et Universités
-	3 978 325	81 249 678	-	217 097 332	**298 347 010**	Infrastructure
124 000	-	5 099 840	-	-	**5 099 840**	Office des affaires francophones
-	-	10 773 758	-	(519 400)	**10 254 358**	Ombudsman Ontario
435 050 215	56 824 663	1 595 060 414	-	44 095 521	**1 639 155 935**	Procureur général
392 773 244	-	416 942 196	(416 942 196)	-	-	Promotion de la santé et Sport
330 074 135	-	348 812 477	(348 812 477)	-	-	Recherche et Innovation
1 854 450 592	19 535 441	2 248 073 837	(2 248 073 837)	-	-	Revenu
38 619 722	22 384	549 538 423	-	208 047 162	**757 585 585**	Richesses naturelles
45 256 287 420	300 000	45 792 717 033	344 390 069	(703 666 441)	**45 433 440 661**	Santé et Soins de longue durée
152 902 244	11 218 563	2 219 217 840	-	(18 700 728)	**2 200 517 112**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 674 192 519	-	4 003 262 352	-	(67 918 709)	**3 935 343 643**	Services à l'enfance et à la jeunesse
514 382	-	19 326 892	-	-	**19 326 892**	Services aux consommateurs
153 700	10 037 434	2 368 725 761	-	(44 023 783)	**2 324 701 978**	Services gouvernementaux
9 171 485 037	14 203 616	9 586 781 190	-	(18 573 731)	**9 568 207 459**	Services sociaux et communautaires
537 481 285	-	579 878 543	50 074 308	434 151 571	**1 064 104 422**	Tourisme et Culture
426 418 262	300 000	1 032 762 783	-	375 200 997	**1 407 963 780**	Transports
290 000	14 564	169 491 010	-	15 270 155	**184 761 165**	Travail
95 522 374 751	10 044 374 993	115 828 234 808	-	2 503 902 099	**118 332 136 907**	
-	-	(0)			-	Reclassification des dépenses**
95 522 374 751	**10 044 374 993**	**115 828 234 808**			**118 332 136 907**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.
3. Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	$	$	$	$	$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Immigration	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord, des Mines et Forêts	-	-	1 617	29 192 191	839 608
Développement économique et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	185 582 859	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Promotion de la santé et Sport	-	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Revenu	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	400 999	44 293 520	5 127 414
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	17 484 780	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	3 597	20 574 082	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme et Culture	-	-	-	5 962 025	808 265
Transports	1 471 925	164 268	475 542	16 511 306	3 119 343
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	**1 471 925**	**164 268**	**881 755**	**319 600 763**	**9 894 630**

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2012

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation[1]	Reclassification des ministères[2]	Redressements de consolidation et autres	**Selon les états financiers consolidés**	Ministère
$	$	$	$	$	$	
8 616 740	-	8 616 740	-	-	**8 616 740**	Affaires autochtones
-	-	-	36 446 987	-	**36 446 987**	Affaires civiques et Immigration
78 943 195	-	78 943 195	-	(3 359 640)	**75 583 555**	Affaires municipales et Logement
542 631 756	281 945	542 913 701	-	(7 647 101)	**535 266 600**	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
108 024 213	195 211 356	333 268 985	-	23 446 000	**356 714 985**	Développement du Nord, des Mines et Forêts
-	-	-	114 982 983	(55 966 269)	**59 016 714**	Développement économique et Commerce
1 341 733 477	5 287 595	1 347 021 072	-	(735 207 120)	**611 813 952**	Éducation
-	-	-	-	20 498 663	**20 498 663**	Énergie
6 469 299	18 402 058	24 871 357	-	2 383 000	**27 254 357**	Environnement
-	230 617	230 617	2 800 924	2 984 000	**6 015 541**	Finances
273 328 017	1 185 634	274 513 651	-	81 131 639	**355 645 290**	Formation, Collèges et Universités
124 781 205	17 031	310 381 095	-	(277 773 667)	**32 607 428**	Infrastructure
-	323 695 879	323 695 879	-	(263 840 000)	**59 855 879**	Procureur général
72 923 454	-	72 923 454	(72 923 454)	-	**-**	Promotion de la santé et Sport
114 982 983	-	114 982 983	(114 982 983)	-	**-**	Recherche et Innovation
-	2 800 924	2 800 924	(2 800 924)	-	**-**	Revenu
4 488 208	8 672 264	62 982 405	-	198 000	**63 180 405**	Richesses naturelles
1 350 078 338	13 062 609	1 363 140 947	-	(320 519 218)	**1 042 621 729**	Santé et Soins de longue durée
-	487 771 398	505 256 178	-	(532 104 000)	**(26 847 822)**	Sécurité communautaire et Services correctionnels
13 008 332	539 925	13 548 257	-	-	**13 548 257**	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	-	-	-	**-**	Services aux consommateurs
-	5 240 329	25 818 008	-	-	**25 818 008**	Services gouvernementaux
11 554 060	5 543 304	17 097 364	-	-	**17 097 364**	Services sociaux et communautaires
114 657 272	-	121 427 562	36 476 467	(1 259 949)	**156 644 080**	Tourisme et Culture
2 014 537 147	559 888 285	2 596 167 816	-	(1 664 912 541)	**931 255 275**	Transports
-	361 905	361 905	-	-	**361 905**	Travail
6 180 757 696	**1 628 193 058**	**8 140 964 095**	-	**(3 731 948 203)**	**4 409 015 892**	**Total avant la consolidation**

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.
2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

Fonds ontarien d'initiative

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2012	2011
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens[1]	146 304 $	217 756 $
	146 304 $	**217 756 $**

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-2

AFFAIRES AUTOCHTONES 2-3

ÉTAT DES RECETTES 2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
64 475 421	Ministère des Affaires autochtones	90 417 214	86 923 139
64 475 421	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**90 417 214**	**86 923 139**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
6 877 200	Ministère des Affaires autochtones	8 811 500	8 616 740
6 877 200	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**8 811 500**	**8 616 740**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	
1	70 955 200	(7 901 000)	63 054 200	Affaires autochtones	59 628 447
2	2 000	27 297 000	27 299 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	27 294 692
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	0
	71 021 214	**19 396 000**	**90 417 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	**86 923 139**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	7 401 000	1 410 500	8 811 500	Ministère des Affaires autochtones	8 616 740
	7 401 000	**1 410 500**	**8 811 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**	**8 616 740**

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones repose sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO).

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Affaires autochtones (Poste 1)

	$	$
Traitements et salaires		12 992 971
Avantages sociaux		1 477 561
Transports et communications		876 478
Services		11 644 450
Fournitures et matériel		216 572
Paiements de transfert		
Fonds de participation	5 711 469	
Soutien au fonds de négociations communautaires	4 047 153	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins	1 287 842	
Négociations sur les revendications territoriales des Six-Nations	4 608	
Les Chefs de l'Ontario	247 100	
Ontario Native Women's Association	371 700	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	446 100	
Metis Nation of Ontario	200 000	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes de Grassy Narrows et d'Islington	1 054 555	
Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain	474 664	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques	1 305 818	
Fonds pour les nouvelles relations	14 269 406	
Fonds de développement économique des Métis	3 000 000	
		32 420 415
		59 628 447

Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)

Paiements de transfert	
Règlements des revendications territoriales	27 294 692
	27 294 692
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	**86 923 139**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Affaires autochtones (Poste 3)

	$
Paiements de transfert	
Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone	3 549 500
Règlements négociés	667 240
Programme d'infrastructure des centres d'amitié	4 400 000
	8 616 740
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES	**8 616 740**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	0	106 515
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	1 395	455
Frais pour chèques refusés	0	35
	1 395	490
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 357 694	1 531 849
DIVERS	1	0
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	**1 359 090**	**1 638 854**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-8
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-9
- AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION 2-11
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO 2-13
- SERVICES RÉGIONAUX 2-15
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-10

ÉTAT DES RECETTES 2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
20 924 188	Administration du ministère	22 826 587	22 776 027
133 291 066	Affaires civiques et immigration	133 883 200	133 215 605
16 948 338	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 970 400	17 766 122
7 291 814	Services régionaux	6 530 400	6 464 685
178 455 406	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**181 210 587**	**180 222 439**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services régionaux	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services régionaux	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	20 261 000	2 485 400	22 746 400	Administration du ministère	22 710 059
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	20 341 187	**2 485 400**	**22 826 587**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 776 027**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à deux ministères (Affaires civiques et Immigration, Tourisme et Culture).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 581 483
Avantages sociaux		1 040 209
Transports et communications		283 737
Services		13 611 120
Fournitures et matériel		193 510
		22 710 059
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 533 468	
Avantages sociaux	171 339	
Transports et communications	109 159	
Services	130 857	
Fournitures et matériel	18 491	
		1 963 314
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	2 310 399	
Avantages sociaux	295 031	
Transports et communications	56 096	
Services	4 679 413	
Fournitures et matériel	66 210	
		7 407 149
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 121 545	
Avantages sociaux	167 003	
Transports et communications	16 731	
Services	44 178	
Fournitures et matériel	19 689	
		1 369 146
Services de communication		
Traitements et salaires	2 090 671	
Avantages sociaux	308 389	
Transports et communications	47 919	
Services	382 408	
Fournitures et matériel	35 002	
		2 864 389
Analyse et planification		
Traitements et salaires	525 400	
Avantages sociaux	98 447	
Transports et communications	6 498	
Services	1 956	
Fournitures et matériel	3 553	
		635 854
Services juridiques		
Transports et communications	13 192	
Services	2152 354	
Fournitures et matériel	49 284	
		2 214 830
Systèmes informatiques		
Transports et communications	34 142	
Services	6219 954	
Fournitures et matériel	1 281	
		6 255 377
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 776 027**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
602 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**	
1	123 590 800	10 292 400	133 883 200	Affaires civiques et immigration	133 215 605
	123 590 800	**10 292 400**	**133 883 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION .....**	**133 215 605**

Description du programme :

Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration est responsable de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario et pour que soient reconnus les particuliers et les groupes qui ont fait des contributions extraordinaires dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiques et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 990 217
Avantages sociaux		1 242 800
Transports et communications		393 805
Services		3 837 763
Fournitures et matériel		241 280
Paiements de transfert		
Course de langues	64 411 986	
Formation en milieu de travail	40 463 934	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	9 387 034	
Initiatives de bénévolat	4 246 786	
		118 509 740
		133 215 605
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION		**133 215 605**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	
1	18 232 200	(261 800)	17 970 400	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 766 122
	18 232 200	**(261 800)**	**17 970 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**	**17 766 122**

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 833 984
Avantages sociaux		306 504
Transports et communications		58 934
Services		501 711
Fournitures et matériel		26 728
Paiements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	7 684 216	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière	7 354 045	
		15 038 261
		17 766 122
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO		**17 766 122**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
605				**PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	6 596 900	(66 500)	6 530 400	Services régionaux	6 464 685
	6 596 900	**(66 500)**	**6 530 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**6 464 685**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Services régionaux	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Services régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX**	**0**

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiques et de l'Immigration, le ministère du Tourisme et de la Culture et le ministère de la Promotion de la santé et du Sport.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 078 793
Avantages sociaux	781 624
Transports et communications	317 225
Services	200 109
Fournitures et matériel	86 934
	6 464 685
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX	**6 464 685**

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais	12 000 000	0
Accord d'immigration	0	2 000 002
	12 000 000	2 000 002
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	2 246 332	1 938 191
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 009 598	580 648
DIVERS	124	95
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**15 256 054**	**4 518 936**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-20

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-21

SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 2-23

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 2-25

LOGEMENT ABORDABLE 2-27

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-22

ÉTAT DES RECETTES 2-29

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-30

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
27 949 075	Administration du ministère	29 592 387	27 092 732
26 853 298	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	28 454 200	28 450 020
31 882 856	Administrations locales et politiques d'aménagement	13 472 900	13 240 181
620 222 226	Logement abordable	607 650 500	604 394 758
706 907 455	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**679 169 987**	**673 177 691**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Logement abordable	753 000	752 707
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**753 000**	**752 707**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
21 122 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	3 004 000	3 000 000
715 588 717	Logement abordable	78 229 600	75 943 195
736 710 717	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**81 233 600**	**78 943 195**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	29 512 200		29 512 200	Administration du ministère	27 010 097
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	33 334
	29 592 387		**29 592 387**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**27 092 732**

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes des organismes centraux et du ministère ainsi que des activités du ministère; fournir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 519 203
Avantages sociaux		1 329 489
Transports et communications		218 969
Services		14 680 422
Fournitures et matériel		262 014
		27 010 097
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 937 827	
Avantages sociaux	219 568	
Transports et communications	64 405	
Services	111 114	
Fournitures et matériel	51 964	
		2 384 878
Services de communication		
Traitements et salaires	2 694 488	
Avantages sociaux	360 632	
Transports et communications	43 500	
Services	269 139	
Fournitures et matériel	29 921	
		3 397 680
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 560 326	
Avantages sociaux	576 912	
Transports et communications	60 745	
Services	1 925 826	
Fournitures et matériel	73 126	
		7 196 935
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 319 026	
Avantages sociaux	168 248	
Transports et communications	14 087	
Services	63 316	
Fournitures et matériel	26 094	
		1 590 771
Services juridiques		
Traitements et salaires	3 913	
Transports et communications	22 415	
Services	4 978 845	
Fournitures et matériel	74 521	
		5 079 694
Services de vérification		
Services	797 555	
		797 555
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	3 623	
Avantages sociaux	4 129	
Transports et communications	13 817	
Services	6 534 627	
Fournitures et matériel	6 388	
		6 562 584
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		33 334
		82 635
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**27 092 732**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1902				**SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	22 339 200	6 115 000	28 454 200	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	28 450 020
	22 339 200	**6 115 000**	**28 454 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**28 450 020**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 002 000	1 000 000	3 002 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	3 000 000
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 004 000	**1 000 000**	**3 004 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**3 000 000**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**	**0**

Description du programme :

Ce programme met en œuvre des politiques et des programmes provinciaux qui renforcent l'efficacité et la souplesse des administrations locales. Par des activités de surveillance, de conseil et de formation, il renforce la capacité des municipalités à mettre en œuvre les programmes et les services provinciaux et à s'acquitter des obligations prévues par la législation. Il dirige des équipes interministérielles qui aident les municipalités et les régions à faire face aux défis économiques. Il est également à la tête d'un système à guichet unique pour l'aménagement du territoire, aide les municipalités à se conformer aux politiques et lois provinciales en matière d'aménagement, et facilite l'engagement municipal auprès des collectivités autochtones. Ce programme administre les programmes d'aide en cas de catastrophe, et maintient et gère le système ontarien de réglementation du bâtiment. Par l'élaboration de politiques et de programmes, il soutient également des initiatives gouvernementales de premier plan comme la conservation de l'eau et de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection des sources d'eau, l'aménagement des fiches industrielles et l'accès facile.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		
Traitements et salaires		14 071 331
Avantages sociaux		1 799 424
Transports et communications		487 660
Services		4 010 017
Fournitures et matériel		219 030
Paiements de transfert		
Secours aux victimes de catastrophes	2 000 000	
Aide aux municipalités en cas de catastrophes	3 508 242	
Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	71 820 422	
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*	8 024 249	
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 496 000	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	515 000	
Aide aux conseils d'aménagement	343 316	
		87 707 229
		108 294 691
Moins : Recouvrements		79 844 671
		28 450 020
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT		**28 450 020**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	3 000 0000
	3 000 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	**3 000 000**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1903 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	
7	11 572 900	1 900 000	13 472 900	Administrations locales et politiques d'aménagement	13 240 181
	11 572 900	**1 900 000**	**13 472 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT**	**13 240 181**

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques et durables qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la qualité et l'efficacité des administrations locales, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, en réduisant les coûts, en soutenant la viabilité financière, en améliorant la reddition des comptes aux contribuables et en renforçant la capacité à investir dans l'infrastructure, et bâtit et entretient des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités et les autres administrations. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires	8 581 495
Avantages sociaux	1 124 860
Transports et communications	103 664
Services	2 346 218
Fournitures et matériel	83 944
Paiements de transfert	
Subvention pour la recherche et l'analyse - données sur les municipalités	1 000 000
	13 240 181
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	**13 240 181**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	605 917 100	(903 000)	605 014 100	Logement social et logement du marché privé	602 725 300
3	4 426 400	(1 865 000)	2 561 400	Location à usage d'habitation	1 669 458
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière*	0
	610 418 500	**(2 768 000)**	**607 650 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**604 394 758**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	0	753 000	753 000	Actif de fonctionnement – Logement social et logement du marché privé, *Loi sur l'administration financière*	752 707
	0	**753 000**	**753 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**752 707**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	115 669 600	(37 440 000)	78 229 600	Logement abordable – immobilisations	75 943 195
	115 669 600	**(37 440 000)**	**78 229 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE**	**75 943 195**

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et de soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement de programmes à l'intention des promoteurs de logements sociaux et abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)		
Traitements et salaires		9 211 215
Avantages sociaux		1 109 062
Transports et communications		163 390
Services		4 833 880
Fournitures et matériel		111 744
Paiements de transfert		
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	445 727 005	
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	94 680 100	
Programme d'allocations de logement	9 353 547	
Programme de logement en milieu rural et autochtone	7 228 500	
Programme ontarien d'aide aux familles locataires	6 368 195	
Banques d'aide au loyer	5 300 000	
Programme à court terme d'aide au loyer	16 969 250	
Paiements pour les activités liées au logement sans but lucratif	9 402 217	
		595 028 814
		610 458 105
Moins : Recouvrements		7 732 805
		602 725 300
Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 191 473
Avantages sociaux		178 651
Transports et communications		52 552
Services		234 047
Fournitures et matériel		12 735
		1 669 458
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**604 394 758**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actif de fonctionnement – Logement social et logement du marché privé (Poste 5)		
Dépôts et charges payées d'avance		752,707
		752,707
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**752,707**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	3 359 640	
Logements en milieu autochtone	3 737 360	
Investissements dans le Programme de logement abordable – contribution du gouvernement fédéral	43 690 623	
Investissements dans le Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provincial	14 969 376	
Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale	10 186 196	
		75 943 195
		75 943 195
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE		**75 943 195**

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	472 745 512	477 552 926
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C.)	51 255 584	338 319 108
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	80 101	102 120
	524 081 197	815 974 154
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	94 365 330	95 449 168
Intérêt sur la dette publique	10 535 594	10 689 180
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	213 893
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	68 492	78 453
Rénovation urbaine	46 558	71 220
Subventions des années précédentes	39 625	37 102
Syndicat/Association	9 110	13 531
Autres remboursements des dépenses	6 393	40 000
	105 284 995	106 592 547
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	360 367	421 520
Droits – Formation adm. code du bâtiment	107 422	80 536
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	58 550	62 956
Droits d'entretien et liés aux normes	12 190	18 550
Évaluation de matériaux de construction	6 441	15 723
	544 970	599 285
VENTES ET LOCATIONS		
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	889 825	972 873
Conversion de baux – Société d'hypothèques de l'Ontario	197 803	300 272
Recettes de baux – Société d'hypothèques de l'Ontario	68 671	139 590
	1 156 299	1 412 735
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 115 323	974 391

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	0	50 000
Intérêts gagnés sur prêts	5 542	9 176
Pénalités – intérêts	2 416	6 463
Autres	8 183	7 048
	16 141	72 687
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**632 198 925**	**925 625 799**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	16 308	26 116
Crédits d'impôts pour les écoles	19 943	25 038
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**36 251**	**51 154**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-32

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-33

AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 2-36

SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES 2-38

ÉLABORATION DES POLITIQUES 2-42

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-34, 2-35, 2-37, 2-40

ÉTAT DES RECETTES 2-44

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-44

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
24 247 371	Administration du ministère	26 469 514	25 321 927
77 340 796	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	92 047 300	85 627 079
400 051 314	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	565 620 400	486 701 389
13 888 634	Élaboration des politiques	17 170 100	15 660 731
515 528 115	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**701 307 314**	**613 311 126**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	300 000	0
5 608 800	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	5 500 300
163 128	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	5 300 000	201 039
5 771 928	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**17 900 000**	**5 701 339**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
143 113	Administration du ministère	304 300	281 945
1 773 167 522	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	590 271 400	542 631 756
1 773 310 635	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**590 575 700**	**542 913 701**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
1 048 116	Administration du ministère	1 000	0
1 048 116	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
101 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	26 405 500		26 405 500	Administration du ministère	25 255 959
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	26 469 514		**26 469 514**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**25 321 927**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	300 000		300 000	Administration du ministère	0
	300 000		**300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	303 300		303 300	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	281 945
	304 300		**304 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**281 945**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à fournir une orientation de haut niveau et des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Elle vise à offrir au ministère des conseils et de l'expertise en matière financière, opérationnelle, transactionnelle ou relativement aux autres activités et aux ressources humaines, et ce, de la manière suivante : élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, fournir des services de planification financière, de gestion de projet, de communication et de vérification, administrer les services juridiques et de technologie de l'information, offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, maintenir des liens avec les organismes centraux du gouvernement et assurer la prestation des services en français, des programmes de gestion des situations d'urgence et des initiatives de promotion de la diversité et de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 769 976
Avantages sociaux		2 190 692
Transports et communications		486 743
Services		8 706 060
Fournitures et matériel		1 102 488
		25 255 959
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 014 497	
Avantages sociaux	249 928	
Transports et communications	88 111	
Services	162 601	
Fournitures et matériel	25 283	
		2 540 420
Services opérationnels		
Traitements et salaires	2 506 803	
Avantages sociaux	850 273	
Transports et communications	229 864	
Services	4 723 235	
Fournitures et matériel	922 530	
		9 232 705
Planification des activités et services financiers		
Traitements et salaires	2 727 233	
Avantages sociaux	361 018	
Transports et communications	31 574	
Services	307 531	
Fournitures et matériel	27 161	
		3 454 517
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 584 208	
Avantages sociaux	170 973	
Transports et communications	16 239	
Services	106 094	
Fournitures et matériel	19 627	
		1 897 141
Services de communication		
Traitements et salaires	3 937 235	
Avantages sociaux	558 500	
Transports et communications	99 666	
Services	804 262	
Fournitures et matériel	79 161	
		5 478 824
Services juridiques		
Transports et communications	21 279	
Services	2 200 673	
Fournitures et matériel	28 726	
		2 250 678
Services de vérification		
Transports et communications	10	
Services	401 664	
		401 674
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**25 321 927**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES D'IMMOBILISATION	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*..	281 945
	281 945
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**281 945**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
107				**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	94 037 300	(2 000 000)	92 037 300	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	85 613 699
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	13 380
	94 047 300	**(2 000 000)**	**92 047 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**85 627 079**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	29 800
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	5 470 500
	12 300 000		**12 300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**	**5 500 300**

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé des animaux, à l'aménagement du territoire et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		
Traitements et salaires		30 000 578
Avantages sociaux		4 415 053
Transports et communications		2 047 778
Services		14 190 876
Fournitures et matériel		467 031
Paiements de transfert		
Programme d'infrastructure de drainage agricole	7 423 735	
Recherche sur les normes agro-environnementales	579 150	
Agri-flexibilité – contribution fédérale – Amélioration de la santé publique et de l'environnement	371 946	
Agri-flexibilité – contribution provinciale – Amélioration de la santé publique et de l'environnement	2 600 615	
Partenariats environnementaux	660 533	
Partenariats pour la salubrité des aliments et la traçabilité	1 010 749	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – Amélioration de la santé publique et de l'environnement	21 710 764	
Partenariats agro-environnementaux pour le lac Simcoe	1 529 193	
Autre aide à la santé publique	388 000	
		36 274 685
		87 396 001
Moins : Recouvrements		1 782 302
		85 613 699
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		13 380
		13 380
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		**85 627 079**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)	
Prêts et investissements	
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités	29 800
	29 800
Crédits législatifs	
Prêts et investissements	
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*	5 470 500
	5 470 500
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	**5 500 300**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	162 487 000	12 000 000	174 487 000	Développement économique	169 448 516
3	75 721 400	3 000 000	78 721 400	Recherche	77 634 908
4	326 190 000	(13 800 000)	312 390 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	237 578 348
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière*	0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	2 039 617
	564 420 400	**1 200 000**	**565 620 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**486 701 389**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	300 000		300 000	Développement économique	0
5	5 000 000		5 000 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises	201 039
	5 300 000		**5 300 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**201 039**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
108				**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
7	557 698 800	32 572 600	590 271 400	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales	542 631 756
	557 698 800	**32 572 600**	**590 271 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES**	**542 631 756**

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère soutient les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits par l'adoption d'une démarche complète. Les composantes suivantes de cette stratégie contribuent au cadre établi pour ces secteurs : stabilisation du revenu agricole et autres programmes d'aide au secteur agricole; collaboration avec des partenaires du secteur agroalimentaire pour définir les besoins et les possibilités et pour adopter de nouvelles technologies; investissement dans la recherche agroalimentaire; efforts d'attraction et de rétention des investissements pour le secteur de la transformation; traitement des questions liées à la réglementation de la commercialisation; promotion des ventes agroalimentaires de l'Ontario sur les marchés international et national.

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et des organismes afin d'entreprendre des initiatives de développement économique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 1)		
Traitements et salaires		23 435 731
Avantages sociaux		3 178 270
Transports et communications		1 379 912
Services		17 451 140
Fournitures et matériel		494 547
Paiements de transfert		
Développement de l'agriculture	4 261 101	
Stratégie de marque et promotion des aliments de l'Ontario	3 838 050	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – développement économique	3 603 490	
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol	76 259 278	
Programme ontarien d'aide aux petits réseaux de distribution d'eau	4 563 064	
Autre aide aux collectivités rurales	3 958 800	
Programme de développement économique des collectivités rurales	27 362 185	
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	2 701 888	
Programme d'aide à la transition pour le raisin de cuve	2 692 042	
		129 239 898
		175 179 498
Moins : Recouvrements		5 730 982
		169 448 516
Recherche (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 107 248
Avantages sociaux		352 179
Transports et communications		51 556
Services		436 061
Fournitures et matériel		24 850
Paiements de transfert		
Recherche concurrentielle	1 350 000	
Recherche sur l'innocuité des aliments	500 000	
Subventions tenant lieu d'impôt	550 000	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – recherche	11 165 892	
Partenariats stratégiques	1 307 500	
Université de Guelph	59 789 622	
		74 663 014
		77 634 908
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Paiements de transfert		
AgriCorp	26 975 805	
Agri-protection	29 641 814	
Agri-investissement	28 278 035	
Agri-stabilité	26 190 388	
Programme ontarien de gestion des risques	124 216 795	
Autre aide à la gestion des risques	1 000	
Provision pour garanties d'emprunt – Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	181 000	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale	1 014 012	
Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution provinciale	1 079 499	
		237 578 348
		237 578 348
Crédits législatifs		
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		2 039 617
		2 039 617
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		**486 701 389**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 5)			
Dépôts et charges payées d'avance			
Gestion des risques des entreprises – Agri-stabilité	201 039		
	201 039		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES...	**201 039**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)			
Paiements de transfert			
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	1 000 000		
Stratégie pour l'accès à large bande	3 968 687		
Fonds pour l'infrastructure à large bande	28 139 612		
Fonds pour l'infrastructure à large bande – contribution fédérale	14 000 001		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	58 662 870		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités – contribution fédérale	58 662 870		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, 2e période	23 667 729		
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, 2e période – contribution fédérale	23 667 729		
Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	13 023 080		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	252 141		
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario – contribution fédérale	252 141		
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	45 000		
Fonds pour l'infrastructure verte	8 366 285		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	100 450 742		
Fonds de stimulation de l'infrastructure – contribution fédérale	99 512 884		
Programme ontarien d'aide aux petits réseaux de distribution d'eau – 3e période	15 000 000		
Autre infrastructure rurale	4 000 000		
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 500 000		
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation	7 250 000		
Infrastructure des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario – PICO	11 172 100		
Ontario financement pour l'infrastructure communautaire – contribution provinciale	68 037 885		
		542 631 756	
		542 631 756	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES...			**542 631 756**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
109				**PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	16 370 100	800 000	17 170 100	Élaboration des politiques	15 660 731
	16 370 100	**800 000**	**17 170 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES**	**15 660 731**

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils et de services d'élaboration de politiques stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes. Élaboration des politiques est responsable de l'analyse des politiques ministérielles dans les domaines de la salubrité des aliments, de la santé des animaux, de l'environnement et du développement économique, de la planification et des politiques stratégiques ainsi que du commerce et des relations intergouvernementales. La stratégie comprend également l'élaboration de lois et de programmes et la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que des responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 834 317
Avantages sociaux	1 460 822
Transports et communications	426 622
Services	2 844 623
Fournitures et matériel	94 347
	15 660 731
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	**15 660 731**

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	99 512 884	648 366 667
Fonds Chantiers Canada	58 662 870	105 797 436
Cultivons l'avenir	37 565 432	34 433 361
Fonds Chantiers Canada – 2e période	23 667 729	103 025 954
Fonds pour l'infrastructure à large bande	14 000 001	11 000 000
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	11 172 100	0
Indemnisation des dommages causés par la faune	1 166 559	884 490
Agri-flexibilité – Projet pilote sur l'hygiène des viandes	371 946	0
Agri-Stabilité – Administration	338 271	300 000
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	252 141	3 849 572
Programme d'indemnisation contre la rage	400	400
Programme de transition relatif aux vergers et aux vignobles	0	651 085
	246 710 333	908 308 965
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	35 105	42 942
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	887 896	448 139
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	6 365 674	20 771 154
REDEVANCES	107	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	34 239 892	65 418 878
DIVERS		
Autres	2 982 237	1 229 993
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**291 221 244**	**996 220 071**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 812 492	5 084 548
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	34 332	62 814
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**5 846 824**	**5 147 362**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-46

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-47

COMMISSAIRES 2-50

ÉTAT DES RECETTES 2-52

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
121 946 813	Bureau de l'Assemblée législative	130 989 100	125 929 878
24 591 021	Commissaires	28 147 800	26 356 596
146 537 834	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**159 136 900**	**152 286 474**

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
201 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	400 200		400 200	Présidence	268 202
2	809 300	(9 900)	799 400	Bureau du greffier	633 750
3	12 345 700	(9 200)	12 336 500	Services parlementaires	10 493 059
4	11 896 600	51 100	11 947 700	Services d'information et de technologie	11 864 444
5	6 278 300	7 300	6 285 600	Services administratifs	5 853 940
6	24 166 400	(41 800)	24 124 600	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire	22 027 423
8	12 265 000	(109 900)	12 155 100	Services de soutien aux groupes parlementaires	11 849 244
9	22 869 600	(1 366 100)	21 503 500	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés	21 503 409
10	39 668 700	1 476 000	41 144 700	Services de soutien aux bureaux des députés	41 144 657
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	262 000
12	27 300	2 500	29 800	Appartements du lieutenant-gouverneur	29 750
	130 989 100		**130 989 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	**125 929 878**

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires	56 890
Avantages sociaux	7 680
Transports et communications	48 840
Services	113 301
Fournitures et matériel	41 491
	268 202
Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	467 280
Avantages sociaux	78 575
Transports et communications	30 059
Services	39 241
Fournitures et matériel	18 595
	633 750
Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires	7 054 715
Avantages sociaux	1 635 103
Transports et communications	184 167
Services	1 070 327
Fournitures et matériel	634 569
	10 578 881
Moins : Recouvrements	85 822
	10 493 059

	$
Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 355 409
Avantages sociaux	1 492 673
Transports et communications	148 912
Services	1 282 384
Fournitures et matériel	1 585 493
	11 864 871
Moins : Recouvrements	427
	11 864 444
Services administratifs (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 854 589
Avantages sociaux	912 577
Transports et communications	608 257
Services	411 365
Fournitures et matériel	127 766
	5 914 554
Moins : Recouvrements	60 614
	5 853 940
Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Traitements et salaires	6 560 139
Avantages sociaux	1 389 388
Transports et communications	65 756
Services	12 174 523
Fournitures et matériel	1 981 422
	22 171 228
Moins : Recouvrements	143 805
	22 027 423
Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
Traitements et salaires	6 699 860
Avantages sociaux	1 203 876
Transports et communications	836 223
Services	2 499 543
Fournitures et matériel	609 742
	11 849 244

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	12 928 076
Avantages sociaux	5 693 279
Transports et communications	1 534 429
Services	1 329 568
Fournitures et matériel	18 057
	21 503 409
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	20 687 702
Avantages sociaux	4 699 320
Transports et communications	2 974 856
Services	9 074 057
Fournitures et matériel	3 708 722
	41 144 657
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	262 000
	262 000
Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	29 750
	29 750
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**125 929 878**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
202				**PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 697 700		3 697 700	Commissaire à l'environnement	3 678 991
2	14 948 200		14 948 200	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	13 972 374
3	2 256 000		2 256 000	Bureau du commissaire à l'intégrité	1 853 141
4	7 245 900		7 245 900	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes	6 852 090
	28 147 800		**28 147 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES**	**26 356 596**

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*, le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)*, la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 019 998
Avantages sociaux	411 923
Transports et communications	97 896
Services	1 029 603
Fournitures et matériel	119 571
	3 678 991
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires	9 480 694
Avantages sociaux	1 852 489
Transports et communications	251 138
Services	1 917 066
Fournitures et matériel	470 987
	13 972 374
Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires	950 873
Avantages sociaux	194 971
Transports et communications	54 116
Services	525 907
Fournitures et matériel	127 274
	1 853 141
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 031 304
Avantages sociaux	550 302
Transports et communications	693 816
Services	2 280 667
Fournitures et matériel	296 001
	6 852 090
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	**26 356 596**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 052	13 637
VENTES ET LOCATIONS		
Locations	30 245	38 077
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	95 089	122 192
DIVERS	408	1 462
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	**126 794**	**175 368**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-54

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 2-55

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-56

ÉTAT DES RECETTES 2-57

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
28 605 408	Bureau du conseil des ministres	28 299 714	27 207 623
28 605 408	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**28 299 714**	**27 207 623**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**CONSEIL DES MINISTRES**	
1	26 907 700	1 000 000	27 907 700	Bureau principal	26 865 211
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement	305 151
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 169
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 092
	27 299 714	**1 000 000**	**28 299 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	**27 207 623**

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau principal (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 847 070
Avantages sociaux		2 192 091
Transports et communications		736 538
Services		3 565 230
Fournitures et matériel		409 682
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000 000	
		1 114 600
		26 865 211
Bureau du Conseil des ministres		
Traitements et salaires	13 782 853	
Avantages sociaux	1 576 333	
Transports et communications	516 892	
Services	3 277 260	
Fournitures et matériel	314 596	
		19 467 934
Affaires intergouvernementales		
Traitements et salaires		5 064 217
Avantages sociaux		615 758
Transports et communications		219 646
Services		287 970
Fournitures et matériel		95 086
Paiements de transfert		
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	90 600	
Institut des relations intergouvernementales	24 000	
Programme international de secours en cas de catastrophe	1 000 000	
		1 114 600
		7 397 277
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)		
Traitements et salaires		275 639
Avantages sociaux		19 886
Transports et communications		2 641
Services		5 326
Fournitures et matériel		1 659
		305 151
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 169
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 092
		37 261
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES		**27 207 623**

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	729	362
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	1 364	5 996
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	21 945
DIVERS	9	530
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	**2 102**	**28 833**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-60

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 2-61

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-62

ÉTAT DES RECETTES 2-63

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
28 253 405	Bureau du directeur général des élections	11 220 900	98 332 612
28 253 405	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**11 220 900**	**98 332 612**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	7 797 800		7 797 800	Administration des élections	7 109 891
2	3 423 100		3 423 100	Administration du financement des élections	2 400 311
L	0		0	*Loi électorale*	88 822 410
	11 220 900		**11 220 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	**98 332 612**

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 400 associations de circonscription et 13 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 841 359
Avantages sociaux	1 268 532
	7 109 891
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	800 111
Avantages sociaux	171 390
Transports et communications	30 129
Services	992 825
Fournitures et matériel	24 489
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections*	409 435
	2 428 379
Moins : Recouvrements	28 068
	2 400 311
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Loi électorale	88 822 410
	88 822 410
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**98 332 612**

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DIVERS		
Divers Recettes	8 264	536
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	**8 264**	**536**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-66

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-67

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
1 218 146	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 359 100	1 192 629
1 218 146	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 359 100**	**1 192 629**

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME DU BUREAU DU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	1 359 100		1 359 100	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 192 629
	1 359 100		**1 359 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	**1 192 629**

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	712 903
Avantages sociaux	72 456
Transports et communications	49 016
Services	130 827
Fournitures et matériel	71 627
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	155 800
	1 192 629
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	**1 192 629**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-70

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 2-71

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
15 002 190	Bureau du vérificateur général	16 224 100	15 240 093
15 002 190	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**16 224 100**	**15 240 093**

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	
1	15 821 400		15 821 400	Bureau du vérificateur général	14 794 995
L	402 700		402 700	*Loi sur le vérificateur général*	445 098
	16 224 100		**16 224 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**	**15 240 093**

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 953 562
Avantages sociaux	1 979 050
Transports et communications	303 072
Services	2 975 403
Fournitures et matériel	510 919
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	72 989
	14 794 995
Crédits législatifs	
Loi sur le vérificateur général	
Traitements et salaires	246 575
Services	198 523
	445 098
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	**15 240 093**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-74

CABINET DU PREMIER MINISTRE 2-75

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-76

ÉTAT DES RECETTES 2-77

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
2 651 250	Cabinet du Premier ministre	2 761 161	2 683 137
2 651 250	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 761 161**	**2 683 137**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 655 300		2 655 300	Cabinet du Premier ministre	2 574 046
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	2 761 161		**2 761 161**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	**2 683 137**

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 229 344	
Avantages sociaux	220 536	
Transports et communications	78 042	
Services	28 911	
Fournitures et matériel	17 213	
	2 574 046	
Crédits législatifs		
Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	92 424	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667	
	109 091	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE		**2 683 137**

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	20 648
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	**0**	**20 648**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-80

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-81

DÉVELOPPEMENT DU NORD 2-84

MINES ET MINÉRAUX 2-87

FORESTERIE 2-90

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-83, 2-86, 2-89, 2-91

ÉTAT DES RECETTES 2-92

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-92

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
12 596 798	Administration du ministère	12 290 614	11 174 735
226 728 676	Développement du Nord	265 260 800	270 433 935
39 486 101	Mines et minéraux	47 509 700	41 786 340
127 999 769	Foresterie	101 455 900	86 901 229
406 811 344	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**426 517 014**	**410 296 239**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
34 029 783	Développement du Nord	1 193 000	1 003 853
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	Foresterie	1 000	0
34 029 783	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 196 000**	**1 003 853**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	7 400	0
284 931 449	Développement du Nord	334 781 200	328 199 668
15 825 267	Mines et minéraux	5 085 000	4 923 136
101 750	Foresterie	198 700	146 181
300 858 466	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**340 072 300**	**333 268 985**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	45 000	44 616
734 327 557	Développement du Nord	658 051 300	633 303 583
23 901	Mines et minéraux	224 000	204 613
161 400	Foresterie	130 000	130 000
734 512 858	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**658 450 300**	**633 682 812**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 214 000	11 600	12 225 600	Administration du ministère	11 108 767
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	12 279 014	**11 600**	**12 290 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**11 174 735**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	6 400		6 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	7 400		**7 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	45 000		45 000	Administration du ministère – immobilisations	44 616
	45 000		**45 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**44 616**

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 248 183
Avantages sociaux		837 128
Transports et communications		368 277
Services		11 658 197
Fournitures et matériel		203 676
		19 315 461
Moins : Recouvrements		8 206 694
		11 108 767
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 536 393	
Avantages sociaux	185 851	
Transports et communications	109 617	
Services	122 276	
Fournitures et matériel	37 089	
		1 991 226
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 409 677	
Avantages sociaux	149 084	
Transports et communications	76 133	
Services	6 736 095	
Fournitures et matériel	71 143	
	8 442 132	
Moins : Recouvrements	5 864 594	
		2 577 538
Ressources humaines		
Traitements et salaires	793 353	
Avantages sociaux	155 535	
Transports et communications	35 908	
Services	67 450	
Fournitures et matériel	41 769	
		1 094 015
Services de communications		
Traitements et salaires	1 377 937	
Avantages sociaux	175 917	
Transports et communications	76 118	
Services	222 339	
Fournitures et matériel	28 572	
		1 880 883
Analyse et planification		
Traitements et salaires	1 126 941	
Avantages sociaux	170 741	
Transports et communications	48 836	
Services	96 667	
Fournitures et matériel	15 658	
		1 458 843
Services juridiques		
Traitements et salaires	3 882	
Transports et communications	21 665	
Services	1 391 307	
Fournitures et matériel	9 445	
		1 426 299
Services de vérification		
Services	160 000	
		160 000
Systèmes informatiques		
Services	2 862 063	
Moins : Recouvrements	2 342 100	
		519 963

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**11 174 735**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère – immobilisations (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	44 616
	44 616
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**44 616**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	239 306 400	25 953 400	265 259 800	Développement économique du Nord	257 897 479
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	12 536 456
	239 307 400	**25 953 400**	**265 260 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**270 433 935**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	401 000	792 000	1 193 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord	1 003 853
	401 000	**792 000**	**1 193 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**1 003 853**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	127 358 300	13 885 000	141 243 300	Développement économique du Nord	135 943 374
L	193 537 900		193 537 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	192 256 294
	320 896 200	**13 885 000**	**334 781 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**328 199 668**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	663 936 300	(5 885 000)	658 051 300	Développement du Nord – immobilisations	633 303 583
	663 936 300	**(5 885 000)**	**658 051 300**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	**633 303 583**

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques, fortes et durables. Le ministère dirige un éventail d'initiatives ciblées visant à stimuler la croissance économique, la création d'emplois, la promotion du commerce et des investissements, l'amélioration de l'infrastructure et une meilleure qualité de vie pour les Nord-Ontariens, et il contribue à leur réalisation. Les programmes ministériels comme l'Aide à l'exportation pour les secteurs minier et forestier s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère soutient également la diversification économique par les programmes améliorés de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, notamment le nouveau Programme des entrepreneurs, un de sept programmes visant à soutenir les secteurs public et privé dans leurs efforts de croissance et de diversification de l'économie du Nord. Parmi les autres initiatives ayant pour but de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, mentionnons le Programme de réceptivité des collectivités du Nord à l'investissement et le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord. Le ministère dirige conjointement l'élaboration et la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et les autres pays.

Par son réseau de bureaux, le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de participer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique du Nord (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 988 640
Avantages sociaux		1 351 069
Transports et communications		750 290
Services		8 168 597
Fournitures et matériel		289 389
Paiements de transfert		
Services communautaires	592 578	
Développement économique	2 084 278	
Service d'emplois d'été	4 700 085	
Commission de transport Ontario Northland	75 715 000	
Compagnie de transport d'Owen Sound	1 000 000	
Programme InvestiNord du gouvernement de l'Ontario	431 493	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	34 500 000	
Associations municipales du Nord de l'Ontario	79 857	
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs	450 000	
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord	120 059 036	
Développement économique des communautés autochtones	4 186 406	
Subventions pour les investissements communautaires et l'exploitation des minéraux	5 900 000	
		249 698 733
		269 246 718
Moins : Recouvrements		11 349 239
		257 897 479
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		12 536 456
		12 536 456
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**270 433 935**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)		
Prêts et investissements		
Développement économique		1 003 853
		1 003 853
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**1 003 853**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Développement économique du Nord (Poste 2)		
Services		25 068 161
Paiements de transfert		
Programme des routes d'hiver	4 705 188	
Commission de transport Ontario Northland	22 357 899	
Compagnie de transport d'Owen Sound	1 952 826	
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	65 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure ferroviaire	5 508 300	
Subventions pour les investissements communautaires et l'exploitation des minéraux	8 000 000	
		108 024 213
Autres opérations		
Autre – Routes d'accès aux ressources		2 851 000
		135 943 374
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		192 256 294
		192 256 294
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**328 199 668**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Développement du Nord – immobilisations (Poste 4)		
Parc automobile et flotte de bateaux		28 115
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		633 275 468
		633 303 583
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD		**633 303 583**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	48 518 700	(1 410 000)	47 108 700	Compétitivité du secteur des minéraux	43 177 812
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière**	(1 391 472)
	48 919 700	**(1 410 000)**	**47 509 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**41 786 340**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	5 001 000		5 001 000	Compétitivité du secteur des minéraux	4 868 222
L	84 000		84 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	54 914
	5 085 000		**5 085 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**4 923 136**

* Les terrains initialement assujettis à l'impôt sur les terrains miniers en vertu de l'alinéa 189 (1) b) de la *Loi sur les mines* ont été réduits en superficie (hectares) résultant en un redressement fiscal pour créances irrécouvrables en 2011-2012 d'un montant de 1,6 million de dollars. Les charges liées aux créances irrécouvrables pour l'exercice 2011-2012, sans tenir compte de ce redressement, sont de 290 000 $.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	224 000		224 000	Mines et minéraux – immobilisations	204 613
	224 000		**224 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	**204 613**

Description du programme :

Ce programme aide à bâtir un secteur minier dynamique et durable contribuant à la prospérité de tout l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques provinciaux, l'accès en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur sept, aux données géoscientifiques, les services de marketing international et les conseils spécialisés en matière de géologie offerts par le personnel des bureaux locaux répartis dans la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et l'exploitation des ressources minières en Ontario. Les connaissances du programme sur les richesses géologiques et minérales, énergétiques et en eaux souterraines de l'Ontario aident à soutenir les initiatives d'aménagement du territoire dans le Grand Nord et ailleurs, d'autres priorités gouvernementales comme les efforts de protection de l'eau de source et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario et assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux ainsi que la réhabilitation des terrains miniers par l'actualisation de la *Loi sur les mines* et des règlements et politiques s'y rattachant.

Ce programme administre la réglementation ontarienne relative aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour l'exploitation de possibilités à valeur ajoutée tout au long du pipeline du diamant.

Le secteur de programme a la responsabilité d'établir de nouveaux processus axés sur la collaboration pour la consultation et l'engagement des Autochtones relativement à l'exploitation des minéraux, et il s'attache à travailler avec les collectivités pour tisser des liens et favoriser le développement économique et l'exploitation des minéraux.

Ce programme soutient l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes consacrés à tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées, en particulier les Autochtones, les Nord-Ontariens et la communauté minière, afin d'encourager un développement durable et responsable.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)	
Traitements et salaires	17 733 131
Avantages sociaux	2 668 522
Transports et communications	1 834 500
Services	18 948 619
Fournitures et matériel	1 934 040
Paiements de transfert	
Rapports sur les activités minières en Ontario	59 000
	43 177 812
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	(1 391 472)
	(1 391 472)
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**41 786 340**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Transports et communications	1 617
Services	4 026 997
Fournitures et matériel	839 608
	4 868 222
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	54 914
	54 914
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**4 923 136**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Mines et minéraux – immobilisations (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	204 613
	204 613
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	**204 613**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2204				**PROGRAMME DE FORESTERIE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	94 987 900	(1 132 000)	93 855 900	Programme de foresterie	82 478 846
L	7 600 000		7 600 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 422 383
	102 587 900	**(1 132 000)**	**101 455 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORESTERIE**	**86 901 229**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Programme de foresterie	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORESTERIE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	156 000		156 000	Programme de foresterie	97 033
L	42 700		42 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	49 148
	198 700		**198 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORESTERIE**	**146 181**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	130 000		130 000	Programme de foresterie	130 000
	130 000		**130 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORESTERIE**	**130 000**

Description du programme :

Ce programme se charge de l'élaboration de politiques visant à promouvoir à long terme en Ontario une industrie forestière durable sur le plan environnemental et viable d'un point de vue économique. En 2011-2012, le programme continuera de centrer ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le programme dirige également les efforts visant à améliorer la conception du régime de tenure forestière et d'établissement des prix relatif aux forêts de la Couronne de l'Ontario.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE FORESTERIE – CRÉDIT 2204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programme de foresterie (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 249 998
Avantages sociaux		1 026 905
Transports et communications		672 344
Services		63 355 926
Fournitures et matériel		319 767
Paiements de transfert		
Fonds de prospérité pour le secteur forestier	8 741 455	
Programme Promotion du bois de l'Ontario	1 112 451	
		9 853 906
		82 478 846
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		4 422 383
		4 422 383
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORESTERIE		**86 901 229**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foresterie (Poste 3)	
Services	97 033
	97 033
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	49 148
	49 148
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORESTERIE	**146 181**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme de foresterie (Poste 4)	
Parc automobile et flotte de bateaux	130 000
	130 000
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE FORESTERIE	**130 000**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – *Loi sur les mines*	58 236	2 909 556
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux	6 992 922	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	95	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*)	1 517 698	2 179 130
Droits de garantie – autres	24 000	13 167
Frais pour chèques refusés	140	105
Droits de demande – Accès à l'information	1 262	0
	1 543 100	2 192 402
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres	1 020	720
VENTES ET LOCATIONS	374 387	298 210
REDEVANCES	35 813 095	30 974 254
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 581 380	503 213
DIVERS		
Prêts - Intérêts	3 401 559	2 112 100
Autres	173 335	37 496
	3 574 894	2 149 596
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**52 939 129**	**39 027 951**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Développement économique – Remboursements	1 566 667	183 333
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**1 566 667**	**183 333**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-94

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-95

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE 2-97

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-96, 2-100

ÉTAT DES RECETTES 2-101

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-101

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 394 878	Administration du ministère	16 409 887	16 256 283
238 280 221	Développement économique et Commerce	339 274 300	334 049 929
252 675 099	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**355 684 187**	**350 306 212**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
58 797 527	Développement économique et Commerce	101 500 000	85 584 764
58 797 527	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**101 500 000**	**85 584 764**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement économique et Commerce	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement économique et Commerce	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
901 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
I	16 328 700		16 328 700	Administration du ministère	16 183 185
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	23 797
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	16 409 887		**16 409 887**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**16 256 283**

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres). Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Services aux consommateurs et au ministère de la Recherche et de l'Innovation.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 665 919
Avantages sociaux		1 124 456
Transports et communications		241 197
Services		6 941 005
Fournitures et matériel		210 608
		16 183 185
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 503 270	
Avantages sociaux	332 081	
Transports et communications	134 906	
Services	1 764 055	
Fournitures et matériel	94 661	
		4 828 973
Planification et finances		
Traitements et salaires	2 450 422	
Avantages sociaux	402 021	
Transports et communications	45 638	
Services	1 424 184	
Fournitures et matériel	43 957	
		4 366 222
Ressources humaines		
Traitements et salaires	633 812	
Avantages sociaux	87 047	
Transports et communications	15 870	
Services	100 035	
Fournitures et matériel	14 823	
		851 587
Services de communication		
Traitements et salaires	1 911 480	
Avantages sociaux	283 924	
Transports et communications	24 042	
Services	377 345	
Fournitures et matériel	38 996	
		2 635 787
Services juridiques		
Traitements et salaires	44 361	
Transports et communications	20 741	
Services	1 865 387	
Fournitures et matériel	18 171	
		1 948 660
Services de vérification		
Services	934 700	
		934 700
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	122 574	
Avantages sociaux	19 383	
Services	475 299	
		617 256
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		23 797
		73 098
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**16 256 283**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
12	314 792 500	20 129 800	334 922 300	Développement économique et Commerce	332 414 507
L	4 352 000		4 352 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	1 635 422
	319 144 500	**20 129 800**	**339 274 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**334 049 929**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
8	101 500 000		101 500 000	Développement économique	85 584 764
	101 500 000		**101 500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**85 584 764**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	
7	1 000		1 000	Développement économique	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
10	1 000		1 000	Développement économique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE**	**0**

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire les investissements dans les principaux secteurs et groupements commerciaux, et administre les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement; il modernise l'administration et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié d'investissement et fournisseur de biens et de services de calibre mondial; il accroît les échanges commerciaux de l'Ontario en aidant les entreprises ontariennes désireuses de commencer à exporter ou d'élargir leurs activités dans de nouveaux marchés; il s'appuie sur les dix centres ontariens de marketing à l'étranger et sur le Centre ontarien des investissements et du commerce pour attirer des gens d'affaires immigrants, des entreprises étrangères et de nouveaux investissements afin de créer des emplois dans les principaux secteurs stratégiques; il soutient les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes par les douze bureaux des Services consultatifs aux entreprises établis dans les régions; il fournit des programmes et services qui aident au démarrage d'entreprise et aux premiers stades de développement par le réseau ontarien de 57 Centres d'encadrement des petits entrepreneurs; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique et Commerce (Poste 12)		
Traitements et salaires		30 560 319
Avantages sociaux		3 736 394
Transports et communications		2 607 395
Services		44 296 639
Fournitures et matériel		1 228 851
Paiements de transfert		
Collectivités en transition	1 736 754	
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	14 806 616	
Subventions à l'appui du développement économique	7 700 000	
Institute for Competitiveness and Prosperity	1 000 000	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	21 990 366	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	5 428 638	
Subventions pour le développement des entreprises	19 678 841	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	1 949 756	
Partenariats Jeunesse	1 391 288	
Stratégie d'investissements dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	2 920 662	
Subventions à l'appui du commerce et des investissements	325 000	
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	93 808 926	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	76 752 234	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	2 395 828	
		251 884 909
		334 314 507
Moins : Recouvrements		1 900 000
		332 414 507

	$	$	$
Développement économique			
Traitements et salaires		8 410 658	
Avantages sociaux		982 765	
Transports et communications		276 470	
Services		2 484 086	
Fournitures et matériel		340 979	
Paiements de transfert			
Collectivités en transition	1 736 754		
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	14 806 616		
Subventions à l'appui du développement économique	7 700 000		
Institute for Competitiveness and Prosperity	1 000 000		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	21 990 366		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	5 428 638		
		52 662 374	
			65 157 332
Petites et moyennes entreprises			
Traitements et salaires		8 042 093	
Avantages sociaux		980 979	
Transports et communications		408 086	
Services		7 845 417	
Fournitures et matériel		147 891	
Paiements de transfert			
Subventions pour le développement des entreprises	19 678 841		
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants – Entreprise d'été	1 949 756		
Partenariats Jeunesse	1 391 288		
		23 019 885	
		40 444 351	
Moins : Recouvrements		1 900 000	
			38 544 351

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
Commerce et investissements			
Traitements et salaires		14 107 568	
Avantages sociaux		1 772 650	
Transports et communications		1 922 839	
Services		33 967 136	
Fournitures et matériel		739 981	
Paiements de transfert			
Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	2 920 662		
Subventions à l'appui du commerce et des investissements	325 000		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents	93 808 926		
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	76 752 234		
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	2 395 828		
		176 202 650	
			228 712 824
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*			1 635 422
			1 635 422
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE			**334 049 929**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Développement économique (Poste 8)		
Prêts et investissements		
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	27 642 542	
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	24 852 242	
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	33 089 980	
		85 584 764
		85 584 764
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE		**85 584 764**

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	28 347	26 982
	28 347	26 982
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	9 828 585	11 530 224
Divers	421 421	0
	10 250 006	11 530 224
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	19 844	120 046
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	15 097 932	9 062 745
	15 117 776	9 182 791
DIVERS		
Dividendes	0	34 718 679
Autres	198 883	83
	198 883	34 718 762
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**25 595 012**	**55 458 759**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	6 373 807	0
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**6 373 807**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-104

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-105

ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE 2-107

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ 2-109

GARDE D'ENFANTS 2-111

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-106, 2-108

ÉTAT DES RECETTES 2-113

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
25 200 521	Administration du ministère	25 988 387	23 826 287
21 365 359 229	Éducation élémentaire et secondaire	22 169 493 300	22 116 565 737
9 662 432	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	11 080 500	10 212 816
841 329 841	Garde d'enfants	867 354 100	866 425 809
22 241 552 023	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**23 073 916 287**	**23 017 030 649**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
8 613 718 289	Éducation élémentaire et secondaire	1 462 637 300	1 345 057 858
1 015 312	Garde d'enfants	2 700 000	1 963 214
8 614 733 601	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 465 337 300**	**1 347 021 072**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
687 685	Éducation élémentaire et secondaire	720 000	690 562
687 685	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**720 000**	**690 562**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	25 634 800	273 400	25 908 200	Administration du ministère	23 719 429
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	26 760
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	30 797
	25 714 987	**273 400**	**25 988 387**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**23 826 287**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 244 193
Avantages sociaux		2 294 185
Transports et communications		460 431
Services		13 843 074
Fournitures et matériel		371 646
		33 213 529
Moins : Recouvrements		9 494 100
		23 719 429
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 481 663	
Avantages sociaux	261 766	
Transports et communications	29 533	
Services	80 818	
Fournitures et matériel	35 567	
		2 889 347
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	6 659 320	
Avantages sociaux	1 127 997	
Transports et communications	183 530	
Services	434 280	
Fournitures et matériel	131 988	
	8 537 115	
Moins : Recouvrements	4 158 000	
		4 379 115
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 610 993	
Avantages sociaux	202 579	
Transports et communications	41 492	
Services	227 949	
Fournitures et matériel	28 987	
	2 112 000	
Moins : Recouvrements	1 290 700	
		821 300
Services de communication		
Traitements et salaires	5 479 799	
Avantages sociaux	701 843	
Transports et communications	187 392	
Services	781 383	
Fournitures et matériel	108 268	
	7 258 685	
Moins : Recouvrements	2 051 800	
		5 206 885
Services juridiques		
Traitements et salaires	12 418	
Transports et communications	18 484	
Services	3 031 844	
Fournitures et matériel	66 836	
	3 129 582	
Moins : Recouvrements	1 223 000	
		1 906 582
Services de vérification		
Services	2 100 000	
Moins : Recouvrements	770 600	
		1 329 400
Systèmes informatiques		
Services	7 186 800	
		7 186 800
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		26 760
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		30 797
		106 858
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		**23 826 287**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	21 505 020 000	(8 694 800)	21 496 325 200	Politiques et prestation des programmes	21 450 830 862
2	145 168 100	2 000 000	147 168 100	Activités éducatives	143 386 956
L	526 000 000		526 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	522 347 919
	22 176 188 100	**(6 694 800)**	**22 169 493 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**22 116 565 737**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 462 378 800		1 462 378 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 344 830 154
5	1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L	257 500		257 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	227 704
	1 462 637 300		**1 462 637 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**1 345 057 858**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	720 000		720 000	Éducation élémentaire et secondaire	690 562
	720 000		**720 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE**	**690 562**

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		65 758 513
Avantages sociaux		7 824 773
Transports et communications		6 827 296
Services		60 621 857
Fournitures et matériel		1 570 987
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	14 084 878 670	
Programmes d'éducation – Autres	483 006 333	
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation	32 872 079	
Projets des langues officielles	40 346 160	
Subventions diverses	2 126 368	
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire	6 666 084 426	
Services de garde d'enfants	1 000	
		21 309 315 036
		21 451 918 462
Moins : Recouvrements		1 087 600
		21 450 830 862
Activités éducatives (Poste 2)		
Traitements et salaires		48 248 444
Avantages sociaux		7 137 021
Transports et communications		1 429 166
Services		10 300 502
Fournitures et matériel		5 047 890
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	54 525	
Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario	23 370 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	47 799 408	
		71 223 933
		143 386 956
Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants*		522 347 919
		522 347 919
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**22 116 565 737**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – conseils scolaires	1 098 559 420	
Initiative Écoles éco-énergétiques	43 430 042	
Programme d'apprentissage des jeunes enfants	191 680 801	
Office des télécommunications éducatives de langue français de l'Ontario	1 000 000	
Office de la télécommunication éducative de l'Ontario	5 100 000	
		1 339 770 263
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire		5 059 891
		1 344 830 154
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		227 704
		227 704
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**1 345 057 858**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		373 106
Parc automobile et flotte de bateaux		317 456
		690 562
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE		**690 562**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1003 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	
1	11 318 900	(238 400)	11 080 500	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	10 212 816
	11 318 900	**(238 400)**	**11 080 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ**	**10 212 816**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	22 167 802
Avantages sociaux	2 724 943
Transports et communications	263 685
Services	30 937 377
Fournitures et matériel	355 891
	56 449 698
Moins : Recouvrements	46 236 882
	10 212 816
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	**10 212 816**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1004				**PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	867 365 800	(11 700)	867 354 100	Élaboration des politiques et prestation des programmes	866 425 809
	867 365 800	**(11 700)**	**867 354 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GARDE D'ENFANTS**	**866 425 809**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 100 000	1 600 000	2 700 000	Immobilisations pour les services de garde d'enfants	1 963 214
	1 100 000	**1 600 000**	**2 700 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GARDE D'ENFANTS**	**1 963 214**

Description du programme :

Des services de garde d'enfants fiables et de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage des jeunes enfants.

L'intégration de la garde d'enfants et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans. Cette intégration permet aussi de centrer les efforts sur le développement sain des enfants et les résultats du point de vue de la maturité scolaire, et maintient la responsabilité municipale de la gestion du système de services de garde d'enfants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 601 716
Avantages sociaux	382 697
Transports et communications	155 043
Services	149 207
Fournitures et matériel	11 185
Paiements de transfert	
Garde d'enfants	863 125 961
	866 425 809
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GARDE D'ENFANTS	**866 425 809**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services de garde d'enfants	1 963 214
	1 963 214
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – – GARDE D'ENFANTS	**1 963 214**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	73 008 312	69 658 312
Entente sur le bien-être des Indiens	11 195 439	0
Autres	0	395 364
	84 203 751	70 053 676
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	1 760 076	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	420 120	262 676
Frais pour chèques refusés	140	70
	420 260	262 746
VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location	0	148 170
Avantages, accessoires	0	73 619
Ventes de ressources aux conseils scolaires	0	285
Autres	0	285 759
	0	507 833
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	13 634 741	2 729 630
Autres	248 494 408	304 090
	262 129 149	3 033 720
DIVERS		
Intérêts bancaires	2 459	1 539
	2 459	1 539
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**348 515 695**	**73 859 514**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-116

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-117

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 2-119

ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ 2-121

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-118

ÉTAT DES RECETTES 2-123

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
14 743 396	Administration du ministère	16 692 214	13 889 495
448 204 837	Développement et gestion des sources d'énergie	249 824 600	226 190 051
299 827 592	Atténuation du prix de l'électricité	1 137 774 000	1 032 568 697
762 775 825	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 404 290 814**	**1 272 648 243**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	16 628 200		16 628 200	Administration du ministère	13 823 527
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	16 692 214		**16 692 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**13 889 495**

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, approvisionnement, planification de la continuité des opérations, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.). Le programme offre également des services généraux à deux ministères, le ministère de l'Énergie et le ministère de l'Infrastructure.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 528 763
Avantages sociaux		955 074
Transports et communications		217 271
Services		7 955 924
Fournitures et matériel		123 657
		16 780 689
Moins : Recouvrements		2 957 162
		13 823 527
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 317 888	
Avantages sociaux	260 952	
Transports et communications	73 756	
Services	73 662	
Fournitures et matériel	34 040	
		2 760 298
Services de communication		
Traitements et salaires	3 025 390	
Avantages sociaux	422 349	
Transports et communications	70 160	
Services	669 408	
Fournitures et matériel	22 937	
		4 210 244
Services juridiques		
Transports et communications	25 156	
Services	2 934 142	
Fournitures et matériel	28 252	
		2 987 550
Analyse et planification		
Traitements et salaires	2 185 485	
Avantages sociaux	236 467	
Transports et communications	35 982	
Services	134 693	
Fournitures et matériel	22 394	
		2 615 021

	$	$
Services financiers et administratifs		
Avantages sociaux	35 000	
Transports et communications	5 125	
Services	3 346 052	
Fournitures et matériel	16 034	
	3 402 211	
Moins : Recouvrements	2 398 451	
		1 003 760
Ressources humaines		
Avantages sociaux	306	
Services	20 463	
	20 769	
Moins : Recouvrements	14 249	
		6 520
Services de vérification		
Services	236 003	
Moins : Recouvrements	160 000	
		76 003
Systèmes informatiques		
Transports et communications	7 092	
Services	541 501	
	548 593	
Moins : Recouvrements	384 462	
		164 131
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**13 889 495**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2902 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	
1	55 950 000	193 874 600	249 824 600	Politiques et programmes	226 190 051
	55 950 000	**193 874 600***	**249 824 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**226 190 051**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE**	**0**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, rentables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la mise en valeur d'énergies plus propres et la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*. De plus, ce programme facilite la participation des Autochtones à l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de transport et de distribution.

* Inclut une ordonnance de 180 000 000 de dollars rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice portant sur les coûts de déménagement de l'usine Greenfield South et un montant de 10 000 000 de dollars pour le règlement d'un litige de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario relativement aux installations Keele Valley.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 665 485
Avantages sociaux		1 268 155
Transports et communications		229 639
Services		7 336 106
Fournitures et matériel		105 195
Paiements de transfert		
Fonds pour la vérification énergétique résidentielle	14 266 450	
Ententes relatives à la participation des Autochtones	165 179	
Initiatives en matière d'énergie verte	365 006	
Fonds de développement du réseau intelligent	1 788 836	
Initiatives relatives à l'approvisionnement en énergie	180 000 000	
Gestion des contrats d'approvisionnement en énergie	10 000 000	
		206 585 471
		226 190 051
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE		**226 190 051**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2905 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	
1	1 137 774 000		1 137 774 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 032 568 697
	1 137 774 000		**1 137 774 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ**	**1 032 568 697**

Description du programme :

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les consommateurs à faire la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre et complète les prestations existantes liées à l'impôt qui favorisent l'atténuation. La Prestation ontarienne pour l'énergie propre est une mesure visant à fournir, à compter du 1er janvier 2011, une aide directe aux consommateurs d'électricité admissibles, en leur accordant une prestation égale à 10 p. 100 du coût total d'électricité (taxes comprises) indiqué sur leurs factures d'électricité. Les consommateurs admissibles sont des utilisateurs résidentiels, des exploitations agricoles, des petites entreprises et d'autres usagers de petite taille qui utilisent moins de 250 000 kWh par an.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Services	89 909
Paiements de transfert	
La *Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre*	1 032 478 788
	1 032 568 697
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	**1 032 568 697**

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	5 496	2 026
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	140 543 477	161 818
Services et Locations	35 646	89 081
	140 579 123	250 899
DIVERS		
Intérêt	6	66
	6	66
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**140 584 625**	**252 991**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-126
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-127
ASSAINISSEMENT DE L'AIR 2-130
ASSAINISSEMENT DE L'EAU 2-132
GESTION DES DÉCHETS 2-134
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-129

ÉTAT DES RECETTES 2-136

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
56 366 535	Administration du ministère	53 788 414	53 752 445
91 077 000	Assainissement de l'air	84 942 300	84 877 853
168 485 655	Assainissement de l'eau	177 514 700	177 395 231
66 529 908	Gestion des déchets	58 757 500	58 676 061
382 459 098	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**375 002 914**	**374 701 590**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
178 118	Administration du ministère	398 100	326 427
299 781	Assainissement de l'air	300 000	300 000
5 543 251	Assainissement de l'eau	8 716 600	8 716 320
5 195 006	Gestion des déchets	17 528 700	15 528 610
11 216 156	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**26 943 400**	**24 871 357**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
1 091 532	Administration du ministère	1 200 000	866 766
4 761 222	Assainissement de l'air	9 249 400	6 424 792
5 852 754	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**10 449 400**	**7 291 558**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1101 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	53 724 400		53 724 400	Soutien à la gestion stratégique	53 686 477
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	53 788 414		**53 788 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**53 752 445**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	397 100		397 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	326 427
	398 100		**398 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**326 427**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 200 000		1 200 000	Administration du ministère	866 766
	1 200 000		**1 200 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**866 766**

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)		
Traitements et salaires		22 034 361
Avantages sociaux		3 407 991
Transports et communications		799 412
Services		26 950 891
Fournitures et matériel		527 822
		53 720 477
Moins : Recouvrements		34 000
		53 686 477
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 072 508	
Avantages sociaux	221 666	
Transports et communications	64 246	
Services	76 163	
Fournitures et matériel	27 057	
		2 461 640
Planification et contrôle financière		
Traitements et salaires	5 664 569	
Avantages sociaux	724 316	
Transports et communications	59 886	
Services	856 469	
Fournitures et matériel	158 386	
		7 463 626
Ressources humaines		
Traitements et salaires	936 604	
Avantages sociaux	589 321	
Transports et communications	59 632	
Services	228 052	
Fournitures et matériel	25 118	
		1 838 727
Gestion de l'information et services de technologie		
Traitements et salaires	3 596 282	
Avantages sociaux	433 722	
Transports et communications	89 317	
Services	4 515 324	
Fournitures et matériel	72 902	
	8 707 547	
Moins : Recouvrements	34 000	
		8 673 547
Communications		
Traitements et salaires	4 703 652	
Avantages sociaux	661 096	
Transports et communications	134 603	
Services	789 743	
Fournitures et matériel	38 247	
		6 327 341
Services juridiques		
Transports et communications	113 511	
Services	2 902 696	
Fournitures et matériel	59 011	
		3 075 218
Services de vérification		
Services	706 070	
		706 070
Commissions et comités		
Traitements et salaires	93 932	
Avantages sociaux	11 995	
Transports et communications	16 175	
Services	44 587	
Fournitures et matériel	3 143	
		169 832

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Locaux		
Transports et communications	66 907	
Services	16 204 024	
Fournitures et matériel	125	
		16 271 056
Innovation environnementale		
Traitements et salaires	1 584 608	
Avantages sociaux	86 747	
Transports et communications	37 585	
Services	540 823	
Fournitures et matériel	62 981	
		2 312 744
Soutien à la gestion des programmes		
Traitements et salaires	3 382 206	
Avantages sociaux	679 128	
Transports et communications	157 550	
Services	86 940	
Fournitures et matériel	80 852	
		4 386 676
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**53 752 445**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	326 427
	326 427
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**326 427**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 2)	
Parc automobile et flotte de bateaux	866 766
	866 766
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**866 766**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	46 334 300	700 000	47 034 300	Smog et substances toxiques atmosphériques	46 994 262
2	18 991 100		18 991 100	Air pur	18 989 938
3	20 301 000	(1 384 100)	18 916 900	Changement climatique	18 893 653
	85 626 400	**(684 100)**	**84 942 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**84 877 853**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air	300 000
	300 000		**300 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**300 000**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	9 249 400		9 249 400	Programme d'assainissement de l'air	6 424 792
	9 249 400		**9 249 400**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR**	**6 424 792**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, des politiques et des programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de soutenir les stratégies du gouvernement relatives au changement climatique et à la réduction des substances toxiques, de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires		33 690 392
Avantages sociaux		4 573 313
Transports et communications		1 150 513
Services		6 274 252
Fournitures et matériel		836 592
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche scientifique et technique – air	269 200	
Projet de réduction des substances toxiques	200 000	
		469 200
		46 994 262
Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 617 358
Avantages sociaux		373 009
Transports et communications		158 519
Services		14 246 167
Fournitures et matériel		594 885
		18 989 938
Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 563 053
Avantages sociaux		919 970
Transports et communications		68 558
Services		7 923 569
Fournitures et matériel		45 081
Paiements de transfert		
Subventions pour l'action contre le changement climatique	1 571 422	
Subventions pour les chaires de recherche en environnement	802 000	
		2 373 422
		18 893 653
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR		**84 877 853**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations – Air (Poste 4)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	300 000
	300 000
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	**300 000**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme d'assainissement de l'air (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	6 424 792
	6 424 792
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR	**6 424 792**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1107				**PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	104 319 900	3 196 500	107 516 400	Assainissement de l'eau	107 431 176
2	52 298 700	9 443 200	61 741 900	Protection des sources	61 718 132
3	8 255 400		8 255 400	Gestion des éléments nutritifs	8 245 923
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	164 875 000	**12 639 700**	**177 514 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**177 395 231**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	7 569 300	1 147 300	8 716 600	Immobilisations – Eau	8 716 320
	7 569 300	**1 147 300**	**8 716 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU**	**8 716 320**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assainissement de l'eau (Poste 1)		
Traitements et salaires		63 438 958
Avantages sociaux		9 109 114
Transports et communications		1 380 396
Services		18 214 779
Fournitures et matériel		3 328 729
Paiements de transfert		
Subventions pour les interventions et partenariats environnementaux – eau	3 739 200	
Subventions pour la recherche scientifique et technique – eau	1 220 000	
Subventions pour le Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau	7 000 000	
		11 959 200
		107 431 176
Protection des sources (Poste 2)		
Traitements et salaires		17 733 990
Avantages sociaux		2 349 725
Transports et communications		518 509
Services		15 096 391
Fournitures et matériel		756 903
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	25 206 089	
Assainissement et remise en état dan les collectivités – eau	56 525	
		25 262 614
		61 718 132
Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 540 212
Avantages sociaux		730 620
Transports et communications		136 848
Services		2 699 606
Fournitures et matériel		138 637
		8 245 923
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**177 395 231**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Eau (Poste 4)		
Paiements de transfert		
Subventions pour la protection des sources	3 609 999	
Subventions pour la planification des installations hydrauliques	2 859 300	
		6 469 299
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		2 247 021
		8 716 320
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU		**8 716 320**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1108				**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	16 888 600	1 423 400	18 312 000	Gestion des déchets non dangereux	18 308 458
2	24 577 200	5 817 600	30 394 800	Gestion des déchets dangereux	30 386 166
3	9 871 300	178 400	10 049 700	Restauration des sols	9 981 437
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	51 338 100	**7 419 400**	**58 757 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**58 676 061**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	18 676 000	(1 147 300)	17 528 700	Immobilisations – gestion des déchets	15 528 610
	18 676 000	**(1 147 300)**	**17 528 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS**	**15 528 610**

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des déchets non dangereux (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 025 441
Avantages sociaux		1 822 746
Transports et communications		442 826
Services		2 353 100
Fournitures et matériel		385 156
Paiements de transfert		
Subventions pour les interventions et partenariats environnementaux – déchets	33 509	
Subventions pour la recherche scientifique et technique – déchets	195 680	
Subventions pour le dialogue, la participation et la collaboration – déchets	50 000	
		279 189
		18 308 458
Gestion des déchets dangereux (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 788 854
Avantages sociaux		1 688 391
Transports et communications		286 116
Services		5 133 250
Fournitures et matériel		259 555
Paiements de transfert		
Subventions pour la collecte et la gestion des déchets domestiques dangereux		11 230 000
		30 386 166
Restauration des sols (Poste 3)		
Traitements et salaires		4 946 281
Avantages sociaux		711 447
Transports et communications		98 265
Services		4 155 855
Fournitures et matériel		69 589
		9 981 437
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS		**58 676 061**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)	
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations	15 528 610
	15 528 610
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS	**15 528 610**

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA	1 231 220	1 041 711
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	705 647	376 676
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	30 057 883	33 026 372
Frais liés aux déchets dangereux	5 122 341	5 229 248
Autorisation environnementale (auparavant appelée certificats d'autorisation)	5 050 852	5 485 350
Droits, permis et autorisations	4 550 275	3 186 455
	44 781 351	46 927 425
VENTES ET LOCATIONS	5 142	3 735
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	4 355 910	12 034 318
DIVERS		
Autres	1 330 901	23 008
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**52 410 171**	**60 406 873**

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-138
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-139
- POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE 2-141
- POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-143
- RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-147
- INVESTIR DANS L'ONTARIO 2-150
- TRÉSOR 2-152
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-140, 2-146, 2-149, 2-153

ÉTAT DES RECETTES 2-154

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-155

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
35 497 718	Administration du ministère	40 365 114	34 089 292
15 341 798	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	20 818 400	16 677 271
1 702 898 751	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 589 526 500	1 319 523 593
3 134 951	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 452 000	3 184 189
8 853 646 698	Trésor	9 464 497 900	9 293 586 321
10 610 519 916	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**11 119 659 914**	**10 667 060 666**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
380 445 362	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	541 076 236
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
380 445 362	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 000**	**541 076 236**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
134 461	Réglementation de l'industrie des services financiers	321 100	230 617
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
134 461	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**326 100**	**230 617**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
469 326	Réglementation de l'industrie des services financiers	650 000	301 306
469 326	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**652 000**	**301 306**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	39 490 200	809 900	40 300 100	Administration du ministère	34 023 324
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	39 555 214	**809 900**	**40 365 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**34 089 292**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Division de la vérification interne de l'Ontario, RHOntario et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et leurs groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements des ministères en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 931 908
Avantages sociaux		2 037 619
Transports et communications		556 983
Services		17 042 514
Fournitures et matériel		454 300
		34 023 324
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 957 088	
Avantages sociaux	309 800	
Transports et communications	123 854	
Services	116 612	
Fournitures et matériel	21 784	
		3 529 138
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	7 112 638	
Avantages sociaux	1 091 017	
Transports et communications	190 176	
Services	5 137 301	
Fournitures et matériel	120 192	
		13 651 324
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 272 772	
Avantages sociaux	297 771	
Transports et communications	24 552	
Services	333 966	
Fournitures et matériel	10 986	
		1 940 047
Services de communication		
Traitements et salaires	2 561 989	
Avantages sociaux	339 031	
Transports et communications	37 134	
Services	2 654 970	
Fournitures et matériel	142 627	
		5 735 751
Services juridiques		
Traitements et salaires	27 421	
Transports et communications	181 267	
Services	7 448 905	
Fournitures et matériel	158 711	
		7 816 304
Services de vérification		
Services	1 350 760	
		1 350 760
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**34 089 292**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1202				**PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	20 818 400		20 818 400	Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite	16 677 271
	20 818 400		**20 818 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE**	**16 677 271**

Description du programme :

Le Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite a notamment pour fonctions la fiscalité et ses aspects intergouvernementaux, la législation et l'élaboration de politiques aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu ainsi que les recherches et analyses quantitatives. Le Bureau est chargé de suivre les nouvelles tendances et l'évolution et d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, quantitative, budgétaire et stratégique. Le Bureau est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de la Commission des courses de l'Ontario ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 315 643
Avantages sociaux		1 541 387
Transports et communications		132 418
Services		2 721 855
Fournitures et matériel		168 000
		16 879 303
Moins : Recouvrements		202 032
		16 677 271
Politiques fiscales		
Traitements et salaires	5 319 981	
Avantages sociaux	639 113	
Transports et communications	61 073	
Services	1 211 571	
Fournitures et matériel	100 949	
		7 332 687
Régimes de retraite, sécurité du revenue et recherche		
Traitements et salaires	5 159 860	
Avantages sociaux	653 385	
Transports et communications	53 747	
Services	690 355	
Fournitures et matériel	48 529	
		6 605 876
Surveillance des organismes générateurs de revenus		
Traitements et salaires	1 835 802	
Avantages sociaux	248 889	
Transports et communications	17 598	
Services	819 929	
Fournitures et matériel	18 522	
	2 940 740	
Moins : Recouvrements	202 032	
		2 738 708
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE		**16 677 271**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	10 727 700	728 700	11 456 400	Politiques économiques	10 224 429
5	27 871 300		27 871 300	Relations provinciales-municipales en matière de finances	18 039 812
6	778 439 100		778 439 100	Programmes de soutien aux municipalités	752 896 125
8	86 444 400	(228 700)	86 215 700	Bureau du budget et du Conseil du Trésor	38 029 873
9	5 659 400		5 659 400	Vérification interne Ontario	5 333 354
10	600 000 000	(531 116 400)	68 883 600	Fonds de prévoyance ‡	0
12	611 000 000		611 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	495 000 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, *Loi sur l'administration financière*	0
	2 120 142 900	**(530 616 400)**	**1 589 526 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**1 319 523 593**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
11	1 000		1 000	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic	0
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, *Loi sur l'administration financière*	541 076 236
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**541 076 236**

‡ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 531 116 400 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1203				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	
				Programme des politiques économiques,	
14	1 000		1 000	budgétaires et financières	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				Programme des politiques économiques,	
13	1 000		1 000	budgétaires et financières	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES**	**0**

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan budgétaire de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités. Il reflète par ailleurs le transfert des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

Le Bureau du budget et du Conseil du Trésor aide le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et le compte rendu des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils concernant les plans pluriannuels axés sur les résultats que publient chaque année les ministères, ainsi que la gestion par ces derniers des dépenses pour l'exercice en cours, et ce, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, prépare le Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario, apporte son soutien au ministre des Finances et au gouvernement dans la formulation des stratégies de l'Ontario concernant les accords fiscaux entre la province et le gouvernement fédéral, et facilite l'application des pratiques de pointe en matière de chaîne d'approvisionnement intégrée et d'administration d'arrière-guichet dans le secteur parapublic de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques économiques (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 067 353
Avantages sociaux		935 987
Transports et communications		91 092
Services		1 321 503
Fournitures et matériel		136 767
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques		745 378
		10 298 080
Moins : Recouvrements		73 651
		10 224 429
Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 5)		
Traitements et salaires		4 616 517
Avantages sociaux		517 116
Transports et communications		61 427
Services		12 801 477
Fournitures et matériel		43 275
		18 039 812
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)		
Paiements de transfert		
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	598 173 725	
Paiements spéciaux aux municipalités	19 322 400	
Soutien complémentaire élimination du fonds commun des municipalités de la RGT	135 400 000	
		752 896 125
		752 896 125
Bureau du budget et du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Traitements et salaires		19 069 134
Avantages sociaux		2 163 161
Transports et communications		286 969
Services		9 721 909
Fournitures et matériel		102 550
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic		6 686 150
		38 029 873
Bureau du budget et du Conseil du Trésor		
Traitements et salaires	9 329 791	
Avantages sociaux	1 059 456	
Transports et communications	160 741	
Services	2 428 975	
Fournitures et matériel	57 318	
		13 036 281
Bureau du contrôleur provincial		
Traitements et salaires	6 424 552	
Avantages sociaux	731 821	
Transports et communications	54 284	
Services	6 690 376	
Fournitures et matériel	35 062	
		13 936 095
Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic		
Traitements et salaires	3 314 791	
Avantages sociaux	371 884	
Transports et communications	71 944	
Services	602 558	
Fournitures et matériel	10 170	
Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic	6 686 150	
		11 057 497

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
Vérification interne Ontario (Poste 9)	
Traitements et salaires	21 276 831
Avantages sociaux	2 427 871
Transports et communications	378 840
Services	3 810 802
Fournitures et matériel	126 800
	28 021 144
Moins : Recouvrements	22 687 790
	5 333 354
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Autres opérations	
Revenu réservé du secteur de l'électricité	495 000 000
	495 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**1 319 523 593**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables	
Taxe de vente harmonisée,	
Loi sur l'administration financière	541 076 236
	541 076 236
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	**541 076 236**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
1	1 950 000	2 500 000	4 450 000	Commission des services financiers de l'Ontario	3 184 189
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	1 952 000	**2 500 000**	**4 452 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**3 184 189**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1204				**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	0
L	320 100		320 100	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	230 617
	321 100		**321 100**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**230 617**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	650 000		650 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers	301 306
	650 000		**650 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**	**301 306**

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	38 627 589
Avantages sociaux	7 717 611
Transports et communications	716 423
Services	16 436 608
Fournitures et matériel	1 216 689
	64 714 920
Moins : Recouvrements	61 530 731
	3 184 189
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 720 951
Avantages sociaux	240 703
Transports et communications	25 906
Services	4 742 081
Fournitures et matériel	13 934
	6 743 575
Moins : Recouvrements	6 743 575
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**3 184 189**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement *Loi sur l'administration financière*	230 617
	230 617
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**230 617**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Matériel de technologie de l'information	277 718
Parc automobile et flotte de bateaux	23 588
	301 306
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	**301 306**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1208				**PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO**	**0**

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario.....	0
	0
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	**0**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
L	9 464 497 900		9 464 497 900	Intérêts sur la dette	9 293 586 321
	9 464 497 900		**9 464 497 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR**	**9 293 586 321**

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités, se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il contribue à l'analyse financière du secteur de l'électricité et au soutien de tout passif réel et éventuel de la province et surveille les retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains de ses organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	8 722 438 736	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	551 371 428	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	83 044 019	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	135 123 294	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	64 190 944	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	2 244 994	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	11 343 956	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	34 572 871	
		9 604 330 242
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		67 758 132
		9 536 572 110
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères		158 480 765
Moins: Intérêts sur les investissements		603 931 243
		8 774 160 102
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		519 426 219
		9 293 586 321
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR		**9 293 586 321**

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers	24 582 045 940	23 624 229 639
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 972 784 427	5 913 447 800
Contributions – santé de l'Ontario	2 916 010 522	2 933 985 933
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations	258 525 911	288 166 155
Loi de 1998 sur l'administration des successions	124 169 366	110 694 193
Crédit d'impôt	(90 123 630)	(613 725)
	33 763 412 536	32 869 909 995
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	10 705 120 000	10 184 088 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 468 649 000	4 329 988 000
Paiement de péréquation	2 199 537 000	972 130 000
Aide de transition fédérale	1 300 000 000	3 000 000 000
Réduction des temps d'attente	96 955 000	96 812 000
Fonds de recrutement de policiers	31 360 000	31 200 000
Subvention annuelle par personne – *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique*	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	82 494	82 494
Fiducie pour le développement communautaire	0	119 500 404
Incitatif – impôt sur le capital	0	86 000 000
	18 809 703 321	18 827 800 725
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	1 923 213 204	2 068 001 087
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices	1 630 000 000	1 550 000 000
Hydro One Inc.	407 565 000	55 265 000
	3 960 778 204	3 673 266 087
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 945	142 104 417
Évaluations – de base et recouvrements	825 525	595 683
Remboursements généraux	160 884	17 902
	143 314 354	142 718 002
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	135 671 976	136 836 526
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc	7 725 000	8 071 798
Droits d'administration	2 394 652	2 208 186
Droits de garantie – autres	180 711	0
Autres	5 667	11 576
	145 978 006	147 128 086

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
AMENDES ET PÉNALITÉS	49 500	1 250
VENDES ET LOCATIONS		
Gain (Perte) de placement	44 180 713	0
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris	33 000 000	15 000 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes	508 301 983	250 151 953
	508 301 983	250 151 953
DIVERS		
Dividendes	11 330 181	10 329 667
Autre revenu – Toronto	3 133 933	5 680 553
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	1 749 499	3 157 542
Dons – Fonds ontarien d'initiative	146 304	217 756
Autre revenu – Oshawa	11 204 439	7 083 094
	27 564 356	26 468 612
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**57 436 282 973**	**55 952 444 710**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	1 097 444 073	852 087 003
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	345 000 000	324 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	121 200 000	0
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	11 000 000
Billets à terme adossés à des actifs	9 020 744	11 018 446
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	0	12 654
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**1 583 664 817**	**1 198 118 103**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-158

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-159

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE 2-161

EMPLOI ONTARIO 2-164

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES 2-167

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-160, 2-163, 2-166

ÉTAT DES RECETTES 2-169

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-170

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
18 381 956	Administration du ministère	20 850 114	20 505 127
5 443 280 365	Éducation postsecondaire	5 806 111 900	5 740 972 685
1 236 633 066	Emploi Ontario	1 120 351 400	1 076 937 638
18 613 594	Politiques stratégiques et programmes	21 297 400	19 484 769
6 716 908 981	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**6 968 610 814**	**6 857 900 219**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
57 695 075	Éducation postsecondaire	64 800 000	64 800 000
18 173 645	Emploi Ontario	13 150 000	6 170 400
75 868 720	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**77 950 000**	**70 970 400**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 194 534 644	Éducation postsecondaire	259 393 700	259 391 700
20 532 637	Emploi Ontario	15 188 000	15 121 951
1 215 067 281	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**274 581 700**	**274 513 651**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
2 335 299	Emploi Ontario	0	0
2 335 299	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	18 170 400	2 615 700	20 786 100	Administration du ministère	20 427 310
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	15 759
L	0		0	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	12 757
	18 234 414	**2 615 700**	**20 850 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**20 505 127**

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 653 839
Avantages sociaux		414 345
Transports et communications		83 657
Services		18 197 714
Fournitures et matériel		77 755
		20 427 310
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 653 839	
Avantages sociaux	241 330	
Transports et communications	60 966	
Services	39 012	
Fournitures et matériel	46 978	
		2 042 125
Services financiers et administratifs		
Avantages sociaux	173 015	
Transports et communications	22 691	
Services	5 386 646	
Fournitures et matériel	30 777	
		5 613 129
Ressources humaines		
Services	1 290 700	
		1 290 700
Services de communication		
Services	2 169 800	
		2 169 800
Services juridiques		
Services	1 223 000	
		1 223 000
Services de vérification		
Services	1 271 500	
		1 271 500
Systèmes informatiques		
Services	6 817 056	
		6 817 056
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		15 759
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		12 757
		77 817
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**20 505 127**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	5 699 387 700	80 184 200	5 779 571 900	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	5 714 177 442
L	26 540 000		26 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*	26 795 243
	5 725 927 700	**80 184 200**	**5 806 111 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**5 740 972 685**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	56 300 000	8 500 000	64 800 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	64 800 000
	56 300 000	**8 500 000**	**64 800 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**64 800 000**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3002				**PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	266 292 700	(6 900 000)	259 392 700	Soutien à l'éducation postsecondaire	259 391 700
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	266 293 700	**(6 900 000)**	**259 393 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**259 391 700**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE**	**0**

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations et l'aide financière aux étudiantes et étudiants, à gérer les relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, à gérer les mécanismes de responsabilisation, en particulier la gouvernance et la législation applicable, à réglementer les collèges publics d'arts appliqués et de technologie et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, et à administrer le cadre de financement des collèges et universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 207 498
Avantages sociaux		1 946 387
Transports et communications		1 128 311
Services		19 608 121
Fournitures et matériel		212 169
Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 383 436 309	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 410 202 428	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	795 954	
Projet de révision du périmètre comptable	1 100 000	
Renouvellement de l'éducation postsecondaire	29 242 932	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	780 681 734	
Bourses d'échange Ontario-Québec	153 000	
Programmes de langue seconde	1 125 750	
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	32 999 999	
Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie	37 336 850	
		5 677 074 956
		5 714 177 442
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – *Loi sur l'administration financière*		26 795 243
		26 795 243
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**5 740 972 685**

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements		
Soutien aux étudiantes et étudiants		64 800 000
		64 800 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**64 800 000**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations – collèges	34 190 000	
Subventions d'immobilisations – universités	83 107 638	
Programme d'infrastructure du savoir – contribution fédérale	78 048 198	
Programme d'infrastructure du savoir – contribution provinciale	64 045 864	
		259 391 700
		259 391 700
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		**259 391 700**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3003					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
7	1 172 982 100	(55 679 700)	1 117 302 400	Système Emploi Ontario	1 073 038 116
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – *Loi sur l'administration financière*	0
L	2 545 400		2 545 400	Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*	3 899 522
	1 176 031 100	**(55 679 700)**	**1 120 351 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**1 076 937 638**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	13 150 000		13 150 000	Système Emploi Ontario	6 170 400
	13 150 000		**13 150 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**6 170 400**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
3003					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	
10	12 001 000	2 000 000	14 001 000	Système Emploi Ontario	13 936 317
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 185 634
	13 188 000	**2 000 000**	**15 188 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO**	**15 121 951**

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Il contribuera à la réalisation de l'objectif de l'Ontario, qui est d'avoir la population la plus instruite et la main-d'œuvre la plus qualifiée dans le monde afin de renforcer l'avantage concurrentiel de la province. Les programmes et services d'EO peuvent se grouper selon quatre grands domaines :

1. services d'emploi et incitatifs à l'intention des particuliers et des employeurs;
2. services de formation et incitatifs à l'intention des particuliers et des employeurs;
3. soutien du revenu pour l'emploi et la formation;
4. Planification et renforcement des capacités pour l'emploi et la formation.

Emploi Ontario allie le réseau communautaire ontarien de services d'emploi et de partenaires dans le domaine de la formation. Il présente également des programmes de prestations et de soutien transférés du gouvernement fédéral et s'adressant aux personnes qui réintègrent le marché du travail, ce qui permet à l'Ontario de mieux apparier le potentiel de chacun avec les besoins des entreprises locales.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 7)		
Traitements et salaires	63 491 786	
Avantages sociaux	9 379 726	
Transports et communications	2 231 974	
Services	16 337 206	
Fournitures et matériel	809 957	
Paiements de transfert		
Emploi et formation	980 787 467	
	1 073 038 116	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables – autres, *Loi sur l'administration financière*	3 899 522	
	3 899 522	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	**1 076 937 638**	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 9)		
Dépôts et charges payées d'avance		
Emploi et formation	4 500 000	
Prêts et investissements		
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	1 670 400	
	6 170 400	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	**6 170 400**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Système Emploi Ontario (Poste 10)		
Paiements de transfert		
Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage		13 936 317
		13 936 317
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		1 185 634
		1 185 634
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME EMPLOI ONTARIO		**15 121 951**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3004				**PROGRAMME DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES**	
1	22 427 400	(1 130 000)	21 297 400	Politiques stratégiques et programmes.....	19 484 769
	22 427 400	**(1 130 000)**	**21 297 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....**	**19 484 769**

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes se charge de l'élaboration des politiques stratégiques, de la recherche et la planification relatives au marché du travail, de la conception et de l'élaboration des programmes au sein du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Elle est responsable de l'élaboration et de l'harmonisation de l'orientation des politiques stratégiques à l'échelle de la province pour les programmes postsecondaires et les programmes de formation et de soutien au marché du travail. La Division assume pour le ministère des fonctions essentielles comme la planification des besoins à long terme, la planification des immobilisations et la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement. La Division rassemble l'expertise des secteurs de l'emploi et de la formation et de l'enseignement postsecondaire afin de concevoir et d'élaborer des programmes, d'établir des normes de programmes et d'effectuer des évaluations de programmes en vue d'atteindre les résultats escomptés. Elle est chargée de la mise en œuvre et l'établissement réussis de l'Ordre des métiers de l'Ontario comme organisme opérationnel. Cette approbation englobait l'établissement de l'Ordre. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et hautement qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 918 094
Avantages sociaux	1 360 195
Transports et communications	383 733
Services	6 832 731
Fournitures et matériel	109 274
	19 604 027
Moins : Recouvrements	119 258
	19 484 769
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	**19 484 769**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	605 692 000	597 819 000
Entente sur le marché du travail	193 908 000	193 655 000
Programme d'infrastructure du savoir	79 010 244	522 650 989
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 870	19 102 870
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	15 700 000	17 116 607
Programme canadien de prêts aux étudiants	13 557 076	13 077 529
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	11 944 254	12 132 825
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	11 916 029	13 206 678
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	3 621 723	3 951 032
Entente sur le développement du marché du travail - Augmentation	0	211 942 000
Fonds de transition et de formation stratégique	0	103 851 000
	954 452 196	1 708 505 530
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	989 913	856 976
Autres	0	33 620
	989 913	890 596
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 698 564	7 071 701
Collèges privés d'enseignement professionnel	888 976	816 199
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	140 000	90 000
Frais pour chèques refusés	8 890	14 651
Droits des dépôts des demandes RAFEO	2 145	33 996
	8 738 575	8 026 547
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	397 315	932 499
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	73 187 288	32 416 298
DIVERS		
Pénalités - intérêt	8 278 831	7 616 133
Autres	58 565	18 240
	8 337 396	7 634 373
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 046 102 683**	**1 758 405 843**

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Remboursement – Prêts aux étudiants	95 733 956	184 353 092
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	2 036 171	1 341 128
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**97 770 127**	**185 694 220**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-172

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-173

PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE 2-175

DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES 2-177

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-174

ÉTAT DES RECETTES 2-179

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS 2-180

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 167 214	1 816 830
13 268 752	Planification de l'infrastructure et de la croissance	18 142 000	12 040 382
66 932 593	Développement et gestion des activités immobilières	70 422 700	67 392 466
80 201 345	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**90 731 914**	**81 249 678**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
115 968 511	Planification de l'infrastructure et de la croissance	463 260 600	124 781 205
163 985 736	Développement et gestion des activités immobilières	223 052 500	185 599 890
279 954 247	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**686 313 100**	**310 381 095**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Développement et gestion des activités immobilières	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4001 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 103 200		2 103 200	Administration du ministère	1 772 994
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 169
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	2 167 214		**2 167 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**1 816 830**

Description du programme :

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre. Il assure l'orientation et la direction générales du ministère ainsi que l'administration interne. D'autres services administratifs sont fournis au ministère par le ministère de l'Énergie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires	1 529 095	
Avantages sociaux	144 402	
Transports et communications	50 703	
Services	38 616	
Fournitures et matériel	10 178	
	1 772 994	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 169	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667	
	43 836	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**1 816 830**	

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4003				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	18 142 000		18 142 000	Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance	12 040 382
	18 142 000		**18 142 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	**12 040 382**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	452 444 700	(15 507 400)	436 937 300	Programmes d'infrastructure	124 781 205
3	100 000 000	(73 676 700)	26 323 300	Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡	0
	552 444 700	**(89 184 100)**	**463 260 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE**	**124 781 205**

Description du programme :

Ce programme soutient : l'élaboration et la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification de l'infrastructure provinciale et l'élaboration du budget d'immobilisations; l'élaboration de propositions de politiques et de programmes horizontaux et sectoriels relatifs à l'infrastructure; les négociations avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés; la coordination de la mise en œuvre des programmes d'infrastructure, notamment les investissements visant à stimuler l'économie; l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement; la prestation d'analyses et de conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures; la gestion de l'information pour les investissements en matière d'infrastructure; des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau; la surveillance de Waterfront Toronto et d'Infrastructure Ontario.

Le programme dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale de gestion de la croissance à l'échelle de la province. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones et d'autres intervenants, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme.

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1)			
Traitements et salaires	8 642 995		
Avantages sociaux	1 046 964		
Transports et communications	157 034		
Services	2 082 823		
Fournitures et matériel	110 566		
	12 040 382		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE	**12 040 382**		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Programmes d'infrastructure (Poste 2)			
Paiements de transfert			
Revitalisation du secteur riverain de Toronto		61 190 089	
Infrastructure du village des athlètes des Jeux panaméricains et para panaméricains		42 959 287	
Travaux initiaux–Village des athlètes Jeux panaméricains		20 631 829	
			124 781 205
			124 781 205
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE			**124 781 205**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4004				**PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	67 628 700	2 650 000	70 278 700	Programmes immobiliers	67 392 466
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	67 772 700	**2 650 000**	**70 422 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**67 392 466**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	225 700 500	(2 650 000)	223 050 500	Programmes immobiliers	185 599 890
3	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	225 702 500	**(2 650 000)**	**223 052 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**185 599 890**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES**	**0**

Description du programme :

Ce programme a la responsabilité intégrée de la planification, de l'élaboration de politiques et de la gestion des biens immobiliers stratégiques d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres détenues un peu partout en Ontario. Il est également chargé de l'acquisition, la cession et l'utilisation des biens immobiliers ainsi que de la gouvernance et la surveillance de l'agent de prestation de services, la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario). Dans ce rôle, outre sa collaboration avec les ministères et organismes de l'Ontario à l'appui de leurs besoins en matière d'utilisation des terres, de gestion des propriétés et de locaux, le programme fournit des services et des conseils spécialisés en immobilier pour soutenir les objectifs des politiques et des programmes de l'Ontario. Aujourd'hui, le programme réalise plusieurs des objectifs environnementaux et stratégiques de l'Ontario par sa gestion efficace des biens immobiliers, l'optimisation de la valeur des biens immobiliers existants et la mise à la disposition des fonctionnaires de l'Ontario d'espaces de travail appropriés et suffisants.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes immobiliers (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 864 620
Avantages sociaux	268 692
Transports et communications	41 606
Services	60 228 567
Fournitures et matériel	10 656
Autres opérations	3 978 325
	67 392 466
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**67 392 466**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes immobiliers (Poste 2)	
Services	185 582 859
Autres opérations	17 031
	185 599 890
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	**185 599 890**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	110 323	165 328
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes	135 962	388 350
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	2 666	700
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments	128 032 622	57 705 404
Locations – Terrains et bâtiments	22 547 204	21 553 870
Locations – Autres	1 528 203	1 670 354
	152 108 029	80 929 628
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	2 922 524	0
Services et Locations	327 235	689 922
Créances irrécouvrables	454 750	0
Autres	0	20 065
	3 704 509	709 987
DIVERS		
Intérêt	2 061 094	907 771
Autres	0	375
	2 061 094	908 146
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**158 122 583**	**83 102 139**

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	271 750	71 750
TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**271 750**	**71 750**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-182

AFFAIRES FRANCOPHONES 2-183

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS 2-185

ÉTAT DES RECETTES 2-187

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
4 185 944	Affaires francophones	4 560 400	4 222 783
754 551	Commissariat aux services en français	918 400	877 057
4 940 495	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**5 478 800**	**5 099 840**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1301					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	4 560 400		4 560 400	Coordination des affaires francophones	4 222 783
	4 560 400		**4 560 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	**4 222 783**

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, le volume et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone. Il se charge également du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 755 240
Avantages sociaux	175 464
Transports et communications	56 023
Services	2 082 019
Fournitures et matériel	30 037
Paiements de transfert	
Programme des services en français	124 000
	4 222 783
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**4 222 783**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	918 400		918 400	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes	877 057
	918 400		**918 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS**	**877 057**

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux Affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)	
Traitements et salaires	535 801
Avantages sociaux	86 655
Transports et communications	26 219
Services	201 080
Fournitures et matériel	27 302
	877 057
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	**877 057**

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la *Loi sur les services en français*	1 469 350	1 859 980
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	554	115 162
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	**1 469 904**	**1 975 142**

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-190

OMBUDSMAN ONTARIO 2-191

ÉTAT DES RECETTES 2-193

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
10 183 818	Ombudsman Ontario	10 782 400	10 773 758
10 183 818	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 782 400**	**10 773 758**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	10 782 400		10 782 400	Ombudsman	10 773 758
	10 782 400		**10 782 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO**	**10 773 758**

Description du programme:

L'ombudsman est un officier de l'Assemblée législative dont le mandat est défini dans la *Loi sur l'ombudsman*.

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration des institutions gouvernementales de l'Ontario. Il peut enquêter sur les plaintes présentées par des particuliers, sur les problèmes soulevés par des députés provinciaux, de sa propre initiative ainsi que sur les plaintes déposées par des particuliers à propos de réunions municipales à huis clos, lorsque aucun enquêteur municipal n'a été désigné. Les services de l'ombudsman sont gratuits. Une ligne sans frais permet d'appeler son bureau, et on peut se renseigner sur son rôle et ses fonctions sur Internet et par ses publications.

L'ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	6 706 285
Avantages sociaux	1 541 821
Transports et communications	335 233
Services	1 510 107
Fournitures et matériel	680 312
	10 773 758
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO	**10 773 758**

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 755	15 883
DIVERS	21 760	12 648
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	**26 515**	**28 531**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-196

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-197

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS 2-200

POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES 2-202

SERVICES JURIDIQUES 2-207

SERVICES AUX TRIBUNAUX 2-210

SERVICES AUX VICTIMES 2-212

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-198, 2-199, 2-201, 2-206, 2-208, 2-209, 2-211, 2-213

ÉTAT DES RECETTES 2-214

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
161 673 616	Administration du ministère	167 478 614	166 946 341
251 044 777	Poursuites contre les criminels	257 473 400	256 773 071
540 607 124	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	564 619 100	561 656 814
55 674 479	Services juridiques	33 807 000	84 103 176
409 847 167	Services aux tribunaux	417 361 800	417 265 267
97 618 173	Services aux victimes	108 977 000	108 315 745
1 516 465 336	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 549 716 914**	**1 595 060 414**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
26 788 970	Administration du ministère	31 519 800	31 450 436
45 254	Poursuites contre les criminels	213 600	60 089
71 996	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	342 200	235 212
4 696	Services juridiques	48 500	9 266
158 415 027	Services aux tribunaux	294 782 600	291 938 465
1 406	Services aux victimes	70 200	2 411
185 327 349	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**326 976 900**	**323 695 879**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
232 409	Poursuites contre les criminels	998 000	0
711 630	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	397 000	289 245
34 665	Services juridiques	161 000	9 613
0	Services aux tribunaux	2 719 000	0
12 054	Services aux victimes	28 000	0
990 758	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 303 000**	**298 408**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	169 181 200	(1 766 600)	167 414 600	Administration du ministère	166 880 373
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	169 245 214	**(1 766 600)**	**167 478 614**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**166 946 341**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	31 500 000		31 500 000	Renouvellement des installations	31 436 773
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	18 800		18 800	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	13 663
	31 519 800		**31 519 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**31 450 436**

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 933 652
Avantages sociaux		2 156 725
Transports et communications		587 005
Services		146 997 407
Fournitures et matériel		205 584
		166 880 373
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 766 197	
Avantages sociaux	383 383	
Transports et communications	74 932	
Services	150 920	
Fournitures et matériel	30 459	
		3 405 891
Services de communication		
Traitements et salaires	2 218 327	
Avantages sociaux	264 373	
Transports et communications	53 080	
Services	251 859	
Fournitures et matériel	16 138	
		2 803 777
Services de vérification		
Services	1 919 439	
		1 919 439
Services des installations		
Traitements et salaires	3 584 219	
Avantages sociaux	427 712	
Transports et communications	152 017	
Services	483 039	
Fournitures et matériel	19 846	
		4 666 833
Locaux – Frais de location		
Services	143 115 329	
		143 115 329
Planification opérationnelle		
Traitements et salaires	4 447 608	
Avantages sociaux	573 570	
Transports et communications	145 449	
Services	556 048	
Fournitures et matériel	93 210	
		5 815 885
Services en français		
Traitements et salaires	312 348	
Avantages sociaux	38 934	
Transports et communications	48 939	
Services	102 183	
Fournitures et matériel	16 492	
		518 896
Accès à l'information et protection de la vie privée		
Traitements et salaires	256 426	
Avantages sociaux	40 719	
Transports et communications	1 864	
Services	32 424	
Fournitures et matériel	15 285	
		346 718
Ressources humaines		
Traitements et salaires	3 348 527	
Avantages sociaux	428 034	
Transports et communications	110 724	
Services	386 166	
Fournitures et matériel	14 154	
		4 287 605
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**166 946 341**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs	20 031 551	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement	11 405 222	
		31 436 773
		31 436 773
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		13 663
		13 663
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**31 450 436**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	256 629 300	(3 256 900)	253 372 400	Droit criminel	251 833 418
3	4 126 900	(26 900)	4 100 000	Projet de la justice applicable aux Autochtones	4 088 187
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	851 466
	260 757 200	**(3 283 800)**	**257 473 400**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**256 773 071**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels	0
L	212 600		212 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	60 089
	213 600		**213 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**60 089**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	998 000		998 000	Poursuites contre les criminels	0
	998 000		**998 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitements et salaires		192 489 457
Avantages sociaux		19 676 775
Transports et communications		4 170 411
Services		25 446 169
Fournitures et matériel		3 489 445
Paiements de transfert		
Comités de justice pour la jeunesse	3 226 773	
Programmes de responsabilisation directe	3 334 388	
		6 561 161
		251 833 418
Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones de l'Ontario	2 626 500	
Projets de la justice applicable aux Autochtones	1 461 687	
		4 088 187
		4 088 187
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*		851 466
		851 466
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS		**256 773 071**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	60 089
	60 089
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS	**60 089**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	102 936 700	6 154 400	109 091 100	Division des programmes et des politiques de justice sociale	107 336 153
2	332 569 100	3 139 400	335 708 500	Aide juridique Ontario	335 708 500
4	72 558 200	(1 282 300)	71 275 900	Organismes, conseils et commissions	70 622 839
7	47 460 500	1 082 100	48 542 600	Tribunaux de justice sociale	47 989 322
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, *Loi sur l'administration financière*	0
	555 525 500	**9 093 600**	**564 619 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**561 656 814**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	0
L	341 200		341 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	235 212
	342 200		**342 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	**235 212**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	397 000		397 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	289 245
	397 000		**397 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....**	**289 245**

Description du programme :

Ce programme supervise l'administration, la coordination et l'exécution des programmes d'élaboration des politiques et de la législation, de justice sociale et de justice à la famille du ministère dans tout l'Ontario. La Division gère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants, le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, le Programme de visites surveillées et l'Unité des enquêtes spéciales. La Division assure le fonctionnement et la supervision des organismes, conseils et commissions relevant du ministère. Il s'agit notamment des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario - qui se composent de la Commission de révision de l'évaluation foncière, de la Commission de négociation, de la Commission des biens culturels, du Tribunal de l'environnement et de la Commission des affaires municipales de l'Ontario - du groupement des tribunaux décisionnels de justice sociale comme le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, les Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais et français) et la Commission de la location immobilière, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et Aide juridique Ontario. Le ministère est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales pour le ministère. Dans son rôle en matière de politique, la Division est chargée du programme de politiques et de législation du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Division des programmes et des politiques de justice sociale (Poste 1)		
Traitements et salaires		49 375 690
Avantages sociaux		6 151 092
Transports et communications		2 497 786
Services		34 423 699
Fournitures et matériel		772 329
Paiements de transfert		
Visites surveillées	7 939 700	
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 266 492	
Victimes de mauvais traitements	11 073	
		14 217 265
		107 437 861
Moins : Recouvrements		101 708
		107 336 153
Politiques et liaison avec les organismes		
Traitements et salaires	5 238 754	
Avantages sociaux	552 703	
Transports et communications	151 927	
Services	959 793	
Fournitures et matériel	57 092	
		6 960 269
Avocat des enfants		
Traitements et salaires	8 053 850	
Avantages sociaux	1 043 012	
Transports et communications	710 347	
Services	27 955 427	
Fournitures et matériel	155 063	
	37 917 699	
Moins : Recouvrements	101 708	
		37 815 991
Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	30 167 010	
Avantages sociaux	3 857 639	
Transports et communications	1 108 929	
Services	3 961 146	
Fournitures et matériel	425 256	
		39 519 980
Visites surveillées		
Traitements et salaires	292 206	
Avantages sociaux	33 367	
Transports et communications	31 998	
Services	105 944	
Fournitures et matériel	7 220	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	7 939 700	
		8 410 435
Vérification et supervision des libérations sous caution		
Traitements et salaires	33 130	
Avantages sociaux	5 115	
Services	275	
Supplies and Equipment	359	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 266 492	
		6 305 371
Victimes de mauvais traitements		
Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	11 073	
		11 073
Unité des enquêtes spéciales		
Traitements et salaires	5 590 740	
Avantages sociaux	659 256	
Transports et communications	494 585	
Services	1 441 114	
Fournitures et matériel	127 339	
		8 313 034
Aide juridique Ontario (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique	20 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Services aux clients	271 059 500	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique – Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	37 280 900	
		335 708 500
		335 708 500

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Organismes, conseils et commissions (Poste 4)		
Traitements et salaires		65 240 694
Avantages sociaux		9 737 002
Transports et communications		3 126 370
Services		15 880 581
Fournitures et matériel		1 700 979
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 521 200	
Commission du droit de l'Ontario	150 000	
		5 671 200
		101 356 826
Moins : Recouvrements		30 733 987
		70 622 839
Commission des alcools et des jeux de l'Ontario		
Traitements et salaires	44 311 177	
Avantages sociaux	7 158 840	
Transports et communications	1 651 015	
Services	10 733 852	
Fournitures et matériel	1 291 390	
	65 146 274	
Moins : Recouvrements	30 733 987	
		34 412 287
Commission de révision de l'évaluation foncière		
Traitements et salaires	5 331 351	
Avantages sociaux	599 859	
Transports et communications	522 734	
Services	2 061 748	
Fournitures et matériel	133 664	
		8 649 356
Commission des affaires municipales de l'Ontario		
Traitements et salaires	5 810 695	
Avantages sociaux	758 858	
Transports et communications	473 431	
Services	570 379	
Fournitures et matériel	62 301	
		7 675 664
Tribunal de l'environnement		
Traitements et salaires	1 039 336	
Avantages sociaux	131 807	
Transports et communications	21 651	
Services	222 652	
Fournitures et matériel	33 737	
		1 449 183
Commission ontarienne des droits de la personne		
Traitements et salaires	4 061 043	
Avantages sociaux	514 051	
Transports et communications	163 449	
Services	751 983	
Fournitures et matériel	74 237	
		5 564 763
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne		
Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne	5 521 200	
		5 521 200
Commission du droit de l'Ontario		
Paiements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	150 000	
		150 000
Renseignements au public		
Transports et communications	4 477	
Services	114 755	
		119 232
Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police		
Traitements et salaires	4 477 803	
Avantages sociaux	552 367	
Transports et communications	289 579	
Services	1 403 224	
Fournitures et matériel	105 650	
		6 828 623

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Relations avec les organismes et gestion des programmes		
Traitements et salaires	209 289	
Avantages sociaux	21 220	
Transports et communications	34	
Services	21 988	
		252 531
Tribunaux de justice sociale (Poste 7)		
Traitements et salaires		31 503 018
Avantages sociaux		4 064 677
Transports et communications		2 578 866
Services		9 119 958
Fournitures et matériel		722 803
		47 989 322
Commission de la location immobilière		
Traitements et salaires	17 885 574	
Avantages sociaux	2 463 888	
Transports et communications	1 808 720	
Services	6 444 181	
Fournitures et matériel	414 545	
		29 016 908
Commission de révision des services à l'enfance et à la famille/Commission de révision des placements sous garde		
Traitements et salaires	1 030 109	
Avantages sociaux	120 524	
Services	752 034	
		1 902 667
Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais)/ Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français)		
Services	396 775	
		396 775
Tribunal de l'aide sociale		
Traitements et salaires	5 113 796	
Avantages sociaux	663 749	
Transports et communications	456 505	
Services	1 307 315	
Fournitures et matériel	52 190	
		7 593 555
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario		
Traitements et salaires	7 473 539	
Avantages sociaux	816 516	
Transports et communications	313 641	
Services	219 653	
Fournitures et matériel	256 068	
		9 079 417
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**561 656 814**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		235 212
		235 212
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**235 212**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)		
Matériel de technologie de l'information		289 245
		289 245
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES		**289 245**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	27 588 300	(616 000)	26 972 300	Services juridiques	26 592 914
3	5 552 200	1 281 500	6 833 700	Services des conseillers législatifs	6 404 751
L	1 000		1 000	*Loi sur les actions contre la Couronne*	51 105 511
	33 141 500	**665 500**	**33 807 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**84 103 176**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services juridiques	0
L	47 500		47 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	9 266
	48 500		**48 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**9 266**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	161 000		161 000	Services juridiques	9 163
	161 000		**161 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES**	**9 163**

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et des services d'intervention et le représente devant tous les types de tribunaux. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services juridiques (Poste 2)		
Traitements et salaires		113 664 608
Avantages sociaux		11 649 331
Transports et communications		609 847
Services		6 689 804
Fournitures et matériel		894 012
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	19 677	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 459 096	
		1 478 773
		134 986 375
Moins : Recouvrements		108 393 461
		26 592 914
Droit civil et constitutionnel		
Traitements et salaires	25 255 426	
Avantages sociaux	2 636 591	
Transports et communications	609 847	
Services	6 689 804	
Fournitures et matériel	894 012	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Indemnisation des victimes	19 677	
Recours civils à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils* – Subventions	1 459 096	
	37 564 453	
Moins : Recouvrements	10 972 872	
		26 591 581
Services juridiques détachés		
Traitements et salaires	88 409 182	
Avantages sociaux	9 012 740	
	97 421 922	
Moins : Recouvrements	97 420 589	
		1 333
Services des conseillers législatifs (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 140 978
Avantages sociaux		871 959
Transports et communications		77 188
Services		539 630
Fournitures et matériel		39 237
		7 668 992
Moins : Recouvrements		1 264 241
		6 404 751
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Loi sur les actions contre la Couronne		51 105 511
		51 105 511
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES		**84 103 176**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*..	9 266
	9 266
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**9 266**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services juridiques (Poste 5)	
Matériel de technologie de l'information	9 163
	9 163
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES	**9 163**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
305 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	
1	257 429 300	66 500	257 495 800	Administration de la justice	257 349 866
2	153 082 600	2 083 400	155 166 000	Services judiciaires	155 047 715
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 867 686
	415 211 900	**2 149 900**	**417 361 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**417 265 267**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	282 300 600	11 929 000	294 229 600	Construction de tribunaux	291 938 465
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux	0
L	552 000		552 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	282 853 600	**11 929 000**	**294 782 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**291 938 465**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	2 719 000		2 719 000	Services aux tribunaux	0
	2 719 000		**2 719 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX**	**0**

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration de la justice (Poste 1)		
Traitements et salaires	163 046 342	
Avantages sociaux	27 451 579	
Transports et communications	7 825 173	
Services	55 098 226	
Fournitures et matériel	7 559 511	
	260 980 831	
Moins : Recouvrements	3 630 965	
	257 349 866	
Services judiciaires (Poste 2)		
Traitements et salaires	130 102 004	
Avantages sociaux	9 400 828	
Transports et communications	3 032 764	
Services	11 788 870	
Fournitures et matériel	491 298	
Paiements de transfert		
Subventions – Institut national de la magistrature/Conférence des juges	231 951	
	155 047 715	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	4 867 686	
	4 867 686	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX	**417 265 267**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Construction de tribunaux (Poste 3)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	13 630 680	
Projets d'infrastructure de grande envergure	264 438 100	
Projets d'infrastructure de grande envergure – paiements	13 869 685	
		291 938 465
		291 938 465
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX		**291 938 465**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	60 870 100	(3 446 300)	57 423 800	Gestion des services aux victimes	57 197 970
2	20 848 000	431 700	21 279 700	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	20 981 318
3	36 854 600	(6 581 100)	30 273 500	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	30 136 457
	118 572 700	**(9 595 700)**	**108 977 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**108 315 745**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services aux victimes	0
L.	69 200		69 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 411
	70 200		**70 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**2 411**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	28 000		28 000	Services aux victimes	0
	28 000		**28 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES**	**0**

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par l'entremise du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion des services aux victimes (Poste 1)		
Traitements et salaires		7 057 940
Avantages sociaux		997 940
Transports et communications		503 385
Services		4 489 703
Fournitures et matériel		78 913
Paiements de transfert		
Findhelp	250 000	
Financement d'urgence aux victimes	1 449 600	
Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	9 212 200	
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	11 050 482	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	4 533 883	
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 943 618	
Programme des enfants témoins	1 417 000	
Support Link	676 200	
Programme de subventions aux communautés	1 988 106	
Services juridiques spécialisés – Barbra Schlifer Clinic	300 000	
Prestations aux familles de victimes d'homicide	249 000	
		44 070 089
		57 197 970
Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)		
Traitements et salaires		16 210 014
Avantages sociaux		2 695 688
Transports et communications		1 004 291
Services		855 003
Fournitures et matériel		216 322
		20 981 318
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)		
Traitements et salaires		3 397 544
Avantages sociaux		609 717
Transports et communications		446 715
Services		2 609 997
Fournitures et matériel		49 395
Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes d'actes criminels		23 023 089
		30 136 457
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**108 315 745**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		2 411
		2 411
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES		**2 411**

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	53 784 433	53 085 087
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 160 400	4 115 428
Loi sur les contraventions fédérale	1 794 311	1 624 724
Travailleurs judiciaires autochtones	1 039 597	1 039 596
Langue française	285 000	31 361
Autres	411 405	123 980
	61 475 146	60 020 176
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	26 258 000	26 389 600
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales*	17 378 946	16 823 714
Avocat des enfants	112 004	154 976
Autres	751	0
	43 749 701	43 368 290
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registraires locaux	51 795 106	53 635 326
Frais judiciaires	13 426 871	13 071 197
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario	12 079 147	11 594 030
Procédure/Recherche/Shérifs	9 747 656	9 831 290
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	7 413 512	8 975 374
Jeux – Licences des loterie	6 622 745	6 151 425
Jeux – Droits d'inscription	6 382 377	6 804 199
Permis – Permis de vente	4 116 269	4 283 646
Permis pour occasions spéciales	3 104 995	3 233 188
Droits de cession de permis	1 486 151	1 349 289
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	518 223	690 088
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	239 483	330 225
Permis – Vineries ontariennes	233 795	180 460
Permis – Brasseurs provinciaux	92 925	85 050
Permis – Fabricants de spiritueux	32 760	15 120
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	13 210	11 790
Frais pour chèques refusés	10 330	189 939
Autres	64 951	24 181
	117 380 506	120 455 817

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	41 571 996	33 290 884
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	570 245	1 232 233
Amendes – Paiements en trop	27 635	18 282
	42 169 876	34 541 399
VENTES ET LOCATIONS	618 259	537 356
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 919 689	9 888 294
DIVERS		
Division du droit criminel – Règlements	52 389 880	81 882 392
Fonds d'aide aux victimes	46 128 800	42 244 800
CRIA – *Loi sur les recours civils*	3 275 664	2 820 350
Confiscations – Produits de la criminalité	774 822	2 739 560
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	800 659	2 269 532
Autres	1 356 472	1 389 843
	104 726 297	133 346 477
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**375 039 474**	**402 157 809**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-218

PROMOTION DE LA SANTÉ ET SPORT 2-219

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-220

ÉTAT DES RECETTES 2-222

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
399 302 964	Promotion de la santé et Sport	431 243 414	416 942 196
399 302 964	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**431 243 414**	**416 942 196**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
93 297	Promotion de la santé et Sport	500 000	0
93 297	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**500 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
306 916 568	Promotion de la santé et Sport	81 908 700	72 923 454
306 916 568	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**81 908 700**	**72 923 454**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
4201				**PROGRAMME DE PROMOTION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE LA SANTÉ ET DU SPORT**	
1	11 646 900		11 646 900	Administration du ministère	9 772 799
2	411 532 500	8 000 000	419 532 500	Programmes de promotion de la santé de sport	407 132 136
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 093
	423 243 414	**8 000 000**	**431 243 414**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT**	**416 942 196**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actif de fonctionnement	0
	500 000		**500 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	52 278 900	29 629 800	81 908 700	Promotion de la santé et Sport – immobilisations	72 923 454
	52 278 900	**29 629 800**	**81 908 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT**	**72 923 454**

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé et du Sport travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : Promotion de la santé et du mieux-être; Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; stratégie Ontario sans fumée; Nutrition et alimentation saine; Valorisation du sport et des loisirs; Jeux panaméricains et para panaméricains; Soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 222 012
Avantages sociaux		963 985
Transports et communications		216 287
Services		2 251 283
Fournitures et matériel		119 232
		9 772 799
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 541 886	
Avantages sociaux	344 954	
Transports et communications	25 554	
Services	59 357	
Fournitures et matériel	10 269	
		1 982 020
Services de communication		
Traitements et salaires	1 915 912	
Avantages sociaux	240 261	
Transports et communications	27 126	
Services	323 333	
Fournitures et matériel	13 564	
		2 520 196
Politiques stratégiques et services ministériels		
Traitements et salaires	2 764 214	
Avantages sociaux	378 770	
Transports et communications	163 607	
Services	1 868 593	
Fournitures et matériel	95 399	
		5 270 583
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 168
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 093
		37 261

	$	$
Programmes de promotion de la santé et de sport (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 043 733
Avantages sociaux		924 709
Transports et communications		406 500
Services		5 873 999
Fournitures et matériel		109 951
Paiements de transfert		
Programmes pour les Autochtones	2 988 715	
Programmes pour les jeunes	9 875 497	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	140 543 149	
Nutrition et alimentation saine	4 863 610	
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	16 677 064	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	117 192 797	
2015 Jeux panaméricains et para panaméricains	17 408 300	
Sport et perfectionnement des athlètes	24 380 555	
Fonds pour les communautés en santé	12 422 786	
Développement de la capacité locale et coordination	2 724 295	
Ontario sans fumée	43 696 476	
		392 773 244
		407 132 136
Promotion de la santé et du mieux-être		
Traitements et salaires	867 780	
Avantages sociaux	137 806	
Transports et communications	130 924	
Services	2 632 475	
Fournitures et matériel	34 244	
Paiements de transfert		
Programmes pour les Autochtones	2 988 715	
Programmes pour les jeunes	9 875 497	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	140 543 149	
		157 210 590

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Nutrition et alimentation saine		
Transports et communications	2 119	
Services	1 151 289	
Paiements de transfert		
Nutrition et alimentation saine	4 863 610	
		6 017 018
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances		
Traitements et salaires	1 810 631	
Avantages sociaux	244 131	
Transports et communications	66 274	
Services	444 486	
Fournitures et matériel	35 253	
Paiements de transfert		
Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	16 677 064	
Organismes locaux officiels responsables de la santé – prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances	117 192 797	
		136 470 636
Valorisation du sport et des loisirs		
Traitements et salaires	3 229 944	
Avantages sociaux	404 318	
Transports et communications	176 677	
Services	1 376 577	
Fournitures et matériel	40 222	
Paiements de transfert		
2015 Jeux panaméricains et para panaméricains	17 408 300	
Sport et perfectionnement des athlètes	24 247 104	
		46 883 142
Soutien aux partenariats pour des communautés en santé		
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement des athlètes	133 451	
Fonds pour les communautés en santé	12 422 786	
Développement de la capacité locale et coordination	2 724 295	
		15 280 532
Ontario sans fumée		
Traitements et salaires	1 135 378	
Avantages sociaux	138 454	
Transports et communications	30 506	
Services	269 172	
Fournitures et matériel	232	
Paiements de transfert		
Ontario sans fumée	43 696 476	
		45 270 218
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT		**416 942 196**

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Promotion de la santé – immobilisations (Poste 3)

Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme	300 000	
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – Programme d'infrastructures Canada-Ontario	300 000	
Infrastructure des sports et des loisirs	18 825 599	
Programme d'Infrastructures de loisirs Canada en Ontario – contribution fédérale	17 050 867	
2015 Infrastructure des Jeux panaméricains et para panaméricains	36 446 988	
		72 923 454
		72 923 454
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT		**72 923 454**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
RINC Infrastructure Project	17 050 867	143 450 807
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	300 000	2 700 000
Autre	1 252 426	1 009 360
	18 603 293	147 160 167
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	5 563 535	4 013 956
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**24 166 828**	**151 174 123**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-224

RECHERCHE ET INNOVATION 2-225

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-228

ÉTAT DES RECETTES 2-229

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
333 325 800	Recherche et innovation	365 704 014	348 812 477
333 325 800	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**365 704 014**	**348 812 477**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Recherche et innovation	4 327 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 327 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
67 269 721	Recherche et innovation	114 986 000	114 982 983
67 269 721	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**114 986 000**	**114 982 983**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Recherche et innovation	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4301				**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	365 639 000		365 639 000	Recherche et innovation	348 775 216
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 093
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	365 704 014		**365 704 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**348 812 477**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	4 327 000		4 327 000	Recherche et innovation	0
	4 327 000		**4 327 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**0**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
4301				**PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	69 985 000	45 000 000	114 985 000	Recherche et innovation	114 982 983
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	69 986 000	**45 000 000**	**114 986 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	114 982 983
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Recherche et innovation	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION**	**0**

Description du programme :

Le programme appuie le renforcement de l'Ontario par les activités suivantes : exécution de la Stratégie d'innovation de l'Ontario, qui établit un programme complet, ciblé et coordonné pour la promotion de la recherche et de l'innovation en Ontario; allocation de fonds afin de soutenir des recherches et des chercheurs de calibre international qui travaillent dans tout l'Ontario; offre de programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; élaboration et mise en œuvre d'une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans tout l'Ontario et d'attirer des investissements et des talents de calibre international; mise en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province, en veillant à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être concurrentielles dans les marchés mondiaux et en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Recherche et innovation (Poste 1)		
Traitements et salaires		12 228 499
Avantages sociaux		1 476 473
Transports et communications		417 696
Services		4 297 497
Fournitures et matériel		280 916
Paiements de transfert		
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires	14 673 276	
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie	3 000 000	
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	65 796 268	
Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation	640 500	
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	14 706 769	
Collaboration internationales	737 269	
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique	7 771 231	
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	27 435 630	
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie	5 744 709	
Génération de l'innovation sociale	1 246 400	
Projet de développement accéléré des technologies de l'eau	272 500	
Subventions à l'appui des sciences et de la recherche	7 513 000	
Institut ontarien de recherche sur le cerveau	6 590 017	
Institut ontarien de recherche sur le cancer	82 091 721	
Fonds pour la recherche en Ontario	70 701 898	
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	2 463 660	
Institute Perimeter	5 000 000	
Programmes visant les talents en recherche	12 042 587	
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	1 252 100	
Projet en matière d'énergie renouvelable	300 000	
Institute for Diagnostic Imaging Research de l'Université de Windsor	1 341 000	
		331 320 535
		350 021 616
Moins : Recouvrements		1 246 400
		348 775 216

	$	$	$
Administration du ministère			
Traitements et salaires		3 107 382	
Avantages sociaux		310 313	
Transports et communications		105 740	
Services		751 462	
Fournitures et matériel		127 646	
			4 402 543
Innovation et commercialisation			
Traitements et salaires		4 874 728	
Avantages sociaux		514 794	
Transports et communications		123 273	
Services		2 431 268	
Fournitures et matériel		100 991	
Paiements de transfert			
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires	14 673 276		
Centre de recherche et d'innovation en bioéconomie	3 000 000		
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	65 796 268		
Subventions à l'appui de la commercialisation et de l'innovation	640 500		
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	14 706 769		
Collaborations internationales	737 269		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique	7 771 231		
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	27 435 630		
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie	5 744 709		
Génération de l'innovation sociale	1 246 400		
Projet de développement accéléré des technologies de l'eau	272 500		
		142 024 552	
		150 069 606	
Moins : Recouvrements		1 246 400	
			148 823 206

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
Sciences et recherche			
Traitements et salaires		4 246 389	
Avantages sociaux		651 366	
Transports et communications		188 683	
Services		1 114 767	
Fournitures et matériel		52 279	
Paiements de transfert			
Subventions à l'appui des sciences et de la recherche	7 513 000		
Institut ontarien de recherche sur le cerveau	6 590 017		
Institut ontarien de recherche sur le cancer	82 091 721		
Fonds pour la recherche en Ontario	70 701 898		
Partenariat ontarien de recherche sur la moelle épinière	2 463 660		
Institute Perimeter	5 000 000		
Programmes visant les talents en recherche	12 042 587		
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	1 252 100		
Projet en matière d'énergie renouvelable	300 000		
Institute for Diagnostic Imaging Research de l'Université de Windsor	1 341 000		
		189 295 983	
			195 549 467
Crédits législatifs			
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*			27 168
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*			10 093
			37 261
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION			**348 812 477**

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Recherche et innovation (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Investissements mineurs en immobilisations	1 459 000	
Fonds pour la recherche en Ontario	68 523 983	
Research and Learning Tower Project	45 000 000	
		114 982 983
		114 982 983
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION		**114 982 983**

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	934 660	639 431
DIVERS	188 815	6 716
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 123 475**	**646 147**

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Fonds pour les projets pilotes d'innovation – Remboursements	800 000	0
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	**800 000**	**0**

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-232

REVENUS FISCAUX 2-233

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-237

ÉTAT DES RECETTES 2-238

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
3 937 219 276	Revenus fiscaux	2 343 897 914	2 248 073 837
3 937 219 276	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 343 897 914**	**2 248 073 837**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
25 576 998	Revenus fiscaux	34 301 000	25 751 314
25 576 998	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**34 301 000**	**25 751 314**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2 206 418	Revenus fiscaux	3 037 700	2 800 924
2 206 418	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**3 037 700**	**2 800 924**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
4 894 351	Revenus fiscaux	2 318 800	637 970
4 894 351	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 318 800**	**637 970**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
5	46 509 100	10 631 900	57 141 000	Administration du ministère	56 189 493
6	250 812 100	(17 778 600)	233 033 500	Opérations	216 759 400
7	1 839 311 000	60 759 900	1 900 070 900	Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale	1 856 479 166
8	153 353 200	(41 664 700)	111 688 500	Programmes de conformité	99 073 076
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	10 093
L	41 900 000		41 900 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	19 535 441
	2 331 949 414	**11 948 500**	**2 343 897 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**2 248 073 837**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	3 801 000		3 801 000	Actif	573 251
L	22 000 000		22 000 000	Avances, *Loi sur l'éducation*	18 211 684
L	5 000 000		5 000 000	Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	3 147 374
L	3 500 000		3 500 000	Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	3 819 005
	34 301 000		**34 301 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**25 751 314**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Revenus fiscaux	0
L	3 036 700		3 036 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 800 924
	3 037 700		**3 037 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**2 800 924**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	2 318 800		2 318 800	Revenus fiscaux	637 970
	2 318 800		**2 318 800**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX**	**637 970**

Description du programme :

Le ministère du Revenu de l'Ontario est chargé de l'administration de plusieurs lois de l'Ontario régissant l'imposition et les incitatifs et avantages fiscaux. Le ministère administre notamment la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi de la taxe sur les carburants*, la *Loi de la taxe sur l'essence*, la *Loi de la taxe sur le tabac*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*, la *Loi sur les droits de cession immobilière* et la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*. Les programmes d'incitatifs et d'avantages fiscaux administrés par le ministère du Revenu comprennent le Régime de revenu annuel garanti, le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants et le Crédit d'impôt pour les petits fabricants de bière.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 5)		
Traitements et salaires		21 276 689
Avantages sociaux		2 835 540
Transports et communications		1 222 496
Services		34 566 281
Fournitures et matériel		295 674
		60 196 680
Moins : Recouvrements		4 007 187
		56 189 493
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 249 212	
Avantages sociaux	179 102	
Transports et communications	50 792	
Services	62 638	
Fournitures et matériel	8 590	
		1 550 334
Communications stratégiques		
Traitements et salaires	1 386 702	
Avantages sociaux	217 247	
Transports et communications	6 905	
Services	77 204	
Fournitures et matériel	3 928	
		1 691 986
Systèmes informatiques		
Traitements et salaires	18 640 775	
Avantages sociaux	2 439 191	
Transports et communications	1 164 799	
Services	34 426 439	
Fournitures et matériel	283 156	
	56 954 360	
Moins : Recouvrements	4 007 187	
		52 947 173
Opérations (Poste 6)		
Traitements et salaires		30 601 533
Avantages sociaux		5 570 466
Transports et communications		1 469 489
Services		15 695 295
Fournitures et matériel		376 153
Paiements de transfert		
Régime de revenu annuel garanti	115 170 260	
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	3 343 551	
Aide à la transition pour les petites entreprises	46 666 481	
		165 180 292
		218 893 228
Moins: Recouvrements		2 133 828
		216 759 400

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
Opérations			
Traitements et salaires		30 595 399	
Avantages sociaux		5 569 699	
Transports et communications		1 460 968	
Services		15 670 079	
Fournitures et matériel		374 659	
Paiements de transfert			
Régime de revenu annuel garanti	115 170 260		
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	3 343 551		
Aide à la transition pour les petites entreprises	46 666 481		
		165 180 292	
		218 851 096	
Moins : Recouvrements		2 133 828	
			216 717 268
Direction des opérations et des dossiers liés aux services à la clientèle			
Traitements et salaires		6 134	
Avantages sociaux		767	
Transports et communications		8 521	
Services		25 216	
Fournitures et matériel		1 494	
			42 132

	$	$
Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale (Poste 7)		
Traitements et salaires		30 391 555
Avantages sociaux		4 208 733
Transports et communications		1 516 692
Services		131 700 355
Fournitures et matériel		133 270
Paiements de transfert		
Subvention ontarienne aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier	207 756 788	
Prestation de transition au titre de la taxe de vente	1 398 371 685	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	23 141 827	
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	60 000 000	
		1 689 270 300
		1 857 220 905
Moins: Recouvrements		741 739
		1 856 479 166
Programmes de conformité (Poste 8)		
Traitements et salaires		79 126 357
Avantages sociaux		12 250 265
Transports et communications		2 366 556
Services		4 272 418
Fournitures et matériel		1 057 480
		99 073 076

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		27 168
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		10 093
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		19 535 441
		19 572 702
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX		**2 248 073 837**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Actif (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants	238 429	
Régime de revenu annuel garanti	334 822	
		573 251
		573 251
Crédits législatifs		
Avances et montants récupérables		
Avances, *Loi sur l'éducation*	18 211 684	
Avances, *Loi sur les régies des services publics du Nord*	3 147 374	
Avances, *Loi sur les régies des routes locales*	3 819 005	
		25 178 063
		25 178 063
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX		**25 751 314**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 800 924
	2 800 924
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX	**2 800 924**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Revenus fiscaux (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux	316 318
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	321 652
	637 970
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX	**637 970**

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente harmonisée	18 371 712 395	12 576 727 772
Impôt sur les sociétés	9 245 341 890	8 382 695 301
Impôt- santé des employeurs	5 091 968 269	4 733 187 600
Taxe sur l'essence	2 380 138 197	2 358 339 792
Taxe de vente au détail	1 787 257 180	6 236 707 214
Droits de cession immobilière	1 413 586 831	1 237 831 884
Taxe sur le tabac	1 150 105 259	1 160 312 423
Taxe sur les carburants – *Loi 1981*	710 219 822	702 012 870
Bière/Bistrots-brasseries (BBB)	529 781 922	541 067 643
Impôt sur les bénéfices miniers	176 019 365	140 075 433
Vin/Vin panaché/Établissements vinicoles (VVPÉV)	31 024 581	27 844 352
Impôt foncier provincial	18 529 792	9 189 646
Impôt sur les barrages hydroélectriques	9 611 568	13 131 050
Taxe sur le pari mutuel	4 952 502	5 134 134
Impôt – santé des travailleurs autonomes	14 054	5 992
Crédits d'impôt de l'Ontario	3 063 433	586 024
	40 923 327 060	38 124 849 130
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 396 049	2 300 619
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	776 837	724 305
AMENDES ET PÉNALITÉS	884 399	998 003
VENTES ET LOCATIONS	54 201	55 549
REDEVANCES	0	(35 871 343)
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	42 493 075	3 006 054
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa	14 886	25 718
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**40 969 946 507**	**38 096 088 035**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-240

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-241

GESTION DES RICHESSES NATURELLES 2-243

PROTECTION DU PUBLIC 2-249

INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES 2-251

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-242, 2-246, 2-247, 2-250

ÉTAT DES RECETTES 2-253

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
33 748 389	Administration du ministère	34 855 914	34 850 756
272 211 920	Gestion des richesses naturelles	275 486 200	275 387 914
135 795 907	Protection du public	270 111 600	239 299 753
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	0
441 756 216	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**580 454 714**	**549 538 423**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
1 200 000	Gestion des richesses naturelles	3 240 000	720 000
54 733	Protection du public	70 000	53 565
511 329	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	600 000	270 770
1 766 062	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**3 910 000**	**1 044 335**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
62 339 256	Gestion des richesses naturelles	64 248 200	59 972 995
1 137 643	Protection du public	4 276 300	3 009 410
63 476 899	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**68 524 500**	**62 982 405**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
42 045 712	Gestion des richesses naturelles	32 312 400	26 879 184
10 191 548	Protection du public	10 471 600	9 175 699
52 237 260	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**42 784 000**	**36 054 883**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2101 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	32 673 100	2 117 800	34 790 900	Administration du ministère	34 784 788
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	32 738 114	**2 117 800**	**34 855 914**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**34 850 756**

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 424 532
Avantages sociaux		6 077 961
Transports et communications		570 687
Services		12 448 814
Fournitures et matériel		289 419
		34 811 413
Moins : Recouvrements		26 625
		34 784 788
Bureau principal		
Traitements et salaires	3 525 418	
Avantages sociaux	630 688	
Transports et communications	130 768	
Services	901 890	
Fournitures et matériel	50 644	
	5 239 408	
Moins : Recouvrements	26 625	
		5 212 783
Finances et administration		
Traitements et salaires	4 825 768	
Avantages sociaux	630 231	
Transports et communications	145 850	
Services	6 309 041	
Fournitures et matériel	97 193	
		12 008 083
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 409 479	
Avantages sociaux	4 095 818	
Transports et communications	111 940	
Services	119 286	
Fournitures et matériel	46 413	
		6 782 936
Services de communication		
Traitements et salaires	2 883 622	
Avantages sociaux	479 785	
Transports et communications	46 352	
Services	426 793	
Fournitures et matériel	23 505	
		3 860 057
Services juridiques		
Traitements et salaires	89 238	
Transports et communications	64 037	
Services	4 024 170	
Fournitures et matériel	37 610	
		4 215 055
Services de vérification		
Services	403 200	
		403 200
Commission de l'escarpement du Niagara		
Traitements et salaires	1 691 007	
Avantages sociaux	241 439	
Transports et communications	71 740	
Services	264 434	
Fournitures et matériel	34 054	
		2 302 674
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**34 850 756**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**RICHESSES NATURELLES**	
1	258 622 600	5 988 600	264 611 200	Gestion durable des ressources	264 608 236
2	10 783 000		10 783 000	Parcs Ontario	10 757 294
L	91 000		91 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	22 384
	269 497 600	**5 988 600**	**275 486 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**275 387 914**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	3 240 000		3 240 000	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement	720 000
	3 240 000		**3 240 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**720 000**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2103				**PROGRAMME DE GESTION DES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**RICHESSES NATURELLES**	
3	54 662 200	1 150 000	55 812 200	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles	53 086 249
L	8 436 000		8 436 000	Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	6 886 746
	63 098 200	**1 150 000**	**64 248 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**59 972 995**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	30 312 400	2 000 000	32 312 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations	26 879 184
	30 312 400	**2 000 000**	**32 312 400**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES**	**26 879 184**

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure, tels les installations piscicoles, les parcs, les terres de la Couronne, l'eau et les autres investissements dans l'infrastructure nécessaires à l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Gestion durable de ressources (Poste 1)		
Traitements et salaires		175 073 487
Avantages sociaux		26 297 558
Transports et communications		11 386 279
Services		77 285 681
Fournitures et matériel		13 291 109
Paiements de transfert		
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 555 627	
Centre de gestion des espèces envahissantes	2 500 000	
Institut de la fourrure	40 000	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9	61 140	
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dans le Sud de l'Ontario	3 805 000	
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 278 274	
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 265 410	
Subventions aux offices de protection de la nature Frais d'administration	133 000	
Subventions aux offices de protection de la nature Fonctionnement des programmes	7 600 000	
Programme du Grand Nord	4 666 363	
Expérience Été	354 163	
Mise en valeur des ressources des Premières nations	913 990	
Intendance des ressources	6 517 142	
		39 690 109
		343 024 223
Moins : Recouvrements		78 415 987
		264 608 236

	$	$	$
Sciences et information			
Traitements et salaires		31 222 110	
Avantages sociaux		4 581 676	
Transports et communications		1 682 422	
Services		8 419 190	
Fournitures et matériel		2 682 726	
		48 588 124	
Moins : Recouvrements		7 158 410	
			41 429 714
Politiques et planification			
Traitements et salaires		21 547 879	
Avantages sociaux		3 064 381	
Transports et communications		1 417 289	
Services		6 271 591	
Fournitures et matériel		527 376	
Paiements de transfert			
Intendance des espèces en péril en Ontario	4 555 626		
Centre de gestion des espèces envahissantes	2 500 000		
Institut de la fourrure	40 000		
Rentes et primes versées aux indiens en vertu du Traité numéro 9	61 140		
		7 156 766	
		39 985 282	
Moins : Recouvrements		54 265	
			39 931 017
Services provinciaux			
Traitements et salaires		14 056 504	
Avantages sociaux		2 065 703	
Transports et communications		904 251	
Services		2 824 963	
Fournitures et matériel		1 828 728	
		21 680 149	
Moins : Recouvrements		79 638	
			21 600 511

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
Opérations régionales			
Traitements et salaires		70 070 315	
Avantages sociaux		10 907 940	
Transports et communications		3 850 209	
Services		12 127 035	
Fournitures et matériel		3 941 246	
Paiements de transfert			
Partenaires pour la prestation des programmes de reboisement des terres privées et en milieu urbain dan le Sud de l'Ontario	3 805 000		
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	7 278 275		
Impôts acquittés sur les bien-fonds provinciaux occupés par des locataires	1 265 410		
Subventions aux offices de protection de la nature – Frais d'administration	133 000		
Subventions aux offices de protection de la nature – Fonctionnement des programmes	7 600 000		
Programme du Grand Nord	4 666 363		
Mise en valeur des ressources des Premières nations	913 990		
Intendances des ressources	6 517 142		
		32 179 180	
		133 075 925	
Moins : Recouvrements		3 006 801	
			130 069 124
Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune			
Traitements et salaires		38 169 174	
Avantages sociaux		5 677 213	
Transports et communications		3 531 704	
Services		15 867 307	
Fournitures et matériel		4 311 033	
		67 556 431	
Moins : Recouvrements		67 556 431	
			0
Administration du programme			
Traitements et salaires		7 505	
Avantages sociaux		645	
Transports et communications		404	
Services		31 775 595	
Paiements de transfert			
Expérience Été		354 163	
		32 138 312	
Moins : Recouvrements		560 442	
			31 577 870
Parcs Ontario (Poste 2)			
Traitements et salaires			43 275 324
Avantages sociaux			5 734 432
Transports et communications			1 870 380
Services			17 003 341
Fournitures et matériel			13 834 136
Paiements de transfert			
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario			20 000
			81 737 613
Moins : Recouvrements			70 980 319
			10 757 294
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*			22 384
			22 384
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES			**275 387 914**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)			
Dépôts et charges payées d'avance			720 000
			720 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES			**720 000**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)		
Transports et communications		390 642
Services		46 658 350
Fournitures et matériel		4 547 954
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature		4 488 208
Autres opérations		255 801
		56 340 955
Moins : Recouvrements		3 254 706
		53 086 249
Infrastructure à usage public – routes, régulation des eaux, décharges		
Transports et communications	230 888	
Services	18 823 233	
Fournitures et matériel	841 091	
	19 895 212	
Moins : Recouvrements	2 587 466	
		17 307 746
Services provinciaux		
Transports et communications	41 654	
Services	1 081 533	
Fournitures et matériel	1 720 836	
		2 844 023
Opérations régionales		
Transports et communications	1 278	
Services	18 245 177	
Fournitures et matériel	157 706	
Paiements de transfert		
Infrastructure des offices de protection de la nature	4 488 208	
Autres opérations	184 384	
	23 076 753	
Moins : Recouvrements	667 240	
		22 409 513
Sciences et information		
Transports et communications	19 027	
Services	202 909	
Fournitures et matériel	328 943	
		550 879
Infrastructure des soutien ministériel		
Transports et communications	77 055	
Services	1 395 579	
Fournitures et matériel	509 196	
Autre opérations	26 420	
		2 008 250
Infrastructure de Parcs Ontario		
Transports et communications	20 740	
Services	6 909 919	
Fournitures et matériel	990 182	
Autres opérations	44 997	
		7 965 838
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*		6 886 746
		6 886 746
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**59 972 995**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Terrains		446 611
Immeubles		19 788 437
Parc automobile et flotte de bateaux		6 644 136
		26 879 184
Services provinciaux		
Immeubles	7 948 704	
Parc automobile et flotte de bateaux	2 020 683	
		9 969 387
Infrastructure de soutien ministériel		
Immeubles	1 691 785	
Parc automobile et flotte de bateaux	3 680 350	
		5 372 135
Parcs Ontario		
Terraines	446 611	
Immeubles	10 147 948	
Parc automobile et flotte de bateaux	943 103	
		11 537 662
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		**26 879 184**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2104				**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	101 208 000	168 893 600	270 101 600	Protection du public	239 299 753
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	101 218 000	**168 893 600**	**270 111 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC**	**239 299 753**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	70 000		70 000	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement	53 565
	70 000		**70 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC**	**53 565**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	2 531 300		2 531 300	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence	1 296 994
L	1 745 000		1 745 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 712 416
	4 276 300		**4 276 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC**	**3 009 410**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	10 471 600		10 471 600	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations	9 175 699
	10 471 600		**10 471 600**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC**	**9 175 699**

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Protection du public (Poste 1)		
Traitements et salaires		78 523 049
Avantages sociaux		9 268 547
Transports et communications		5 790 932
Services		153 621 160
Fournitures et matériel		26 163 374
		273 367 062
Moins : Recouvrements		34 067 309
		239 299 753
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence		
Traitements et salaires	28 892 977	
Avantages sociaux	4 216 071	
Transports et communications	2 303 863	
Services	14 463 865	
Fournitures et matériel	6 457 576	
	56 334 352	
Moins : Recouvrements	26 109 307	
		30 225 045
Lutte d'urgence contre les incendies		
Traitements et salaires	49 630 072	
Avantages sociaux	5 052 476	
Transports et communications	3 487 069	
Services	139 157 295	
Fournitures et matériel	19 705 798	
	217 032 710	
Moins : Recouvrements	7 958 002	
		209 074 708
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC		**239 299 753**

	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Dépôts et charges payées d'avance	53 565
	53 565
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC	**53 565**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Transports et communications	10 357
Services	707 177
Fournitures et matériel	579 460
	1 296 994
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 712 416
	1 712 416
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC	**3 009 410**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Immeubles	6 898 350
Parc automobile et flotte de bateaux	2 277 349
	9 175 699
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC	**9 175 699**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	
2105 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**					
1	1 000		1 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....**	**0**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	600 000		600 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....	270 770
	600 000		**600 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES....**	**270 770**

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord, Mines et Forêts. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	19 187 058
Avantages sociaux	2 355 703
Transports et communications	1 034 720
Services	52 111 492
Fournitures et matériel	245 803
	74 934 776
Moins : Recouvrements	74 934 776
	0
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**0**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	270 770
	270 770
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	**270 770**

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	6 000 000	3 049 022
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	865 648	2 981 604
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 371 173	2 252 146
	9 236 821	8 282 772
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	6 414 042	12 558 837
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	6 477 353	6 050 039
Autres droits, permis et autorisations	820 955	655 651
	7 298 308	6 705 690
AMENDES ET PÉNALITÉS	542 223	483 955
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	864 475	628 224
Autres	15 948 292	9 953 810
	16 812 767	10 582 034
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	111 711 738	116 650 079
Ressources pétrolières en mer	4 003 264	3 668 518
Agrégats	2 188 137	1 495 946
Droits de la Couronne	0	328 744
Autres	4 871	3 085
	117 908 009	122 146 372
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	9 072 496	1 718 404
DIVERS		
Autres	566 510	2 633 628
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**167 851 176**	**165 111 692**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-256
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-258
- POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 2-260
- CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION 2-262
- ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO 2-264
- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 2-266
- RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT 2-268
- PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE 2-276
- SYSTÈMES INFORMATIQUES 2-280
- IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 2-282
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-259, 2-263, 2-278, 2-279, 2-281

ÉTAT DES RECETTES 2-284

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
120 286 014	Administration du ministère	94 132 460	93 543 341
711 471 357	Politiques de santé et de la recherche	855 141 600	791 383 068
470 547 089	Cybersanté et gestion de l'information	531 688 300	525 216 920
16 194 832 260	Assurance-santé de l'Ontario	17 051 817 800	16 963 224 510
643 742 585	Division de la santé publique	683 345 100	679 112 170
22 849 600 951	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	23 841 622 100	23 795 350 916
2 735 148 589	Programmes provinciaux et intendance	3 166 032 800	2 863 693 575
89 347 153	Systèmes informatiques	83 142 900	81 192 533
43 814 975 998	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**46 306 923 060**	**45 792 717 033**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
4 500 000	Politiques de santé et de la recherche	9 400 000	4 500 000
1 550 000	Assurance-santé de l'Ontario	1 800 000	1 800 000
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
64 147 460	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 600
5 762 739	Programmes provinciaux et intendance	6 247 400	6 122 700
76 960 199	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**76 985 000**	**71 960 300**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
27 116 656	Cybersanté et gestion de l'information	90 414 000	45 858 354
37 295	Programmes provinciaux et intendance	76 000	61 689
407 782	Systèmes informatiques	1 048 200	605 568
1 602 161 199	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 320 915 300	1 316 615 336
1 629 722 932	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 412 453 500**	**1 363 140 947**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
201 832	Programmes provinciaux et intendance	210 000	204 926
4 103 517	Systèmes informatiques	31 847 600	17 698 784
4 305 349	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**32 057 600**	**17 903 710**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	78 257 400	8 290 500	86 547 900	Administration du ministère	84 081 878
2	3 975 400	3 512 800	7 488 200	Commission ontarienne d'examen	7 121 297
L	0		0	Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	2 247 438
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	48 519		48 519	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	43 427
	82 329 160	**11 803 300**	**94 132 460**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**93 543 341**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels pour l'exécution efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnements; gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques (y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et les stratégies connexes, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être et les relations de travail stratégiques); accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; services juridiques; communications et information.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		39 440 927
Avantages sociaux		11 782 384
Transports et communications		2 713 520
Services		29 314 213
Fournitures et matériel		848 834
		84 099 878
Moins : Recouvrements		18 000
		84 081 878
Bureau principal		
Traitements et salaires	4 905 434	
Avantages sociaux	513 406	
Transports et communications	125 888	
Services	719 595	
Fournitures et matériel	17 477	
		6 281 800
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	25 610 375	
Avantages sociaux	10 104 943	
Transports et communications	2 322 817	
Services	17 969 620	
Fournitures et matériel	711 321	
	56 719 076	
Moins : Recouvrements	18 000	
		56 701 076
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 986 178	
Avantages sociaux	293 551	
Transports et communications	40 720	
Services	1 048 177	
Fournitures et matériel	15 118	
		3 383 744
Services de communication		
Traitements et salaires	6 932 836	
Avantages sociaux	869 385	
Transports et communications	160 608	
Services	4 624 983	
Fournitures et matériel	39 303	
		12 627 115
Services juridiques		
Traitements et salaires	6 104	
Avantages sociaux	1 099	
Transports et communications	63 487	
Services	2 945 873	
Fournitures et matériel	65 615	
		3 082 178
Services de vérification		
Services	2 005 965	
		2 005 965
Commission ontarienne d'examen (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 205 766
Avantages sociaux		169 159
Transports et communications		782 264
Services		4 913 194
Fournitures et matériel		50 914
		7 121 297
Crédits législatifs		
Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*		2 247 438
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		43 427
		2 340 166
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**93 543 341**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	
1	891 325 700	(36 184 100)	855 141 600	Politiques de santé et recherche	791 383 068
	891 325 700	**(36 184 100)**	**855 141 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	**791 383 068**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	9 400 000		9 400 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
	9 400 000		**9 400 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**	**4 500 000**

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Ce travail comprend l'investissement dans la recherche en santé et la surveillance de ces recherches, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à la formation des fournisseurs de soins de santé. La réglementation des professionnels de la santé est une activité connexe.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 723 756
Avantages sociaux		2 576 731
Transports et communications		486 480
Services		8 118 886
Fournitures et matériel		141 360
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	9 917 290	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	44 282 439	
Formation clinique	702 136 126	
Programme de neurotraumatologie	4 000 000	
		760 335 855
		791 383 068
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**791 383 068**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique		4 500 000
		4 500 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		**4 500 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DE GESTION DE L'INFORMATION**	
1	493 754 200	37 934 100	531 688 300	Cybersanté et gestion de l'information	525 216 920
	493 754 200	**37 934 100**	**531 688 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**525 216 920**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	90 001 000		90 001 000	Cybersanté et gestion de l'information	45 500 038
L	413 000		413 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	358 316
	90 414 000		**90 414 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION**	**45 858 354**

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Le programme de gestion de l'information et d'investissement pour le système de santé fournit de l'information relative à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 183 578
Avantages sociaux		2 528 676
Transports et communications		395 847
Services		10 980 375
Fournitures et matériel		2 530 605
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	364 500 000	
Programmes de technologie de l'information	48 067 604	
Gestion de l'information sur le système de santé	78 030 235	
		490 597 839
		525 216 920
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**525 216 920**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		45 500 038
		45 500 038
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		358 316
		358 316
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION		**45 858 354**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1405				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	13 031 128 600	21 726 400	13 052 855 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 044 993 525
2	3 622 512 900	(40 620 600)	3 581 892 300	Programmes de médicaments	3 501 812 560
4	384 236 800	32 833 700	417 070 500	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	416 418 425
	17 037 878 300	**13 939 500**	**17 051 817 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**16 963 224 510**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 800 000		1 800 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	1 800 000
	1 800 000		**1 800 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO**	**1 800 000**

Description du programme:

Le crédit alloué au programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; le dépistage du cancer; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile); l'intégrité des règlements; la protection contre la fraude liée aux services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin. En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. La Stratégie ontarienne de lutte contre le diabète met à profit les investissements nouveaux et existants pour améliorer l'accès aux services et soins pour personnes diabétiques ainsi que la qualité de ces services et de ces soins, et pour renforcer la prévention et la gestion de la maladie. Une détection et une intervention rapides en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé sont à l'origine d'autres initiatives de soins préventifs comme la Stratégie intégrée de dépistage du cancer, qui visent à promouvoir le dépistage des cancers du sein, du col utérin et colorectal. Qualité des services de santé Ontario est la nouvelle infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		55 362 590
Avantages sociaux		8 272 353
Transports et communications		3 011 636
Services		38 857 220
Fournitures et matériel		1 508 132
Paiements de transfert		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	12 537 270 940	
Établissements de santé autonomes	52 372 137	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	21 907 334	
Programme de subventions aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	55 924 738	
Services de télétriage	38 505 509	
Programme de gestion de la qualité – Services de laboratoire	4 840 878	
Services de sages-femmes	104 484 548	
Dépistage du cancer colorectal	67 859 487	
Stratégie de prévention des maladies	24 355 898	
Qualité des services de santé Ontario	30 460 125	
		12 937 981 594
		13 044 993 525
Programmes de médicaments (Poste 2)		
Traitements et salaires		7 806 715
Avantages sociaux		1 136 334
Transports et communications		538 956
Services		13 964 841
Fournitures et matériel		66 171
Paiements de transfert		
Programmes de médicaments de l'Ontario		3 478 299 543
		3 501 812 560
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 579 617
Avantages sociaux		484 406
Transports et communications		158 067
Services		2 771 309
Fournitures et matériel		49 406
Paiements de transfert		
Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	323 691 628	
Programme d'oxygénothérapie à domicile	85 683 992	
		409 375 620
		416 418 425
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**16 963 224 510**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens	500 000	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	300 000	
Services de sages-femmes	1 000 000	
		1 800 000
		1 800 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO		**1 800 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1406					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	
4	702 254 600	(18 909 500)	683 345 100	Santé publique	679 112 170
	702 254 600	**(18 909 500)**	**683 345 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	**679 112 170**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	1 000 000		1 000 000	Santé publique	1 000 000
	1 000 000		**1 000 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE**	**1 000 000**

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention et les interventions précoces. Le programme :

- établit les normes et les protocoles, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé, et veille à la reddition des comptes par le système;
- inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario;
- travaille en partenariat avec l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		11 402 039
Avantages sociaux		1 573 622
Transports et communications		574 964
Services		13 355 314
Fournitures et matériel		3 659 874
Paiements de transfert		
Organismes de santé locaux officiels	346 534 908	
Épidémies	139 670 952	
Prévention de la tuberculose	6 710 826	
Lutte contre les maladies transmissibles sexuellement	3 125 519	
Association pour la santé publique	285 624	
Prévention des infections	19 216 528	
Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé	133 002 000	
		648 546 357
		679 112 170
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**679 112 170**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels responsables de la santé		1 000 000
		1 000 000
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		**1 000 000**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1411				**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 050 604 600	1 791 017 500	23 841 622 100	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	23 795 350 916
	22 050 604 600	**1 791 017 500**	**23 841 622 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**23 795 350 916**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	58 537 600		58 537 600	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600
	58 537 600		**58 537 600**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT**	**58 537 600**

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, les hôpitaux psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Érié St-Clair	1 068 421 716	
Sud-Ouest	2 163 058 770	
Waterloo Wellington	982 388 189	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 673 867 108	
Centre-Ouest	812 702 359	
Mississauga Halton	1 328 892 812	
Centre-Toronto	4 505 205 657	
Centre	1 829 862 818	
Centre-Est	2 122 595 181	
Sud-Est	1 073 818 601	
Champlain	2 443 475 242	
Simcoe-Nord Muskoka	788 417 546	
Nord-Est	1 392 219 004	
Nord-Ouest	610 425 913	
		23 795 350 916
		23 795 350 916

Érié St. Clair

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	673 226 894	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	167 625	
Foyers de soins de longue durée	178 660 799	
Centres d'accès aux soins communautaires	121 378 126	
Services communautaires de soutien	17 249 366	
Logement avec services de soutien	6 887 151	
Centres de santé communautaire	24 114 427	
Services communautaires de santé mentale	31 298 105	
Programme de lutte contre les dépendances	8 682 746	
Traumatismes crâniens	1 442 496	
RLISS – Fonctionnement	5 313 981	
		1 068 421 716

Sud-Ouest

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 559 990 283	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	451 500	
Foyers de soins de longue durée	292 379 033	
Centres d'accès aux soins communautaires	178 874 670	
Services communautaires de soutien	32 383 646	
Logement avec services de soutien	17 324 750	
Centres de santé communautaire	15 374 906	
Services communautaires de santé mentale	48 263 786	
Programme de lutte contre les dépendances	8 173 736	
Traumatismes crâniens	4 248 275	
RLISS – Fonctionnement	5 594 185	
		2 163 058 770

Waterloo Wellington

Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	593 368 803	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Foyers de soins de longue durée	163 398 545	
Centres d'accès aux soins communautaires	109 039 932	
Services communautaires de soutien	15 234 811	
Logement avec services de soutien	5 882 562	
Centres de santé communautaire	16 968 721	
Services communautaires de santé mentale	30 982 919	
Programme de lutte contre les dépendances	9 170 780	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	30 633 800	
Traumatismes crâniens	2 688 497	
RLISS – Fonctionnement	4 859 594	
		982 388 189

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 814 799 786	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	458 100	
Foyers de soins de longue durée	430 483 609	
Centres d'accès aux soins communautaires	259 534 247	
Services communautaires de soutien	41 818 480	
Logement avec services de soutien	25 692 893	
Centres de santé communautaire	22 972 595	
Services communautaires de santé mentale	51 080 975	
Programme de lutte contre les dépendances	13 784 292	
Traumatismes crâniens	6 580 316	
RLISS – Fonctionnement	6 661 815	
		2 673 867 108
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	516 559 501	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	99 450	
Foyers de soins de longue durée	147 865 622	
Centres d'accès aux soins communautaires	89 894 131	
Services communautaires de soutien	8 274 480	
Logement avec services de soutien	6 066 368	
Centres de santé communautaire	9 613 367	
Services communautaires de santé mentale	25 602 339	
Programme de lutte contre les dépendances	3 918 883	
RLISS – Fonctionnement	4 808 218	
		812 702 359
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	913 372 575	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	154 200	
Foyers de soins de longue durée	181 915 946	
Centres d'accès aux soins communautaires	130 122 602	
Services communautaires de soutien	30 507 875	
Logement avec services de soutien	29 395 943	
Services communautaires de santé mentale	28 267 494	
Programme de lutte contre les dépendances	4 548 551	
Traumatismes crâniens	5 813 583	
RLISS – Fonctionnement	4 794 043	
		1 328 892 812
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	3 462 866 980	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	747 300	
Foyers de soins de longue durée	250 079 086	
Centres d'accès aux soins communautaires	210 046 791	
Services communautaires de soutien	72 811 636	
Logement avec services de soutien	44 802 001	
Centres de santé communautaire	81 439 170	
Services communautaires de santé mentale	103 893 563	
Programme de lutte contre les dépendances	26 298 565	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	242 349 255	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	44 550	
Traumatismes crâniens	1 797 926	
RLISS – Fonctionnement	8 028 834	
		4 505 205 657

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 134 883 735	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	252 300	
Foyers de soins de longue durée	311 945 250	
Centres d'accès aux soins communautaires	229 474 894	
Services communautaires de soutien	40 645 349	
Logement avec services de soutien	21 292 360	
Centres de santé communautaire	8 500 437	
Services communautaires de santé mentale	63 196 419	
Programme de lutte contre les dépendances	4 736 017	
Traumatismes crâniens	10 059 685	
RLISS – Fonctionnement	4 876 372	
		1 829 862 818
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 239 006 315	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	283 200	
Foyers de soins de longue durée	410 848 439	
Centres d'accès aux soins communautaires	227 764 449	
Services communautaires de soutien	32 615 566	
Logement avec services de soutien	13 809 205	
Centres de santé communautaire	20 843 048	
Services communautaires de santé mentale	47 204 757	
Programme de lutte contre les dépendances	10 725 615	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	112 077 447	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	24 600	
Traumatismes crâniens	1 450 060	
RLISS – Fonctionnement	5 942 480	
		2 122 595 181
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	701 881 509	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	190 725	
Foyers de soins de longue durée	170 360 808	
Centres d'accès aux soins communautaires	102 084 846	
Services communautaires de soutien	25 322 213	
Logement avec services de soutien	2 043 566	
Centres de santé communautaire	22 200 869	
Services communautaires de santé mentale	33 617 575	
Programme de lutte contre les dépendances	6 455 144	
Traumatismes crâniens	3 714 327	
RLISS – Fonctionnement	5 947 019	
		1 073 818 601
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 629 662 152	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	355 650	
Foyers de soins de longue durée	317 510 198	
Centres d'accès aux soins communautaires	195 498 510	
Services communautaires de soutien	32 138 674	
Logement avec services de soutien	14 087 359	
Centres de santé communautaire	52 930 579	
Services communautaires de santé mentale	63 850 665	
Programme de lutte contre les dépendances	20 854 792	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	107 823 200	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	28 425	
Traumatismes crâniens	1 868 661	
RLISS – Fonctionnement	6 866 377	
		2 443 475 242

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	409 734 030	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625	
Foyers de soins de longue durée	127 102 568	
Centres d'accès aux soins communautaires	82 889 476	
Services communautaires de soutien	12 548 551	
Logement avec services de soutien	6 073 700	
Centres de santé communautaire	8 979 736	
Services communautaires de santé mentale	23 227 480	
Programme de lutte contre les dépendances	4 084 914	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	105 859 683	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400	
Traumatismes crâniens	1 137 414	
RLISS – Fonctionnement	6 678 969	
		788 417 546
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	938 560 715	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	239 625	
Foyers de soins de longue durée	200 330 568	
Centres d'accès aux soins communautaires	115 762 445	
Services communautaires de soutien	25 413 410	
Logement avec services de soutien	14 015 837	
Centres de santé communautaire	16 617 634	
Services communautaires de santé mentale	51 387 918	
Programme de lutte contre les dépendances	20 936 912	
Traumatismes crâniens	2 424 099	
RLISS – Fonctionnement	6 529 841	
		1 392 219 004
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	419 534 697	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Foyers de soins de longue durée	68 143 154	
Centres d'accès aux soins communautaires	42 902 747	
Services communautaires de soutien	13 974 266	
Logement avec services de soutien	7 290 866	
Centres de santé communautaire	8 105 986	
Services communautaires de santé mentale	30 490 299	
Programme de lutte contre les dépendances	12 508 234	
Traumatismes crâniens	1 817 347	
RLISS – Fonctionnement	5 552 942	
		610 425 913
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**23 795 350 916**

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)

Paiements de transfert		
Érié St-Clair	2 710 400	
Sud-Ouest	5 189 200	
Waterloo Wellington	2 240 500	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 838 700	
Centre-Ouest	2 637 100	
Mississauga Halton	2 921 400	
Centre-Toronto	10 091 500	
Centre	4 136 800	
Centre-Est	5 941 600	
Sud-Est	3 153 600	
Champlain	5 928 600	
Simcoe-Nord Muskoka	1 768 500	
Nord-Est	3 314 100	
Nord-Ouest	1 665 600	
		58 537 600
		58 537 600

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Érié St. Clair		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 040 700	
Foyers de soins de longue durée	1 242 727	
Services communautaires de soutien	18 273	
Centres de santé communautaire	202 100	
Services communautaires de santé mentale	192 500	
Programme de lutte contre les dépendances	14 100	
		2 710 400
Sud-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 270 400	
Foyers de soins de longue durée	1 616 148	
Centres d'accès aux soins communautaires	280 700	
Services communautaires de soutien	686 055	
Centres de santé communautaire	58 700	
Services communautaires de santé mentale	180 400	
Programme de lutte contre les dépendances	47 300	
Traumatismes crâniens	49 497	
		5 189 200
Waterloo Wellington		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	803 000	
Foyers de soins de longue durée	1 287 429	
Centres d'accès aux soins communautaires	45 500	
Services communautaires de soutien	14 271	
Centres de santé communautaire	29 900	
Services communautaires de santé mentale	31 100	
Programme de lutte contre les dépendances	29 300	
		2 240 500
Hamilton Niagara Haldimand Brant		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	515 600	
Foyers de soins de longue durée	5 242 143	
Services communautaires de soutien	662 915	
Logement avec services de soutien	42 532	
Centres de santé communautaire	141 200	
Services communautaires de santé mentale	145 200	
Programme de lutte contre les dépendances	56 900	
Traumatismes crâniens	32 210	
		6 838 700
Centre-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	143 600	
Foyers de soins de longue durée	1 303 734	
Services communautaires de soutien	20 998	
Logement avec services de soutien	198 868	
Centres de santé communautaire	320 300	
Services communautaires de santé mentale	646 600	
Programme de lutte contre les dépendances	3 000	
		2 637 100
Mississauga Halton		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	616 300	
Foyers de soins de longue durée	1 430 151	
Services communautaires de soutien	194 985	
Logement avec services de soutien	380 201	
Services communautaires de santé mentale	92 900	
Programme de lutte contre les dépendances	117 400	
Traumatismes crâniens	89 463	
		2 921 400

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Centre-Toronto		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	7 049 400	
Foyers de soins de longue durée	1 674 811	
Centres d'accès aux soins communautaires	2 000	
Services communautaires de soutien	144 295	
Logement avec services de soutien	27 548	
Centres de santé communautaire	404 100	
Services communautaires de santé mentale	526 600	
Programme de lutte contre les dépendances	247 100	
Traumatismes crâniens	15 646	
		10 091 500
Centre		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	619 900	
Foyers de soins de longue durée	2 753 503	
Centres d'accès aux soins communautaires	210 400	
Services communautaires de soutien	46 881	
Logement avec services de soutien	4 658	
Centres de santé communautaire	116 400	
Services communautaires de santé mentale	353 400	
Programme de lutte contre les dépendances	5 900	
Traumatismes crâniens	25 758	
		4 136 800
Centre-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 569 100	
Foyers de soins de longue durée	1 607 322	
Centres d'accès aux soins communautaires	57 278	
Services communautaires de soutien	89 800	
Centres de santé communautaire	1 344 100	
Services communautaires de santé mentale	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances	5 400	
		5 941 600
Sud-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 417 200	
Foyers de soins de longue durée	826 545	
Services communautaires de soutien	85 155	
Services communautaires de santé mentale	748 300	
Programme de lutte contre les dépendances	76 400	
		3 153 600
Champlain		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 726 800	
Foyers de soins de longue durée	1 709 302	
Centres d'accès aux soins communautaires	161 400	
Services communautaires de soutien	403 731	
Logement avec services de soutien	21 841	
Centres de santé communautaire	111 700	
Services communautaires de santé mentale	706 400	
Programme de lutte contre les dépendances	53 700	
Traumatismes crâniens	33 726	
		5 928 600
Simcoe-Nord Muskoka		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	269 400	
Foyers de soins de longue durée	1 243 757	
Services communautaires de soutien	189 443	
Services communautaires de santé mentale	65 900	
		1 768 500

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Nord-Est		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 417 257	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Services communautaires de soutien	319 291	
Logement avec services de soutien	28 052	
Centres de santé communautaire	107 600	
Services communautaires de santé mentale	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances	142 600	
		3 314 100
Nord-Ouest		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	554 800	
Foyers de soins de longue durée	479 971	
Services communautaires de soutien	123 229	
Centres de santé communautaire	163 900	
Services communautaires de santé mentale	242 800	
Programme de lutte contre les dépendances	100 900	
		1 665 600
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		**58 537 600**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
1412					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
1	4 121 176 500	(1 806 642 700)	2 314 533 800	Programmes provinciaux	2 032 060 049
2	781 592 100		781 592 100	Services de santé d'urgence	767 229 881
4	81 409 200	(11 803 300)	69 605 900	Intendance	64 103 645
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	300 000
	4 984 478 800	**(1 818 446 000)**	**3 166 032 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**2 863 693 575**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	6 247 400		6 247 400	Programmes provinciaux et intendance	6 122 700
	6 247 400		**6 247 400**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**6 122 700**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1412					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	
6	1 000		1 000	Programmes provinciaux et intendance	0
L	75 000		75 000	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	61 689
	76 000		**76 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**61 689**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	210 000		210 000	Programmes provinciaux et intendance	204 926
	210 000		**210 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE**	**204 926**

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Il est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, le Programme ontarien de dépistage du cancer du sein, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des établissements connexes	48 922 406	
Action Cancer Ontario	556 282 000	
Société canadienne du sang	484 569 599	
Gestion des maladies chroniques	101 061 569	
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	51 977 158	
Programme ontarien de dépistage du cancer du sein	67 174 150	
Services communautaires et prioritaires	722 073 167	
		2 032 060 049
		2 032 060 049
Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		42 206 936
Avantages sociaux		6 920 709
Transports et communications		2 347 391
Services		11 122 778
Fournitures et matériel		892 420
Paiements de transfert		
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Services d'ambulance municipaux	507 350 554	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes – Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	57 970 580	
Ambulances aériennes	138 418 513	
		703 739 647
		767 229 881
Intendance (Poste 4)		
Traitements et salaires		40 843 103
Avantages sociaux		5 698 011
Transports et communications		1 500 330
Services		15 813 366
Fournitures et matériel		248 835
		64 103 645
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		300 000
		300 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**2 863 693 575**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		
Avances et montants récupérables		
Gestion des maladies chroniques	1 000 000	
Programme de lutte contre le sida et l'hépatite C	375 000	
Services communautaires et prioritaires	4 393 400	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	354 300	
		6 122 700
		6 122 700
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE		**6 122 700**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	61 689
	61 689
TOTAL (CHARGES IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	**61 689**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Programmes provinciaux et intendance (Poste 7)	
Parc automobile et flotte de bateaux	204 926
	204 926
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	**204 926**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1413					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	
1	83 247 600	(104 700)	83 142 900	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé	81 192 533
	83 247 600	**(104 700)**	**83 142 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**81 192 533**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques	0
L	1 047 200		1 047 200	Amortissement - *Loi sur l'administration financière*	605 568
	1 048 200		**1 048 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**605 568**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	31 847 600		31 847 600	Systèmes informatiques	17 698 784
	31 847 600		**31 847 600**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**	**17 698 784**

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé et du Sport pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'TTI afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés. Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes de ses ministères clients.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		
Traitements et salaires	42 684 287	
Avantages sociaux	5 446 372	
Transports et communications	1 497 825	
Services	27 786 445	
Fournitures et matériel	4 420 529	
	81 835 458	
Moins : Recouvrements	642 925	
	81 192 533	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES		**81 192 533**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	605 568	
	605 568	
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES		**605 568**

	$	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Systèmes informatiques (Poste 4)		
Matériel de technologie de l'information		1 741 750
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		2 189 468
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		239 770
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		13 527 796
		17 698 784
Construction en cours		
Matériel de technologie de l'information	1 109 882	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	2 189 468	
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	239 770	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	13 527 796	
		17 066 916
Systèmes informatiques – autre		
Matériel de technologie de l'information	631 868	
		631 868
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES		**17 698 784**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1407 **CHARGES D'IMMOBILISATIONS**				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ**	
1	1 318 915 300	2 000 000	1 320 915 300	Immobilisations dans le domaine de la santé.....	1 316 615 336
	1 318 915 300	**2 000 000**	**1 320 915 300**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....**	**1 316 615 336**

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les grands hôpitaux	1 125 733 264	
Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé	56 188 500	
Planification et conception	18 970 000	
Projets visant les petits hôpitaux	40 254 536	
Fonds pour l'équipement médical et diagnostique	29 500 000	
Programme des soins de longue durée	4 030 861	
Programmes de santé communautaire	27 781 139	
Laboratoires de santé publique	2 120 000	
		1 304 578 300
Autres opérations		
Désaisissement des hôpitaux psychiatriques provinciaux	10 000 000	
Programme d'évaluation de l'état des installations	2 037 036	
		12 037 036
		1 316 615 336
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ		**1 316 615 336**

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	20 381 464	0
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 870	19 102 870
Projet des dossiers de santé électroniques	15 752 000	17 646 000
Logement en milieu de soutien	6 572 296	6 576 498
Services sociaux dispensés aux Indiens	5 267 315	6 189 829
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 262 944	4 249 836
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	3 447 440	630 430
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	2 256 000	0
Mise en œuvre de la Stratégie ontarienne de cybersanté – médicaments	2 174 697	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	1 287 888	0
Système national de surveillance du diabète	145 500	112 056
Enquête sur les maladies d'origine alimentaire et gestion	0	5 400
Projet Sioux Lookout	0	4 900 000
Formation clinique	0	4 215 710
Projet de gouvernance	0	3 120 010
Politique de santé applicable aux Autochtones	0	914 741
Services de santé en langue française	0	326 000
	80 650 414	67 989 380
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	19 960 069	21 271 038
Autres – Remboursements	261 602	167 848
	20 221 671	21 438 886
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	3 597 875	2 934 522
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 085 445	1 990 548
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 202 980	1 011 146
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	458 057	470 370
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	433 333	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	315 358	267 274
Droits de permis – maisons de soins infirmiers	282 892	59 818
Droits de permis – Centres de prélèvement	264 640	242 329
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	236 946	227 465
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	23 740	22 120
Autres – droits, permis et autorisations	81 250	70 514
	8 982 516	7 696 106
AMENDES ET PÉNALITÉS	12 330	27 320
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	386 574 824	131 742 447
DIVERS		
Pénalités – intérêt	18 930	237 497
Autres	526 329	354 204
	545 259	591 701
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**496 987 014**	**229 485 840**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-286
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-288
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 2-290
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 2-294
SERVICES CORRECTIONNELS 2-297
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 2-301
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS 2-303
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 2-305
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2-308
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-289, 2-293, 2-295, 2-296, 2-300, 2-302, 2-304, 2-307

ÉTAT DES RECETTES 2-310

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
115 459 363	Administration du ministère	108 304 087	118 450 519
199 727 836	Division de la sécurité publique	207 707 100	206 306 246
991 281 926	Police provinciale de l'Ontario	980 812 600	979 273 668
765 256 204	Services correctionnels	780 928 200	779 778 005
60 442 354	Services technologiques pour la justice	54 745 800	54 733 810
4 360 772	Organismes, conseils et commissions	4 867 800	4 973 800
70 266 894	Planification et gestion des situations d'urgence	72 830 300	72 171 037
3 290 676	Division des politiques et de la planification stratégique	3 622 500	3 530 755
2 210 086 025	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 213 818 387**	**2 219 217 840**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**16 000**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 486 250	Administration du ministère	519 800	518 161
114 845 382	Division de la sécurité publique	150 156 600	129 564 177
46 951 485	Police provinciale de l'Ontario	176 027 900	173 945 824
254 292 821	Services correctionnels	210 901 600	201 053 978
22 239	Services technologiques pour la justice	1000	19 301
63 325	Planification et gestion des situations d'urgence	153 900	154 737
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
417 661 502	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**537 761 800**	**505 256 178**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	175 000	0
7 330 561	Police provinciale de l'Ontario	22 451 300	22 381 144
2 206 036	Services correctionnels	3 474 000	3 311 223
0	Services technologiques pour la justice	1 000	0
906 161	Planification et gestion des situations d'urgence	575 000	565 301
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
10 442 758	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**26 678 300**	**26 257 668**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	104 268 800	3 904 100	108 172 900	Administration du ministère	108 157 064
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	10 177 487
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000
	104 399 987	**3 904 100**	**108 304 087**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**118 450 519**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000 000	(481 200)	581 800	Renouvellement des installations	518 161
5	1 000	(1000)	0	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	1 002 000	**(482 200)**	**519 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**518 161**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, accès à l'information, services en français, vérification, etc.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 795 257
Avantages sociaux		2 166 093
Transports et communications		637 456
Services		89 225 181
Fournitures et matériel		333 077
		108 157 064
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 730 386	
Avantages sociaux	285 302	
Transports et communications	123 377	
Services	126 139	
Fournitures et matériel	25 295	
		3 290 499
Services ministériels		
Traitements et salaires	8 233 255	
Avantages sociaux	1 136 127	
Transports et communications	192 220	
Services	1 650 019	
Fournitures et matériel	206 337	
		11 417 958
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 951 815	
Avantages sociaux	368 771	
Transports et communications	35 535	
Services	62 151	
Fournitures et matériel	10 012	
		2 428 284
Services de communication		
Traitements et salaires	2 851 177	
Avantages sociaux	375 893	
Transports et communications	109 470	
Services	456 366	
Fournitures et matériel	24 697	
		3 817 603
Services juridiques		
Traitements et salaires	28 624	
Transports et communications	176 854	
Services	4 708 857	
Fournitures et matériel	66 736	
		4 981 071
Locaux – Frais de location		
Services	82 221 649	
		82 221 649
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	10 177 487	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	50 000	
		10 227 487
		10 227 487
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**118 450 519**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Services		518 161
		518 161
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**518 161**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	704 100		704 100	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	685 566
2	18 334 200	(1 217 900)	17 116 300	Collège de police de l'Ontario	17 061 812
3	6 468 600	(139 000)	6 329 600	Direction des services de soutien aux services policiers	5 939 389
5	159 898 700	(9 460 800)	150 437 900	Direction des relations extérieures	149 977 678
6	6 251 300	(150 000)	6 101 300	Services privés de sécurité et d'enquête	5 624 154
7	27 457 900	(440 000)	27 017 900	Centre des sciences judiciaires	27 017 647
	219 114 800	**(11 407 700)**	**207 707 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**206 306 246**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	2 000		2 000	Division de la sécurité publique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2603					
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
9	163 668 200	(13 593 800)	150 074 400	Division de la sécurité publique	129 549 954
L	82 200		82 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	14 223
	163 750 400	**(13 593 800)**	**150 156 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**129 564 177**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
8	175 000		175 000	Division de la sécurité publique	0
	175 000		**175 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**	**0**

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et de sélection; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)			
Traitements et salaires	564 752		
Avantages sociaux	56 346		
Transports et communications	14 026		
Services	46 729		
Fournitures et matériel	3 713		
	685 566		
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)			
Traitements et salaires	9 121 463		
Avantages sociaux	678 405		
Transports et communications	610 032		
Services	5 185 686		
Fournitures et matériel	1 466 226		
	17 061 812		
Direction des services de soutien aux services policiers (Poste 3)			
Traitements et salaires	1 854 531		
Avantages sociaux	221 354		
Transports et communications	150 537		
Services	3 631 420		
Fournitures et matériel	81 547		
	5 939 389		
Direction des relations extérieures (Poste 5)			
Traitements et salaires			3 783 908
Avantages sociaux			501 919
Transports et communications			389 631
Services			5 536 565
Fournitures et matériel			412 524
Paiements de transfert			
Programme de recrutement de 1 000 agents – partenariat pour des collectivités plus sûres		49 591 456	
Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime		30 682 439	
Subventions pour les programmes municipaux RIDE		2 330 426	
Subventions diverses – Services policiers		3 245 650	
Subventions pour la création de collectivités sûres et dynamiques		851 347	
Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations		30 088 472	
Financement des enquêtes municipales sur les crimes haineux et l'extrémisme		249 511	
Ontario Association of Crime Stoppers		225 000	
Subvention pour la sécurité publique		580 000	
Stratégie pour la sécurité dans les écoles – améliorations du financement de l'éducation		82 019	
Fond de recrutement de policiers		14 880 000	
Sécurité des tribunaux		4 472 632	
Subvention pour les enfants victimes d'agression sexuelle et de pornographie		2 074 179	
			139 353 131
			149 977 678
Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)			
Traitements et salaires			2 529 214
Avantages sociaux			380 042
Transports et communications			93 250
Services			2 570 438
Fournitures et matériel			51 210
			5 624 154

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		
Traitements et salaires		18 258 386
Avantages sociaux		2 872 293
Transports et communications		484 823
Services		2 382 295
Fournitures et matériel		3 019 850
		27 017 647
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE		**206 306 246**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Division de la sécurité publique (Poste 9)		
Services		2 002 231
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	969 923	
Projets d'infrastructure de grande envergure	126 577 800	
		127 547 723
		129 549 954

	$
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	14 223
	14 223
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	**129 564 177**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2604				**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	150 792 600	(5 197 900)	145 594 700	Services ministériels et stratégiques	144 496 295
2	7 165 000	(860 200)	6 304 800	Bureau du contrôleur des armes à feu	6 288 087
3	104 066 100	(1 501 700)	102 564 400	Enquêtes et crime organisé	101 919 880
4	663 006 300	2 307 400	665 313 700	Services régionaux et circulation	664 932 269
5	58 108 100	2 925 900	61 034 100	Gestion du parc automobile	60 753 540
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	883 597
	983 139 100	**(2 326 500)**	**980 812 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**979 273 668**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	123 647 300	47 986 700	171 634 000	Police provinciale de l'Ontario	169 893 493
L	4 393 900		4 393 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	4 052 331
	128 041 200	**47 986 700**	**176 027 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**173 945 824**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
7	22 451 300		22 451 300	Police provinciale de l'Ontario	22 381 144
	22 451 300		**22 451 300**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	**22 381 144**

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	90 619 608
Avantages sociaux	6 714 774
Transports et communications	12 286 869
Services	25 141 177
Fournitures et matériel	11 071 324
	145 833 752
Moins : Recouvrements	1 337 457
	144 496 295
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 552 034
Avantages sociaux	279 565
Transports et communications	185 830
Services	2 198 533
Fournitures et matériel	72 125
	6 288 087
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)	
Traitements et salaires	86 906 131
Avantages sociaux	4 011 701
Transports et communications	4 235 035
Services	8 546 187
Fournitures et matériel	2 450 119
	106 149 173
Moins : Recouvrements	4 229 293
	101 919 880

	$
Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Traitements et salaires	567 142 597
Avantages sociaux	90 814 232
Transports et communications	4 976 245
Services	17 644 531
Fournitures et matériel	7 079 363
	687 656 968
Moins : Recouvrements	22 724 699
	664 932 269
Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Transports et communications	83 184
Services	19 424 533
Fournitures et matériel	45 131 623
	64 639 340
Moins : Recouvrements	3 885 800
	60 753 540
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers*	883 597
	883 597
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO...	**979 273 668**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Services		7 815 973
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	4 323 545	
Projets d'infrastructure de grande envergure	157 753 975	
		162 077 520
		169 893 493
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		4 052 331
		4 052 331
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**173 945 824**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information		576 430
Parc automobile et flotte de bateaux		9 282 786
Avions		12 521 928
		22 381 144
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		**22 381 144**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	22 804 200	2 645 400	25 449 600	Administration du programme	25 106 565
2	6 309 100	(102 100)	6 207 000	Formation du personnel	5 878 866
3	619 918 300	15 115 900	635 034 200	Services en établissement	634 757 593
4	112 503 200	1 734 200	114 237 400	Services communautaires	114 034 981
	761 534 800	**19 393 400**	**780 928 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**779 778 005**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2605				**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	268 735 000	(59 726 400)	209 008 600	Établissements correctionnels	200 324 361
10	1 000	(1000)	0	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations	0
11	1 000	(1000)	0	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 450 400		1 450 400	Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*	506 928
L	442 600		442 600	Amortissement – Services communautaires – *Loi sur l'administration financière*	222 689
	270 630 000	**(59 728 400)**	**210 901 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**201 053 978**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
8	3 042 000		3 042 000	Services en établissement	2 888 528
9	432 000		432 000	Services communautaires	422 695
	3 474 000		**3 474 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS**	**3 311 223**

Description du programme:

Cette division, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes, assurant ainsi la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Une vaste gamme de services et de programmes est offerte : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		18 403 154
Avantages sociaux		2 239 225
Transports et communications		865 745
Services		3 335 128
Fournitures et matériel		263 313
		25 106 565
Administration du programme		
Traitements et salaires	15 231 630	
Avantages sociaux	1 777 277	
Transports et communications	748 383	
Services	1 242 781	
Fournitures et matériel	213 830	
		19 213 901
Efficacité organisationnelle		
Traitements et salaires	3 171 524	
Avantages sociaux	461 948	
Transports et communications	117 362	
Services	2 092 347	
Fournitures et matériel	49 483	
		5 892 664
Formation du personnel (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 836 265
Avantages sociaux		534 715
Transports et communications		267 209
Services		841 182
Fournitures et matériel		399 495
		5 878 866
Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires		438 355 302
Avantages sociaux		66 604 418
Transports et communications		6 270 148
Services		62 503 076
Fournitures et matériel		62 267 972
Paiements de transfert		
Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	697 275	
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	19 464	
Programme de sensibilisation à la violence	83 548	
Programmes de réadaptation des délinquants	2 145 033	
Programmes de travail communautaire	859 254	
		3 804 574
		639 805 490
Moins : Recouvrements		5 047 897
		634 757 593
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		81 426 495
Avantages sociaux		13 776 443
Transports et communications		2 170 726
Services		8 511 810
Fournitures et matériel		874 968
Paiements de transfert		
Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes		7 274 539
		114 034 981
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**779 778 005**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Établissements correctionnels (Poste 6)		
Services		7 148 415
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	4 275 421	
Projets d'infrastructure de grande envergure	188 900 525	
		193 175 946
		200 324 361
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services en établissement – *Loi sur l'administration financière*		506 928
		506 928
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services communautaires – *Loi sur l'administration financière*		222 689
		222 689
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS		**201 053 978**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services en établissement (Poste 8)	
Parc automobile et flotte de bateaux	2 888 528
	2 888 528
Services communautaires (Poste 9)	
Parc automobile et flotte de bateaux	422 695
	422 695
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS	**3 311 223**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2606 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	
1	55 328 800	(583 000)	54 745 800	Services technologiques pour la justice	54 733 810
	55 328 800	**(583 000)**	**54 745 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	**54 733 810**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
5	1 000	(1000)	0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	19 301
	2 000	**(1000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	**19 301**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE**	**0**

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, et qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires	29 231 182
Avantages sociaux	3 780 641
Transports et communications	3 242 401
Services	19 560 697
Fournitures et matériel	336 789
	56 151 710
Moins : Recouvrements	1 417 900
	54 733 810
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**54 733 810**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, *Loi sur l'administration financière*	19 301
	19 301
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	**19 301**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2607				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	5 392 800	(526 000)	4 866 800	Organismes, conseils et commissions	4 866 321
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*	107 479
	5 393 800	**(526 000)**	**4 867 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**4 973 800**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS**	**0**

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, en particulier la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, la Commission civile de l'Ontario sur la police, la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		2 881 990
Avantages sociaux		377 450
Transports et communications		458 998
Services		1 037 106
Fournitures et matériel		110 777
		4 866 321
Commission ontarienne des libérations conditionnelles		
Traitements et salaires	1 453 909	
Avantages sociaux	230 781	
Transports et communications	333 220	
Services	647 398	
Fournitures et matériel	60 666	
		2 725 974
Commission civile de l'Ontario sur la police		
Traitements et salaires	1 018 264	
Avantages sociaux	103 878	
Transports et communications	77 626	
Services	170 279	
Fournitures et matériel	34 426	
		1 404 473
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario		
Traitements et salaires	168 312	
Avantages sociaux	19 556	
Transports et communications	35 622	
Services	175 940	
Fournitures et matériel	14 454	
		413 884
Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès		
Traitements et salaires	241 505	
Avantages sociaux	23 235	
Transports et communications	12 530	
Services	43 489	
Fournitures et matériel	1 231	
		321 990
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers*		107 479
		107 479
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS		**4 973 800**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
1	644 400	118 700	763 100	Bureau du commissaire	488 857
2	8 904 100	384 500	9 288 600	Gestion des situations d'urgence Ontario	9 171 785
4	24 828 500	228 400	25 056 900	Bureau du commissaire aux incendies	25 014 115
5	42 454 700	(4 733 000)	37 721 700	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario	37 496 280
	76 831 700	**(4 001 400)**	**72 830 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**72 171 037**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**0**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2609 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	
7	1 000	(1 000)	0	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations	0
L	153 900		153 900	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	154 737
	154 900	**(1 000)**	**153 900**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**154 737**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	575 000		575 000	Planification et gestion des situations d'urgence	565 301
	575 000		**575 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE**	**565 301**

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du commissaire (Poste 1)	
Traitements et salaires	373 125
Avantages sociaux	33 781
Transports et communications	27 609
Services	44 493
Fournitures et matériel	9 849
	488 857
Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 171 063
Avantages sociaux	789 122
Transports et communications	580 186
Services	1 447 772
Fournitures et matériel	183 642
	9 171 785
Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)	
Traitements et salaires	15 806 785
Avantages sociaux	2 453 901
Transports et communications	1 257 041
Services	2 764 664
Fournitures et matériel	2 131 724
Paiements de transfert	
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000
	25 014 115
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)	
Traitements et salaires	11 398 729
Avantages sociaux	1 158 017
Transports et communications	462 645
Services	21 678 965
Fournitures et matériel	927 924
Paiements de transfert	
Subventions pour les services judiciaires	1 870 000
	37 496 280
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**72 171 037**

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	154 737
	154 737
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**154 737**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Parc automobile et flotte de bateaux	565 301
	565 301
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	**565 301**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2610				**DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	3 251 600	370 900	3 622 500	Division des politiques et de la planification stratégique	3 530 755
	3 251 600	**370 900**	**3 622 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**3 530 755**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000	(1 000)	0	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000	**(1 000)**	**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE**	**0**

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est responsable de diriger diverses fonctions œuvrant à l'échelle du ministère, comme les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. Dans ce contexte, la Division coordonne également les politiques régissant les affaires autochtones au nom du ministère. De plus, elle est responsable de la planification stratégique ministérielle, de la gestion de projet, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 661 703
Avantages sociaux	413 290
Transports et communications	71 227
Services	359 474
Fournitures et matériel	25 061
	3 530 755
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	**3 530 755**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	17 545 947	16 275 401
Contrôle des armes à feu	6 150 000	6 150 373
Entente de placement dans un établissement pénitencier	5 279 844	5 775 955
Les services policiers des Premières nations	5 017 557	4 922 564
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	5 727 953
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	617 782	11 267
Programme conjoint de protection civile	81 570	685 512
Recouvrements	3 961	43 375 455
	38 146 661	82 924 480
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	273 320 976	245 021 293
Remaniement des services locaux	88 970 066	82 190 571
Acquittement – Compte Bell	4 721 235	4 823 050
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario	2 327 615	2 255 819
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire)	750 000	750 000
Casino Rama	0	100 000
Autres	1 923 326	4 607 973
	372 013 218	339 748 706
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	12 761 267	15 927 523
Frais pour chèques refusés	935	630
	12 762 202	15 928 153
AMENDES ET PÉNALITÉS	718	153
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations	3 094 755	236 320
Les Industries Trilcor	233 602	272 201
	3 328 357	508 521
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	192 160	346 166
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	977 593	2 610 892
DIVERS	4 917 143	4 514 557
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**432 338 052**	**446 581 628**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-312
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-313
- SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 2-315
- INFRASTRUCTURE 2-320
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-314, 2-319

ÉTAT DES RECETTES 2-322

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
11 977 482	Administration du ministère	13 206 314	10 351 720
3 905 297 767	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 006 796 700	3 992 910 632
3 917 275 249	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**4 020 003 014**	**4 003 262 352**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
66 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 101 000	0
66 000	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 101 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
66 403	Services à l'enfance et à la jeunesse	95 400	95 192
14 397 316	Infrastructure	20 183 200	13 453 065
14 463 719	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**20 278 600**	**13 548 357**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
143 683	Services à l'enfance et à la jeunesse	225 000	215 873
143 683	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**225 000**	**215 873**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
3701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	13 910 500	(768 200)	13 142 300	Administration du ministère	10 285 752
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	13 974 514	**(768 200)**	**13 206 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**10 351 720**

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques prioritaires du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances, du soutien relatif aux recherches et aux données et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		6 087 868
Avantages sociaux		748 100
Transports et communications		184 599
Services		3 164 091
Fournitures et matériel		101 094
		10 285 752
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)		
Traitements et salaires	1 549 927	
Avantages sociaux	160 235	
Transports et communications	72 178	
Services	102 322	
Fournitures et matériel	8 346	
		1 893 008
Services opérationnels		
Traitements et salaires	2 961 321	
Avantages sociaux	340 175	
Transports et communications	67 836	
Services	386 182	
Fournitures et matériel	42 064	
		3 797 578
Services juridiques		
Transports et communications	12 650	
Services	2 192 175	
Fournitures et matériel	7 792	
		2 212 617
Communications et marketing		
Traitements et salaires	1 080 990	
Avantages sociaux	165 220	
Transports et communications	31 935	
Services	135 099	
Fournitures et matériel	42 892	
		1 465 136
Ressources humaines		
Traitements et salaires	495 630	
Avantages sociaux	82 470	
Services	22 783	
		600 883
Services de vérification		
Services	325 530	
		325 530
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**10 351 720**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
3	307 523 100	(2 719 800)	304 803 300	Santé et développement des enfants	303 240 716
7	2 451 409 900	17 887 300	2 469 297 200	Enfants et jeunes à risque	2 459 362 153
5	301 780 500	(3 880 000)	297 900 500	Services spécialisés	296 369 088
8	935 935 900	(1 140 200)	934 795 700	Prestation ontarienne pour enfants	933 938 675
	3 996 649 400	**10 147 300**	**4 006 796 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**3 992 910 632**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	2 101 000		2 101 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
	2 101 000		**2 101 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
9	2 000		2 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	0
L	93 400		93 400	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	95 192
	95 400		**95 400**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**95 192**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
10	225 000		225 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	215 873
	225 000		**225 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**	**215 873**

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Santé et développement des enfants soutient les communautés de démonstration de Meilleur départ, les services d'identification et d'intervention précoces comme le Programme de services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le programme Bébés en santé, enfants en santé, et les programmes d'aide aux collectivités et aux familles. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la Protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les Services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, les services aux jeunes des quartiers aux besoins élevés (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les Services de justice pour la jeunesse à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les Services spécialisés regroupent les services aux enfants et aux jeunes atteints de troubles du spectre autistique, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des économies et à des possibilités sociales, éducatives et récréatives de manière à les préparer à la fin de la prise en charge.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et développement des enfants (Poste 3)		
Traitements et salaires		15 246 117
Avantages sociaux		2 233 822
Transports et communications		941 483
Services		2 553 823
Fournitures et matériel		466 659
Paiements de transfert		
Bébés en santé, enfants en santé	85 790 335	
Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance	196 008 477	
		281 798 812
		303 240 716
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)		
Traitements et salaires		191 448 270
Avantages sociaux		34 329 754
Transports et communications		5 143 124
Services		55 543 777
Fournitures et matériel		7 855 810
Paiements de transfert		
Services de protection de l'enfance	1 485 066 386	
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	30 628 694	
Santé mentale des enfants et des jeunes	482 889 675	
Services de justice pour la jeunesse	167 602 590	
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	37 725	
		2 166 225 070
		2 460 545 805
Moins : Recouvrements		1 183 652
		2 459 362 153

	$	$	$
Services de protection de l'enfance			
Traitements et salaires		11 133 054	
Avantages sociaux		1 596 592	
Transports et communications		1 085 113	
Services		6 103 342	
Fournitures et matériel		349 412	
Paiements de transfert			
Services de protection de l'enfance	1 485 066 386		
Fonds de renouvellement des services de protection de l'enfance	30 628 694		
		1 515 695 080	
		1 535 692 593	
Moins : Recouvrements		1 183 652	
			1 534 778 941
Santé mentale des enfants et des jeunes			
Traitements et salaires		49 413 797	
Avantages sociaux		8 945 994	
Transports et communications		810 713	
Services		10 671 437	
Fournitures et matériel		1 911 100	
Paiements de transfert			
Santé mentale des enfants et des jeunes		482 889 675	
			554 642 716
Services de justice pour la jeunesse			
Traitements et salaires		130 901 419	
Avantages sociaux		23 787 168	
Transports et communications		3 247 298	
Services		38 768 998	
Fournitures et matériel		5 595 298	
Paiements de transfert			
Services de justice pour la jeunesse	167 602 590		
Services de justice pour la jeunesse – Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	37 725		
		167 640 315	
			369 940 496

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Services spécialisés (Poste 5)		
Traitements et salaires		3 073 217
Avantages sociaux		369 803
Transports et communications		58 953
Services		298 483
Fournitures et matériel		338 670
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	110 831 759	
Autisme	181 398 203	
		292 229 962
		296 369 088
Services de traitement et de réadaptation pour enfants		
Paiements de transfert		
Services de traitement et de réadaptation pour enfants	110 831 759	
		110 831 759
Autisme		
Traitements et salaires	3 073 217	
Avantages sociaux	369 803	
Transports et communications	58 953	
Services	298 483	
Fournitures et matériel	338 670	
Paiements de transfert		
Autisme	181 398 203	
		185 537 329

	$	$
Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour enfants	919 000 000	
Subvention équivalent à la Prestation ontarienne pour enfants	14 938 675	
		933 938 675
		933 938 675
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		**3 992 910 632**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière* ..	95 192
	95 192
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	**95 192**

	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10)	
Parc automobile et flotte de bateaux	215 873
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	1 997 326
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	220 973
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	31 468 616
	33 902 788
Moins : Recouvrements	33 686 915
	215 873
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	**215 873**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
1	15 478 200	4 705 000	20 183 200	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	13 453 065
	15 478 200	**4 705 000**	**20 183 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE**	**13 453 065**

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux installations exploitées directement et aux organismes bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	9 379 972	
Subventions d'immobilisations	2 102 490	
Cessions immobilières	1 525 870	
		13 008 332
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		444 733
		13 453 065
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		**13 453 065**

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	117 927 995	116 198 567
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	66 560 215	64 908 755
Langue française	0	99 500
Autres	3 186	377 462
	184 491 396	181 584 284
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies	43 915	57 533
Adoption internationale	27 000	28 800
Maison pour groupe d'enfants	10 550	16 995
Droits d'adoption	4 600	4 400
Autres	414	1 345
	86 479	109 073
VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	4 596	3 367
	4 596	3 367
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	8 441 796	9 899 683
Frais de fonctionnement	405 123	228 902
Subventions	281 216	243 741
	9 128 135	10 372 326
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	7 064	5 344
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	70	349
Autres	7 949	1 353
	15 083	7 046
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**193 725 689**	**192 076 096**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-324

SERVICES AUX CONSOMMATEURS 2-325

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-326

ÉTAT DES RECETTES 2-327

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
18 369 154	Services aux consommateurs	20 384 014	19 326 892
18 369 154	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**20 384 014**	**19 326 892**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Services aux consommateurs	2 000	0
0	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 000**	**0**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Services aux consommateurs	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**1 000**	**0**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
6	20 318 000		20 318 000	Services aux consommateurs	19 260 924
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	20 384 014		**20 384 014**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**19 326 892**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000		1 000	Services aux consommateurs	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS**	**0**

Description du programme :

Ce programme soutient la protection des consommateurs et la sécurité publique en Ontario en veillant à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité, en modernisant le cadre réglementaire pour les entreprises et la protection des consommateurs et en préservant un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège la population ontarienne, inspire confiance et stimule la croissance économique.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 6)		
Traitements et salaires		10 853 917
Avantages sociaux		1 464 551
Transports et communications		538 368
Services		5 973 132
Fournitures et matériel		138 574
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux consommateurs		514 382
		19 482 924
Moins : Recouvrements		222 000
		19 260 924
Administration du ministère		
Traitements et salaires	2 551 142	
Avantages sociaux	370 539	
Transports et communications	104 990	
Services	3 329 394	
Fournitures et matériel	67 938	
		6 424 003
Services aux consommateurs		
Traitements et salaires	8 302 775	
Avantages sociaux	1 094 012	
Transports et communications	433 378	
Services	2 643 738	
Fournitures et matériel	70 636	
Paiements de transfert		
Subventions pour les services aux consommateurs	514 382	
	13 058 921	
Moins : Recouvrements	222 000	
		12 836 921
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS		**19 326 892**

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les cinémas	3 438 179	3 413 134
Paiements des organismes d'application	1 306 428	330 745
Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire	922 033	866 193
Loi sur les cimetières	889 885	874 150
Loi sur le contrôle des sports	750 964	32 117
Loi sur les agences de recouvrement	720 140	718 680
Loi sur les huissiers	67 310	17 250
Loi sur les renseignements concernant la consommateur	16 070	16 240
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	2 280	1 900
	8 113 289	6 270 409
AMENDES ET PÉNALITÉS	2500	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années – Services et locations	28 354	624 943
	28 354	624 943
DIVERS		
Autres	280	3 191
	280	3 191
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**8 144 423**	**6 898 543**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-330

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-331

AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 2-333

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 2-335

SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO 2-337

ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX 2-343

SERVICEONTARIO 2-345

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-332, 2-334, 2-341, 2-342, 2-346

ÉTAT DES RECETTES 2-347

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
29 115 709	Administration du ministère	47 182 714	33 203 406
1 376 890 912	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 631 675 700	1 619 827 351
124 905 747	Direction des ressources humaines	120 328 900	118 280 345
319 656 113	Services opérationnels de la FPO	310 313 100	299 467 778
5 708 204	Organismes, conseils, commissions et tribunaux	5 867 800	4 791 083
297 673 489	ServiceOntario	300 085 500	293 155 798
2 153 950 174	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**2 415 453 714**	**2 368 725 761**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
11 539 364	Services opérationnels de la FPO	15 241 400	14 537 271
11 539 364	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**15 241 400**	**14 537 271**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
1 322 215	Administration du ministère	3 523 500	3 522 455
23 680 455	Services opérationnels de la FPO	22 891 500	19 735 755
5 015 583	ServiceOntario	2 931 800	2 559 798
30 018 253	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**29 346 800**	**25 818 008**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
121 637 806	Services opérationnels de la FPO	239 762 500	168 363 291
7 525 855	ServiceOntario	18 065 400	15 559 218
129 163 661	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**257 828 900**	**183 922 509**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	67 223 800	(20 106 100)	47 117 700	Administration du ministère	33 124 137
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	969
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	0		0	Ministre sans salaire de portefeuille, *Loi sur le Conseil exécutif*	12 332
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
	67 288 814	**(20 106 100)**	**47 182 714**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**33 203 406**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	3 522 500		3 522 500	Administration du ministère	3 522 455
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	3 523 500		**3 523 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**3 522 455**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats. Le programme aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		16 409 452
Avantages sociaux		2 143 469
Transports et communications		442 518
Services		13 798 039
Fournitures et matériel		330 659
		33 124 137
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 829 403	
Avantages sociaux	188 259	
Transports et communications	45 798	
Services	208 015	
Fournitures et matériel	18 887	
		2 290 362
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	9 197 578	
Avantages sociaux	1 262 757	
Transports et communications	131 672	
Services	3 384 422	
Fournitures et matériel	92 159	
		14 068 588
Services juridiques		
Traitements et salaires	23 864	
Avantages sociaux	185	
Transports et communications	180 464	
Services	7 841 491	
Fournitures et matériel	122 660	
		8 168 664
Services de vérification		
Services	1 410 156	
		1 410 156
Services de communication		
Traitements et salaires	3 993 667	
Avantages sociaux	546 172	
Transports et communications	56 988	
Services	808 464	
Fournitures et matériel	94 527	
		5 499 818
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 364 940	
Avantages sociaux	146 096	
Transports et communications	27 596	
Services	145 491	
Fournitures et matériel	2 426	
		1 686 549
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		969
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
Ministre sans salaire de portefeuille, *Loi sur le Conseil exécutif*		12 332
		79 269
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**33 203 406**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère (Poste 4)		
Transports et communications		3 597
Services		3 518 858
		3 522 455
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**3 522 455**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1807 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)**	
1	796 910 300		796 910 300	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....	793 678 217
L	834 765 400		834 765 400	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent *Loi sur l'administration financière*.....	826 149 134
	1 631 675 700		**1 631 675 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....**	**1 619 827 351**

Description du programme :

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Le programme prend également en charge les changements des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	65 222 125	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires	5 042 599	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	215 662 250	
Régime de retraite des fonctionnaires	352 801 942	
Fonds de prestations des juges provinciaux	29 939 762	
Régime de pensions du Canada	156 444 354	
Assurance-emploi	68 531 750	
Assurance-vie collective	4 976 371	
Protection du revenu à long terme	79 479 424	
Impôt-santé des employeurs	105 830 266	
Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation	132 823 733	
Régime de soins dentaires	53 380 895	
Prestations aux employés retraités	131 968 520	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	97 753	
Avantages sociaux Association de la Police provinciale de l'Ontario	46 378 116	
Autres avantages sociaux	1 724 528	
		1 447 304 388
		1 447 304 388
Moins : Recouvrements		653 626 171
		793 678 217

	$	$
Crédits législatifs		
Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, *Loi sur l'administration financière*		
Avantages sociaux		
Indemnités légales de cessation d'emploi	63 437 500	
Absences et congés rémunérés	(13 796 774)	
Indemnisation des travailleurs (CSPAAT)	45 256 191	
Comptes des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires *	26 986 197	
Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario *	(14 349 811)	
Régime de retraite des fonctionnaires	168 094 009	
Fonds de prestations des juges provinciaux	(1 349 474)	
Assurance-vie collective *	26 459 917	
Protection du revenu à long terme	43 400 000	
Prestations aux employés retraités	462 031 008	
Régime de retraite complémentaire des juges de paix	1 902 724	
Autres avantages sociaux	18 095 646	
		826 149 134
		826 149 134
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)		**1 619 827 351**

* Les crédits découlent du rajustement de fin d'année en raison d'une nouvelle évaluation actuarielle, indiquant une augmentation plus faible de la dette non provisionnée que ce qui avait été prévu auparavant.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1808				**PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
8	113 204 500	238 000	113 442 500	RHOntario	111 923 504
9	1 000		1 000	Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail	0
10	4 306 300		4 306 300	Bureau de la diversité	3 896 425
11	2 414 100	165 000	2 579 100	Secrétariat des relations de travail	2 460 416
	119 925 900	**403 000**	**120 328 900**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**	**118 280 345**

Description du programme:

La Direction des ressources humaines soutient l'engagement du gouvernement d'être un chef de file mondial souple et novateur en service à la clientèle en le dotant d'un effectif qualifié et novateur. RHOntario fournit des services intégrés de RH et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels des ministères, et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne également les services de sécurité interne à la FPO. Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, à savoir être une organisation inclusive, diverse, équitable et accessible assurant un excellent service public et aidant tous ceux et celles qui en font partie à réaliser leur plein potentiel. En qualité de centre d'excellence, le Bureau dirige les efforts pour aider la FPO à se conformer à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO). Le Bureau est également chargé de fournir des programmes et des services stratégiques et innovateurs à l'échelle de la FPO afin d'aider les ministères à atteindre leurs objectifs en matière d'inclusion et d'accessibilité. Le Secrétariat des relations de travail a la capacité d'analyser les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives afin d'établir des stratégies globales et d'offrir des conseils et des avis concernant la négociation collective. Il assure également la surveillance et la prestation de conseils stratégiques sur les négociations collectives au sein de la FPO et du secteur parapublic.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
RHOntario (Poste 8)		
Traitements et salaires		69 120 081
Avantages sociaux		8 932 949
Transports et communications		1 815 365
Services		23 471 828
Fournitures et matériel		781 643
Paiements de transfert		
Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada		100 000
Autre opérations		
Autres	581 194	
Emplois d'été	9 396 567	
		9 977 761
		114 199 627
Moins : Recouvrements		2 276 123
		111 923 504
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 9)		
Services		34 052 790
		34 052 790
Moins : Recouvrements		34 052 790
		0

	$
Bureau de la diversité (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 560 146
Avantages sociaux	324 384
Transports et communications	65 032
Services	890 403
Fournitures et matériel	56 460
	3 896 425
Secrétariat des relations de travail (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 495 452
Avantages sociaux	150 663
Transports et communications	36 707
Services	744 199
Fournitures et matériel	33 395
	2 460 416
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	**118 280 345**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	
1	77 062 600	1 391 800	78 454 400	Information et technologie de l'information du gouvernement	77 733 397
5	159 122 400		159 122 400	Services communs de l'Ontario	158 445 201
7	20 944 700		20 944 700	Information, protection de la vie privée et archives publiques	18 416 193
11	1 673 600		1 673 600	Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario	1 572 926
15	46 342 000	(1 724 000)	44 618 000	Groupement des services pour la fonction publique	38 756 822
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	4 543 239
	310 645 300	**(332 200)**	**310 313 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**299 467 778**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	11 000 000		11 000 000	Information et technologie de l'information du gouvernement	11 000 000
6	1 000		1 000	Services opérationnels	0
22	4 240 400		4 240 400	Groupement des services pour la fonction publique	3 537 271
	15 241 400		**15 241 400**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**14 537 271**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	
3	11 547 600		11 547 600	Information et technologie de l'information du gouvernement	11 208 923
12	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario	0
8	4 038 600		4 038 600	Information, protection de la vie privée et archives publiques	3 846 335
21	1 000		1 000	Groupement des services pour la fonction publique	0
L	924 100		924 100	Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	924 100
L	3 375 200		3 375 200	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	790 104
L	3 003 000		3 003 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	2 966 293
	22 891 500		**22 891 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**19 735 755**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1811				**PROGRAMME DES SERVICES**	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				**OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	
13	65 436 100		65 436 100	Information et technologie de l'information du gouvernement	43 912 998
14	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario	0
23	174 324 400		174 324 400	Groupement des services pour la fonction publique	124 450 293
	239 762 500		**239 762 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO**	**168 363 291**

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la FPO. Tous les programmes de prestation des services s'attachent à transformer et améliorer les services gouvernementaux. Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership de la gestion de l'information et de la technologie de l'information au sein du gouvernement. Cela comprend les politiques, la mise en œuvre d'une infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario agissent en qualité de fournisseur de services aux programmes et aux employés du gouvernement pour les tâches administratives d'arrière-guichet et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Ils fournissent des conseils stratégiques et assure le contrôle financier et une prestation de services rentable dans le traitement des opérations financières, le traitement de la paie et des avantages sociaux, l'administration des avantages sociaux, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les services opérationnels de la FPO. Information, protection de la vie privée et archives publiques soutient de bonnes pratiques de conservation des documents dans tout le gouvernement et assume le leadership stratégique pour l'accès à l'information et la protection de la vie privée, la classification aux fins de sécurité de l'information et de protection de la vie privée ainsi que la propriété intellectuelle. La Division recueille, gère et préserve les documents d'archives de la province, encourage le public à consulter les documents historiques de l'Ontario et assure la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario. Le Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario, créé en septembre 2008, assure le leadership stratégique des efforts des ministères pour l'écologisation des activités gouvernementales. Il a pour mandat de veiller à ce que des mesures soient en place pour réduire l'empreinte carbone du gouvernement et d'autres incidences de ses activités sur l'environnement, pour faciliter l'établissement de pratiques opérationnelles durables et pour instaurer une culture organisationnelle écologique. Le Bureau dirige la mise en œuvre de la Stratégie d'écologisation de la FPO, une initiative pluriannuelle approuvée par le gouvernement qui engage ce dernier à l'égard d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet liées à ses activités et d'améliorations opérationnelles conformes aux objectifs plus généraux en matière d'émissions énoncés dans le Plan d'action de l'Ontario contre le changement climatique. Le Groupement des services pour la fonction publique (GSFP) fournit à ses clients un leadership et un soutien efficient pour l'amélioration des services gouvernementaux, et il collabore avec le programme d'TTI de la FPO pour rendre applicables les solutions sous-jacentes en technologie de l'information nécessaires à la modernisation par le MSG des opérations gouvernementales et à la prestation de services rentables aux clients internes de toute la FPO.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 1)		
Traitements et salaires		137 021 992
Avantages sociaux		17 495 761
Transports et communications		58 184 586
Services		218 369 261
Fournitures et matériel		17 469 684
		448 541 284
Moins : Recouvrements		370 807 887
		77 733 397
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		82 251 428
Avantages sociaux		11 721 198
Transports et communications		7 727 976
Services		74 623 428
Fournitures et matériel		1 264 716
		177 588 746
Moins : Recouvrements		19 143 545
		158 445 201
Services opérationnels		
Traitements et salaires	81 567 003	
Avantages sociaux	11 645 465	
Transports et communications	7 713 675	
Services	59 558 598	
Fournitures et matériel	1 259 296	
	161 744 037	
Moins : Recouvrements	18 700 958	
		143 043 079
Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière		
Traitements et salaires	684 425	
Avantages sociaux	75 733	
Transports et communications	14 301	
Services	15 064 830	
Fournitures et matériel	5 420	
	15 844 709	
Moins : Recouvrements	442 587	
		15 402 122
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		
Traitements et salaires		9 205 510
Avantages sociaux		1 355 612
Transports et communications		633 196
Services		11 993 560
Fournitures et matériel		347 914
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario		53 700
		23 589 492
Moins : Recouvrements		5 173 299
		18 416 193
Bureau du directeur général de l'information et de la protection de la vie privée		
Traitements et salaires	1 829 207	
Avantages sociaux	293 780	
Transports et communications	14 991	
Services	506 486	
Fournitures et matériel	13 218	
		2 657 682

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Archives publiques de l'Ontario		
Traitements et salaires	7 376 303	
Avantages sociaux	1 061 832	
Transports et communications	618 205	
Services	11 487 074	
Fournitures et matériel	334 696	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario	53 700	
	20 931 810	
Moins : Recouvrements	5 173 299	
		15 758 511
Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario (Poste 11)		
Traitements et salaires		1 105 506
Avantages sociaux		117 371
Transports et communications		17 683
Services		279 719
Fournitures et matériel		52 647
		1 572 926
Groupement des services pour la fonction publique (Poste 15)		
Traitements et salaires		39 049 860
Avantages sociaux		4 679 675
Transports et communications		469 137
Services		83 292 707
Fournitures et matériel		156 935
		127 648 314
Moins : Recouvrements		88 891 492
		38 756 822

	$
Crédits législatifs	
Services	
Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière*	4 543 239
	4 543 239
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	**299 467 778**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance	11 000 000
	11 000 000
Groupement des services pour la fonction publique (Poste 22)	
Dépôts et charges payées d'avance	3 537 271
	3 537 271
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	**14 537 271**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 3)		
Services	11 208 923	
	11 208 923	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)		
Services	3 846 335	
	3 846 335	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, *Loi sur l'administration financière*	31 897 572	
	31 897 572	
Moins : Recouvrements	30 973 472	
	924 100	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Services communs de l'Ontario, *Loi sur l'administration financière*	790 104	
	790 104	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		2 966 293
		2 966 293
TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO		**19 735 755**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13)		
Matériel de technologie de l'information		43 912 998
		43 912 998
Groupement des services pour la fonction publique (Poste 23)		
Matériel de technologie de l'information		6 261 250
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		118 189 043
		124 450 293
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO		**168 363 291**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1812 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX**	
2	3 269 600		3 269 600	Tribunal d'appel en matière de permis	2 699 143
4	1 226 600	296 800	1 523 400	Commission de révision de la publicité	1 152 392
5	1 074 800		1 074 800	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts	939 548
	5 571 000	**296 800**	**5 867 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX**	**4 791 083**

Description du programme:

Une variété d'organismes, de conseils et de commissions associés au MSG assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations : Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères. La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela contribue à garantir que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés. Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent des employés des ministères et des organismes publics ou des personnes nommées aux organismes publics. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision reçues de sous-ministres, de présidents d'organismes publics et d'autres personnes désignées relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 254 388
Avantages sociaux	207 431
Transports et communications	116 043
Services	1 396 069
Fournitures et matériel	26 240
	3 000 171
Moins : Recouvrements	301 028
	2 699 143
Commission de révision de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	502 077
Avantages sociaux	41 175
Transports et communications	16 350
Services	579 228
Fournitures et matériel	13 562
	1 152 392
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5)	
Traitements et salaires	580 849
Avantages sociaux	48 705
Transports et communications	10 321
Services	294 171
Fournitures et matériel	5 502
	939 548
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX	**4 791 083**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1814				**PROGRAMME SERVICEONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	270 363 000	5 958 800	276 321 800	ServiceOntario	275 301 946
4	18 461 700		18 461 700	Groupement des services gouvernementaux	17 795 148
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*	0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	58 704
	294 126 700	**5 958 800**	**300 085 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**293 155 798**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	2 001 000		2 001 000	ServiceOntario	1 999 966
5	1 000		1 000	Groupement des services gouvernementaux	0
L	928 800		928 800	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	559 832
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 931 800		**2 931 800**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**2 559 798**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	18 064 400		18 064 400	ServiceOntario	15 559 218
6	1 000		1 000	Groupement des services gouvernementaux	0
	18 065 400		**18 065 400**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO**	**15 559 218**

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour des transactions régulières et liées à l'information par les particuliers et les entreprises. ServiceOntario facilite pour les Ontariens et les Ontariennes l'obtention de services gouvernementaux en offrant du soutien en personne, au guichet ou depuis un kiosque, par la poste, par téléphone ou en ligne. ServiceOntario modernise son réseau de prestation de services afin d'améliorer l'accès au service et la qualité du service et de réduire les temps d'attente. Il intègre les services et regroupe les emplacements de manière à ce que davantage de gens puissent obtenir à un guichet unique des services de délivrance de permis, d'immatriculation et d'enregistrement. En harmonisation avec le programme de ServiceOntario et le programme organisationnel d'TTI, le Groupement des services gouvernementaux offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à ServiceOntario et aux partenaires des ministères dans la réalisation des principaux objectifs opérationnels ainsi que dans la modernisation des services gouvernementaux proposés directement au public au moyen d'applications en ligne.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
ServiceOntario (Poste 1)	
Traitements et salaires	123 214 673
Avantages sociaux	20 597 904
Transports et communications	13 767 328
Services	116 603 987
Fournitures et matériel	10 616 996
	284 800 888
Moins : Recouvrements	9 498 942
	275 301 946
Groupement des services gouvernementaux (Poste 4)	
Traitements et salaires	18 822 231
Avantages sociaux	2 206 971
Transports et communications	1 675 839
Services	55 418 163
Fournitures et matériel	91 092
	78 214 296
Moins : Recouvrements	60 419 148
	17 795 148
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	58 704
	58 704
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	**293 155 798**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 2)	
Services	1 999 966
	1 999 966
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement *Loi sur l'administration financière*	559 832
	559 832
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	**2 559 798**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 3)	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	1 454 431
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	142 638
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	13 962 149
	15 559 218
Groupement des services gouvernementaux (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	231 298
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	27 598
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	21 416 786
	21 675 682
Moins : Recouvrements	21 675 682
	0
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO	**15 559 218**

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	111 338	113 224
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 760 676	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les sûretés mobilières	38 967 050	38 527 713
Constitutions en société	28 850 183	24 448 689
Loi sur les statistiques de l'état civil	18 891 613	18 397 903
Loi sur les noms commerciaux	8 841 674	9 685 380
Loi sur le mariage	2 616 123	2 911 505
Loi sur le changement de nom	1 434 263	1 593 001
Loi sur les sociétés en commandite	480 740	461 927
Recherches, certificats et hypothèques	300 574	3 046 707
En dehors de la province	113 895	117 786
Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers	97 592	242 623
Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis	57 600	61 335
Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)	20 720	32 653
Déclarations annuelles obligatoires	10 300	12 410
Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie	2 633	6 379
Autres	1 164 635	1 102 733
	101 849 595	100 648 744
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – ventes	89 848	92 233
Ventes et locations – Autres	137 972	156 425
	227 820	248 658
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	1 828 331	21 792 496
	1 828 331	21 792 496
DIVERS		
Intérêt	2 509	1 571
Autres	3 264 324	3 611 531
	3 266 833	3 613 102
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**110 044 593**	**126 416 224**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-350

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-351

SERVICES AUX ADULTES 2-353

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-352, 2-355, 2-356

ÉTAT DES RECETTES 2-357

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
38 451 668	Administration du ministère	36 373 214	34 183 312
9 086 317 587	Services aux adultes	9 733 686 500	9 552 597 878
9 124 769 255	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**9 770 059 714**	**9 586 781 190**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
22 094 800	Services aux adultes	29 304 000	22 055 319
22 094 800	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**29 304 000**	**22 055 319**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
40 579 630	Services aux adultes	17 361 700	17 097 364
40 579 630	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**17 361 700**	**17 097 364**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
14 954 011	Services aux adultes	19 823 800	18 605 973
14 954 011	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**19 823 800**	**18 605 973**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	40 168 800	(3 859 600)	36 309 200	Administration du ministère	34 131 094
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	2 917
	40 232 814	**(3 859 600)**	**36 373 214**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**34 183 312**

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 179 349
Avantages sociaux		2 917 621
Transports et communications		741 437
Services		10 831 804
Fournitures et matériel		460 883
		34 131 094
Bureau de la direction		
Traitements et salaires	1 612 176	
Avantages sociaux	272 031	
Transports et communications	65 466	
Services	127 466	
Fournitures et matériel	9 325	
		2 086 464
Soutien aux activités		
Traitements et salaires	6 554 300	
Avantages sociaux	1 003 258	
Transports et communications	238 484	
Services	2 224 208	
Fournitures et matériel	146 534	
		10 166 784
Ressources humaines		
Traitements et salaires	1 377 849	
Avantages sociaux	415 922	
Transports et communications	63 298	
Services	70 989	
Fournitures et matériel	13 636	
		1 941 694
Services de communication		
Traitements et salaires	1 556 676	
Avantages sociaux	232 200	
Transports et communications	36 687	
Services	448 694	
Fournitures et matériel	24 065	
		2 298 322
Services juridiques		
Traitements et salaires	36 356	
Transports et communications	59 498	
Services	4 211 971	
Fournitures et matériel	73 992	
		4 381 817
Services de vérification		
Services	678 635	
		678 635
Services informatiques		
Traitements et salaires	8 041 992	
Avantages sociaux	994 210	
Transports et communications	278 004	
Services	3 069 841	
Fournitures et matériel	193 331	
		12 577 378
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		2 917
		52 218
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**34 183 312**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**AUX ADULTES**	
3	7 662 770 000		7 662 770 000	Soutien financier et soutien à l'emploi	7 509 206 369
4	281 085 700		281 085 700	Services sociaux aux adultes	272 752 160
6	1 695 897 200	(500 000)	1 695 397 200	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle	1 689 701 049
7	50 283 300	4 250 000	54 533 300	Bureau des obligations familiales	52 250 922
10	17 600 300		17 600 300	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario	14 483 762
L	22 300 000		22 300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	14 203 616
	9 729 936 500	**3 750 000**	**9 733 686 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**9 552 597 878**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
9	29 304 000		29 304 000	Services aux adultes	22 055 319
	29 304 000		**29 304 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**22 055 319**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	15 001 000	642 100	15 643 100	Services aux adultes	15 635 183
L	1 718 600		1 718 600	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	1 462 181
	16 719 600	**642 100**	**17 361 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**17 097 364**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
11	3 896 500		3 896 500	Services aux adultes	3 698 425
12	15 927 300		15 927 300	Bureau des obligations familiales	14 907 548
	19 823 800		**19 823 800**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES**	**18 605 973**

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin, les personnes handicapées notamment, peuvent accéder à des soutiens du revenu et de l'emploi qui les aident à progresser vers l'autonomie. Le Bureau des obligations familiales est un programme d'application de la loi qui travaille avec les personnes qui versent une pension alimentaire et celles qui en touchent une en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Ils desservent notamment les personnes ayant des déficiences intellectuelles et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale et les Autochtones (par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones). La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* en vue de parvenir pour la population ontarienne à l'accessibilité par l'élaboration et l'application de normes connexes, de moyens d'orientation et d'information du public, d'outils et de ressources pour la planification de l'accessibilité et l'établissement de programmes connexes.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		
Traitements et salaires		160 463 931
Avantages sociaux		25 990 913
Transports et communications		10 170 985
Services		71 518 289
Fournitures et matériel		2 220 232
Paiements de transfert		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien financier	3 794 767 353	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Soutien à l'emploi	41 585 374	
Programme Ontario au travail – Soutien financier	2 330 540 363	
Programme Ontario au travail – Soutien à l'emploi	172 770 284	
Programme de médicaments de l'Ontario	904 085 788	
		7 243 749 162
		7 514 113 512
Moins : Recouvrements		4 907 143
		7 509 206 369
Services sociaux aux adultes (Poste 4)		
Traitements et salaires		5 207 898
Avantages sociaux		741 596
Transports et communications		307 103
Services		490 984
Fournitures et matériel		83 270
Paiements de transfert		
Violence faite aux femmes	141 804 716	
Aide à l'intégration communautaire	103 955 061	
Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones	20 161 532	
		265 921 309
		272 752 160
Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Traitements et salaires		16 347 588
Avantages sociaux		5 960 064
Transports et communications		726 345
Services		6 477 890
Fournitures et matériel		123 209
Paiements de transfert		
Services en établissement	1 084 634 657	
Services de soutien	575 431 296	
		1 660 065 953
		1 689 701 049
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Traitements et salaires		27 921 930
Avantages sociaux		4 414 846
Transports et communications		2 374 502
Services		17 310 814
Fournitures et matériel		228 830
		52 250 922
Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires		5 671 444
Avantages sociaux		762 974
Transports et communications		210 397
Services		5 978 897
Fournitures et matériel		111 437
Paiements de transfert		
Partenariats stratégiques pour l'accessibilité		1 748 613
		14 483 762
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		14 203 616
		14 203 616
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**9 552 597 878**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services aux adultes (Poste 9)		
Avances et montants récupérables		
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière		22 055 319
		22 055 319
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**22 055 319**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 8)		
Paiements de transfert		
Subventions d'immobilisations	6 456 470	
Renouvellement des installations des partenaires	5 097 590	
		11 554 060
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		4 081 123
		15 635 183
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		1 462 181
		1 462 181
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**17 097 364**

	$	$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Services aux adultes (Poste 11)		
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		3 561 597
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		383 889
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		29 680 786
		33 626 272
Moins : Recouvrements		29 927 847
		3 698 425
Bureau des obligations familiales (Poste 12)		
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		2 712 513
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux		315 737
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		20 524 004
		23 552 254
Moins : Recouvrements		8 644 706
		14 907 548
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		**18 605 973**

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	85 481 240	84 162 168
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 738	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 415 635	2 415 899
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 858	1 013 704
Langue française	0	65 000
	127 131 471	125 862 509
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH	13 066 613	12 909 919
Remaniement des services locaux	0	236 457 828
	13 066 613	249 367 747
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 844 371	1 758 500
FOI – Droits	41 994	30 404
Frais pour chèques refusés	13 030	20 435
	1 899 395	1 809 339
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	0	5
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	14 471 719	8 985 382
Frais de fonctionnement	2 125 843	1 371 049
Subventions	838 203	810 508
	17 435 465	11 166 939
DIVERS		
Comptes de subrogation	2 233 547	1 917 052
Pénalités – intérêt	4 951	4 906
Intérêts bancaires	310	20
Indemnités de service judiciaire et de témoin	167	40
Autres	362 781	45 130
	2 601 756	1 967 148
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**162 135 000**	**390 173 687**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

- SOMMAIRE 2-360
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-361
- TOURISME 2-363
- IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES 2-365
- CULTURE 2-367
- FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO 2-369
- SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO 2-371
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-362

ÉTAT DES RECETTES 2-373

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
5 695 623	Administration du ministère	6 066 128	5 821 322
176 835 229	Tourisme	190 865 200	190 459 119
246 647 842	Culture	253 303 600	253 116 505
120 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 001 000	120 000 000
5 240 306	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	10 621 500	10 481 597
554 419 000	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**580 857 428**	**579 878 543**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
71 510 952	Immobilisations touristiques et culturelles	122 659 000	121 427 562
0	Culture	2 000	0
71 510 952	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**122 667 000**	**121 427 562**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Tourisme	1 000	0
0	Culture	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 000**	**0**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**DU MINISTÈRE**	
1	6 936 200	(998 100)	5 938 100	Administration du ministère	5 728 594
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	43 427
	7 064 228	**(998 100)**	**6 066 128**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**5 821 322**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 000		2 000	Administration du ministère	0
L	2 000		2 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	4 000		**4 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	2 000		2 000	Administration du ministère	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 274 078
Avantages sociaux		513 696
Transports et communications		119 272
Services		696 336
Fournitures et matériel		125 212
		5 728 594
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 027 349	
Avantages sociaux	224 464	
Transports et communications	73 690	
Services	263 327	
Fournitures et matériel	51 998	
		2 640 828
Services de communication		
Traitements et salaires	2 246 729	
Avantages sociaux	289 232	
Transports et communications	45 582	
Services	433 009	
Fournitures et matériel	73 214	
		3 087 766
Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		43 427
		92 728
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**5 821 322**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TOURISME**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	171 861 900	19 003 300	190 865 200	Tourisme	190 459 119
	171 861 900	**19 003 300**	**190 865 200**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME**	**190 459 119**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Tourisme	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Tourisme	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU TOURISME**	**0**

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui soutient directement le plan gouvernemental Ontario ouvert sur le monde.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement touristique et offre des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de huit attractions et organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires		11 763 821
Avantages sociaux		1 583 845
Transports et communications		458 041
Services		6 686 490
Fournitures et matériel		1 041 722
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	19 927 605	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	19 576 420	
Subventions pour les régions touristiques	64 476 078	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	47 927 600	
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 271 400	
Société d'exploitation de la Place Ontario	10 930 097	
		170 109 200
		191 616 119
Moins: Recouvrements		1 157 000
		190 459 119
Politiques et développement du tourisme		
Traitements et salaires	5 407 129	
Avantages sociaux	682 826	
Transports et communications	228 829	
Services	2 285 097	
Fournitures et matériel	129 169	
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	19 927 605	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals	19 576 420	
Subventions pour les régions touristiques	64 476 078	
	112 713 153	
Moins : Recouvrements	1 157 000	
		111 556 153
Marketing touristique		
Paiements de transfert		
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique	47 927 600	
		47 927 600
Planification et activités touristiques		
Traitements et salaires	6 356 692	
Avantages sociaux	901 019	
Transports et communications	229 212	
Services	4 401 393	
Fournitures et matériel	885 553	
Paiements de transfert		
Commission des parcs du Saint-Laurent	7 271 400	
Société d'exploitation de la Place Ontario	10 930 097	
		30 975 366
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME		**190 459 119**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS**	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**TOURISTIQUES ET CULTURELLES**	
1	115 279 000	7 380 000	122 659 000	Immobilisations touristiques et culturelles	121 427 562
	115 279 000	**7 380 000**	**122 659 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....**	**121 427 562**

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle.

Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentielles et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs.

Le ministère gère également les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure dans le cadre du programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative provinciale consacrée à l'infrastructure dotée d'un budget de 300 millions de dollars - ainsi que les investissements ponctuels sur un exercice dans les immobilisations.

Le ministère gère également et exécute le programme d'Infrastructures de loisirs Canada (ILC) en Ontario - un programme fédéral-provincial doté d'un budget de 390 millions de dollars qui vise à stimuler l'économie de manière ciblée et opportune par des investissements dans l'infrastructure récréative existante.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		5 962 025
Fournitures et matériel		808 265
Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario	75 665	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	11 996 000	
Réparations et rénovations des organismes culturels	15 000 000	
Subventions pour le tourisme	39 097 778	
Subventions pour le tourisme – contribution fédérale	647 778	
Subventions pour la culture	46 952 826	
Subventions pour la culture – contribution fédérale	887 225	
		114 657 272
		121 427 562
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES		**121 427 562**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3805				**PROGRAMME DE LA CULTURE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	250 924 400	2 379 200	253 303 600	Culture	253 116 505
	250 924 400	**2 379 200**	**252 303 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**253 116 505**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA CULTURE**	**0**

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 603 412
Avantages sociaux		1 276 654
Transports et communications		219 054
Services		2 648 014
Fournitures et matériel		105 040
Paiements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	24 667 418	
Soutien au secteur du patrimoine	7 811 270	
Soutien au secteur des bibliothèques	24 895 206	
Soutien aux organismes culturels	2 077 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	24 682 500	
Collection McMichael d'art canadien	3 140 800	
Conseil des arts de l'Ontario	59 937 400	
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario	25 750 300	
Fonds du patrimoine ontarien	4 105 400	
Centre des sciences de l'Ontario	19 383 100	
Jardins botaniques royaux	3 798 500	
Musée royal de l'Ontario	24 467 800	
Science Nord	6 806 300	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Sud	2 694 600	
Services des bibliothèques de l'Ontario – Nord	1 505 471	
Soutien aux communautés culturelles	2 254 766	
Soutien au secteur des industries culturelles	2 286 500	
		240 264 331
		253 116 505
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA CULTURE		**253 116 505**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3806				**PROGRAMME DE LA FONDATION**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**TRILLIUM DE L'ONTARIO**	
1	120 001 000		120 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 000 000
	120 001 000		**120 001 000**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO**	**120 000 000**

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario	120 000 000
	120 000 000
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	**120 000 000**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
3807				**PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	4 841 100	5 780 400	10 621 500	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	10 481 597
	4 841 100	**5 780 400**	**10 621 500**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO**	**10 481 597**

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 374 982
Avantages sociaux	312 475
Transports et communications	49 223
Services	592 081
Fournitures et matériel	45 082
Paiements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	7 107 754
	10 481 597
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	**10 481 597**

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral	1 537 507	11 233 810
Initiative des endroits historiques	0	(12 168)
	1 537 507	11 221 642
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	107	94
	107	94
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia	626 844	600 674
Vieux Fort William	517 091	463 808
Jeux olympiques de 2010 à Vancouver	0	403 073
Autres	1 508	1 150
	1 145 442	1 468 705
AMENDES ET PÉNALITÉS	968	0
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	42 135	36 484
	42 135	36 484
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 425 355	641 428
	2 425 355	641 428
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	67	42
	67	42
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**5 151 581**	**13 368 395**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-377
POLITIQUES ET PLANIFICATION 2-380
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE 2-382
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES 2-385
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS 2-390
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-378, 2-379, 2-384, 2-388

ÉTAT DES RECETTES 2-392

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
42 846 634	Administration du ministère	39 939 314	38 733 357
435 442 670	Politiques et planification	460 521 300	442 662 022
102 255 065	Sécurité des usagers de la route	98 358 700	96 961 629
391 295 641	Gestion des routes provinciales	387 216 800	383 740 461
70 690 855	Groupement du travail et des transports	71 525 100	70 665 314
1 042 530 865	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**1 057 561 214**	**1 032 762 783**
	ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**5 000**	**0**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
2 867 622	Administration du ministère	4 259 700	4 034 431
1 362 435 217	Politiques et planification	2 034 940 600	2 001 649 018
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
566 190 376	Gestion des routes provinciales	607 953 200	590 484 367
1 931 493 215	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 647 154 500**	**2 596 167 816**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
8 994 540	Administration du ministère	7 836 000	7 634 088
3 888 075	Sécurité des usagers de la route	5 449 500	216 555
1 942 584 907	Gestion des routes provinciales	2 124 089 600	1 716 503 697
1 955 467 522	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**2 137 375 100**	**1 724 354 340**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	39 289 300	585 000	39 874 300	Soutien opérationnel	38 667 389
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	39 354 314	**585 000**	**39 939 314**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**38 733 357**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	1 000 000	300 000	1 300 000	Administration du ministère	1 087 079
L	2 959 700		2 959 700	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 947 352
	3 959 700	**300 000**	**4 259 700**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**4 034 431**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	7 436 000	400 000	7 836 000	Administration du ministère	7 634 088
	7 436 000	**400 000**	**7 836 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**7 634 088**

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : gestion et planification des ressources, contrôle financier, approvisionnement, service à la clientèle, planification de l'accessibilité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Soutien opérationnel (Poste 1)		
Traitements et salaires		15 371 021
Avantages sociaux		1 876 430
Transports et communications		586 842
Services		28 728 008
Fournitures et matériel		6 909 098
		53 471 399
Moins : Recouvrements		14 804 010
		38 667 389
Bureau principal		
Traitements et salaires	1 288 593	
Avantages sociaux	123 543	
Transports et communications	44 955	
Services	42 743	
Fournitures et matériel	8 552	
		1 508 386
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	4 230 134	
Avantages sociaux	496 533	
Transports et communications	88 743	
Services	1 049 066	
Fournitures et matériel	36 951	
		5 901 427
Installations et services opérationnels		
Traitements et salaires	4 403 007	
Avantages sociaux	600 101	
Transports et communications	327 617	
Services	22 845 415	
Fournitures et matériel	6 761 879	
	34 938 019	
Moins : Recouvrements	14 804 010	
		20 134 009
Services de communication		
Traitements et salaires	3 216 114	
Avantages sociaux	402 695	
Transports et communications	60 000	
Services	879 988	
Fournitures et matériel	18 613	
		4 577 410
Ressources humaines		
Traitements et salaires	2 233 173	
Avantages sociaux	253 558	
Transports et communications	35 457	
Services	20 009	
Fournitures et matériel	24 096	
		2 566 293
Services de vérification		
Services	1 455 574	
		1 455 574
Services juridiques		
Transports et communications	30 070	
Services	2 435 213	
Fournitures et matériel	59 007	
		2 524 290
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		16 667
		65 968
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**38 733 357**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Services	1 004 229
Autres opérations	82 850
	1 087 079
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	2 947 352
	2 947 352
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**4 034 431**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux	6 534 088
Améliorations locatives	1 100 000
	7 634 088
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	**7 634 088**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	
1	30 022 400		30 022 400	Politiques et planification	25 429 449
2	436 297 900	(5 800 000)	430 497 900	Transports urbains et régionaux	417 232 573
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	466 321 300	**(5 800 000)**	**460 521 300**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**442 662 022**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**0**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	2 034 940 600		2 034 940 600	Transports urbains et régionaux	2 001 649 018
	2 034 940 600		**2 034 940 600**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION**	**2 001 649 018**

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification surveille les intérêts stratégiques à long terme de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal efficient et durable dans toute la province.

En consultation avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour les réseaux de transport multimodaux et contribue à l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne comptables devant le ministre des Transports, comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines essentiels d'intérêt commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et planification (Poste 1)		
Traitements et salaires		13 570 728
Avantages sociaux		1 723 471
Transports et communications		348 979
Services		9 597 136
Fournitures et matériel		189 135
		25 429 449
Direction des politiques de transport en commun		
Traitements et salaires	2 759 167	
Avantages sociaux	390 550	
Transports et communications	66 881	
Services	477 057	
Fournitures et matériel	40 823	
		3 734 478
Direction des politiques du transport		
Traitements et salaires	3 496 447	
Avantages sociaux	411 875	
Transports et communications	63 852	
Services	1 112 531	
Fournitures et matériel	56 261	
		5 140 966
Direction des politiques stratégiques et de l'économie des transports		
Traitements et salaires	2 655 273	
Avantages sociaux	372 261	
Transports et communications	55 012	
Services	395 649	
Fournitures et matériel	25 656	
		3 503 851
Direction de la planification des transports		
Traitements et salaires	4 659 841	
Avantages sociaux	548 785	
Transports et communications	163 234	
Services	7 611 899	
Fournitures et matériel	66 395	
		13 050 154
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Affectation de la taxe municipale sur l'essence	315 784 309	
PRESTO – coûts de fonctionnement	19 588 043	
Programme d'encouragement à l'achat de véhicules électriques	1 770 011	
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	80 090 210	
		417 232 573
		417 232 573
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION		**442 662 022**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Paiements de transfert		
Transports en commun		2 001 346 211
Infrastructure municipale relative à la navigation		302 807
		2 001 649 018
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION		**2 001 649 018**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	95 658 700	2 400 000	98 058 700	Sécurité des usagers de la route	96 661 629
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	300 000
	95 958 700	**2 400 000**	**98 358 700**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**96 961 629**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2703 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	5 449 500		5 449 500	Sécurité des usagers de la route	216 555
	5 449 500		**5 449 500**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**216 555**

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation grâce au comportement des conducteurs et à la sécurité des véhicules.

L'Ontario est un chef de file comme l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord. Les programmes de sécurité routière du ministère des Transports collaborent activement à des projets (qu'ils dirigent dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes de sécurité applicables aux véhicules commerciaux, favoriser la sensibilisation du public en matière de sécurité routière. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$		$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**ACTIF D'IMMOBILISATIONS**	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Traitements et salaires	62 787 025		
Avantages sociaux	9 801 825	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	6 815 430
Transports et communications	1 912 052	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	801 403
Services	30 102 323	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	19 688 034
Fournitures et matériel	1 166 306		27 304 867
Paiements de transfert		Moins : Recouvrements	27 088 312
Subventions pour la sécurité publique	199 168		216 555
	105 968 699		
Moins : Recouvrements	9 307 070	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE**	**216 555**
	96 661 629		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	300 000		
	300 000		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	**96 961 629**		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	385 815 800	1 400 000	387 215 800	Opérations et entretien	383 740 461
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	385 816 800	**1 400 000**	**387 216 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**383 740 461**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**0**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés – Prévisions	Crédits autorisés – par le Conseil	Crédits autorisés – Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	
2	40 956 100	8 849 000	49 805 100	Génie des transports et construction	33 626 284
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours	0
L	558 147 100		558 147 100	Amortissement, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*	556 858 083
	599 104 200	**8 849 000**	**607 953 200**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**590 484 367**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
3	2 124 489 600	(400 000)	2 124 089 600	Infrastructure de transport – actifs	1 716 503 697
	2 124 489 600	**(400 000)**	**2 124 089 600**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES**	**1 716 503 697**

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les investissements dans l'infrastructure routière.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Il réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour l'ensemble des routes et des ouvrages d'art de la province. Le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ouvrages d'art.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Opérations et entretien (Poste 1)			
Traitements et salaires			79 932 738
Avantages sociaux			14 728 882
Transports et communications			4 482 580
Services			283 498 022
Fournitures et matériel			36 795 135
Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 192 471		
Traversiers municipaux	3 310 851		
Impôts sur les propriétés provinciales louées	1 483 199		
		8 986 521	
			428 423 878
Moins : Recouvrements			44 683 417
			383 740 461
Exploitation et entretien des routes			
Traitements et salaires	76 958 152		
Avantages sociaux	14 350 549		
Transports et communications	3 898 052		
Services	282 349 321		
Fournitures et matériel	35 201 975		
Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités	4 192 471		
Traversiers municipaux	3 310 851		
Impôts sur les propriétés provinciales louées	1 483 199		
	8 986 521		
	421 744 570		
Moins : Recouvrements	44 502 645		
			377 241 925
Transport aérien dans les régions éloignées			
Traitements et salaires		2 974 586	
Avantages sociaux		378 333	
Transports et communications		584 528	
Services		1 148 701	
Fournitures et matériel		1 593 160	
		6 679 308	
Moins : Recouvrements		180 772	
			6 498 536
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES			**383 740 461**

	$	$	$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Génie des transports et construction (Poste 2)			
Traitements et salaires			1 471 925
Avantages sociaux			164 268
Transports et communications			475 542
Services			15 507 077
Fournitures et matériel			3 119 343
Paiements de transfert			
Liaisons interprovinciales de transport – rivière des Outaouais		606 097	
Fonds de transition		5 525 415	
Premières nations		2 997 904	
Évaluation environnementale relative à la route 17 de Prescott-Russel		2 500 000	
Élargissement et réfection de Walker Road		1 258 713	
			12 888 129
			33 626 284
Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes			
Paiements de transfert			
Liaisons interprovinciales de transport – rivière des Outaouais	606 097		
Fonds de transition	5 525 415		
Premières nations	2 997 904		
Évaluation environnementale relative à la route 17 de Prescott-Russel	2 500 000		
Élargissement et réfection de Walker Road	1 258 713		
		12 888 129	
			12 888 129

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
Transport aérien dans les régions éloignées		
Transports et communications	346 671	
Services	427 711	
Fournitures et matériel	2 972 082	
		3 746 464
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	1 471 925	
Avantages sociaux	164 268	
Transports et communications	128 871	
Services	15 079 366	
Fournitures et matériel	147 261	
		16 991 691
Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Traitements et salaires		72 295 398
Avantages sociaux		11 120 457
Transports et communications		1 963 845
Services		11 962 667
Fournitures et matériel		824 320
		98 166 687
Moins : Recouvrements		98 166 687
		0
Travaux routiers en cours		
Traitements et salaires	70 751 253	
Avantages sociaux	10 934 390	
Transports et communications	1 955 144	
Services	11 942 756	
Fournitures et matériel	822 518	
	96 406 061	
Moins : Recouvrements	96 406 061	
		0
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor		
Traitements et salaires	1 544 145	
Avantages sociaux	186 067	
Transports et communications	8 701	
Services	19 911	
Fournitures et matériel	1 802	
	1 760 626	
Moins : Recouvrements	1 760 626	
		0
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissements, Génie et construction, *Loi sur l'administration financière*		556 858 083
		556 858 083
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES		**590 484 367**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
Parc automobile et flotte de bateaux		1 584 377
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		2 345 627 703
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		5 479 886
		2 352 691 966
Moins : Recouvrements		636 188 269
		1 716 503 697

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$	$
Infrastructure de transport – actifs			
Parc automobile et flotte de bateaux	1 584 377		
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations	2 144 242 296		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	5 479 886		
		2 151 306 559	
Moins : Recouvrements		636 188 269	
			1 515 118 290
Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor			
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations		201 385 407	
			201 385 407
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES			**1 716 503 697**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	69 526 800	1 899 800	71 426 600	Services d'information et de technologie de l'information	70 639 181
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères	26 133
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	0
	69 625 300	**1 899 800**	**71 525 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**70 665 314**
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS**	**0**

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en soutenant la gestion efficace des ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à les optimiser et il aide les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public. En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement aide à améliorer la prestation des programmes, à générer de nouveaux débouchés et à améliorer le service à la clientèle.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	26 209 595
Avantages sociaux	3 651 687
Transports et communications	2 543 522
Services	37 806 903
Fournitures et matériel	427 474
	70 639 181
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 230 017
Avantages sociaux	365 816
Transports et communications	56 638
Services	3 538 090
Fournitures et matériel	10 603
	6 201 164
Moins : Recouvrements	6 175 031
	26 133
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	**70 665 314**

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	11 978 400	30 536 786
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 145	6 717 065
Fonds Chantiers Canada	5 053 285	2 338 254
Code nationale de sécurité	3 444 846	0
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 420 680	0
Validations des véhicules de défense	1 836 321	1 296 178
Partenariat du millénaire *	(673 080)	(549 000)
Autres	2 646 290	2 741 954
	33 426 887	43 081 237
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	28 011	913
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 074 728 133	1 080 399 896
Frais pour chèques refusés	182 899	228 306
Autres	6 426 804	4 083 765
	1 081 337 836	1 084 711 967
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	3 359 698	3 675 305
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	6 688 569	9 134 803
Ventres et locations – Immobilisations	1 432 027	7 494 383
	8 120 596	16 629 186
REDEVANCES	170	439
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements des cotisations de tierce partie	5 464 005	5 387 490
Recouvrements de dépenses des années précédentes	25 889 919	17 697 978
	31 353 924	23 085 468
DIVERS		
Pénalités – intérêt	39 893	299 317
Autres	146 179	186 177
	186 072	485 494
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**1 157 813 194**	**1 171 670 009**

* Revenu accumulé provenant du Partenariat du millénaire plus élevé qu'il aurait dû l'être pour l'exercice précédent.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-395
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 2-397
RELATIONS DE TRAVAIL 2-399
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 2-401
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI 2-403
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-396, 2-402

ÉTAT DES RECETTES 2-405

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012 Crédits autorisés	2011 – 2012 Dépenses réelles
$		$	$
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
22 190 492	Administration du ministère	22 679 114	22 226 331
3 582 623	Commission de l'équité salariale	3 751 100	3 691 395
21 923 065	Relations de travail	23 688 800	22 831 903
85 166 702	Santé et sécurité au travail	86 353 600	84 360 113
39 031 685	Droits et responsabilités en matière d'emploi	38 111 600	36 381 268
171 894 567	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE**	**174 584 214**	**169 491 010**
	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	2 000	0
34 752	Santé et sécurité au travail	448 500	361 905
34 752	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**450 500**	**361 905**
	ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
0	Administration du ministère	1 000	0
2 217 178	Santé et sécurité au travail	4 611 400	4 409 152
2 217 178	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE**	**4 612 400**	**4 409 152**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	22 681 100	(89 200)	22 591 900	Administration du ministère	22 139 225
L	47 841	1 500	49 341	Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	49 301
L	16 173	7 100	23 273	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*	23 241
L	1 000	13 600	14 600	Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*	14 564
	22 746 114	**(67 000)**	**22 679 114**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**22 226 331**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	1 000		1 000	Administration du ministère	0
L	1 000		1 000	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	0
	2 000		**2 000**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
2	1 000		1 000	Administration du ministère	0
	1 000		**1 000**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	**0**

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 521 293
Avantages sociaux		1 042 669
Transports et communications		585 155
Services		11 841 905
Fournitures et matériel		148 203
		22 139 225
Bureau principal		
Traitements et salaires	2 932 044	
Avantages sociaux	341 642	
Transports et communications	82 749	
Services	1 662 171	
Fournitures et matériel	23 810	
		5 042 416
Services financiers et administratifs		
Traitements et salaires	1 633 529	
Avantages sociaux	195 043	
Transports et communications	29 028	
Services	514 909	
Fournitures et matériel	14 127	
		2 386 636
Direction de l'efficacité organisationnelle		
Traitements et salaires	928 040	
Avantages sociaux	100 112	
Transports et communications	18 600	
Services	175 848	
Fournitures et matériel	9 143	
		1 231 743
Services de communication		
Traitements et salaires	3 027 680	
Avantages sociaux	405 872	
Transports et communications	119 109	
Services	282 601	
Fournitures et matériel	19 010	
		3 854 272
Services juridiques		
Transports et communications	335 669	
Services	7 087 752	
Fournitures et matériel	82 113	
		7 505 534
Services de vérification		
Services	252 100	
		252 100
Systèmes informatiques		
Services	1 866 524	
		1 866 524
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*		23 241
Autre opérations		
Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*		14 564
		87 106
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		**22 226 331**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602 **CHARGES DE FONCTIONNEMENT**				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	3 550 500	(340 000)	3 210 500	Bureau de l'équité salariale	3 163 474
2	775 600	(235 000)	540 600	Tribunal de l'équité salariale	527 921
	4 326 100	**(575 000)**	**3 751 100**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	**3 691 395**

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale de l'Ontario*, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Par ailleurs, le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 391 293	
Avantages sociaux	251 761	
Transports et communications	61 429	
Services	444 265	
Fournitures et matériel	14 726	
	3 163 474	
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)		
Traitements et salaires	421 870	
Avantages sociaux	37 854	
Transports et communications	5 711	
Services	62 486	
	527 921	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	**3 691 395**	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil	Crédits autorisés — Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1603				**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 896 600	562 000	13 458 600	Commission des relations de travail de l'Ontario	13 184 414
2	1 476 800		1 476 800	Commission de règlement des griefs	1 244 064
3	8 563 400	190 000	8 753 400	Services de règlement des différends	8 403 425
	22 936 800	**752 000**	**23 688 800**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL**	**22 831 903**

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	8 346 173
Avantages sociaux	995 308
Transports et communications	397 623
Services	3 373 041
Fournitures et matériel	72 269
	13 184 414
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	413 639
Avantages sociaux	54 227
Transports et communications	140 045
Services	1 657 285
Fournitures et matériel	15 929
	2 281 125
Moins : Recouvrements	1 037 061
	1 244 064
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 624 938
Avantages sociaux	667 375
Transports et communications	573 063
Services	1 711 078
Fournitures et matériel	53 538
	8 629 992
Moins : Recouvrements	226 567
	8 403 425
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	**22 831 903**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	par le Conseil	Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1604				**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	86 350 600		86 350 600	Santé et sécurité au travail	84 359 813
2	1 000		1 000	Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail	100
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs	100
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs	100
	86 353 600		**86 353 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**84 360 113**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail	0
L	447 500		447 500	Amortissement – *Loi sur l'administration financière*	361 905
	448 500		**448 500**	**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**361 905**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS					
5	4 611 400		4 611 400	Santé et sécurité au travail	4 409 152
	4 611 400		**4 611 400**	**TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	**4 409 152**

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies liées au lieu de travail.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, et il les représente devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		
Traitements et salaires		58 594 032
Avantages sociaux		8 011 990
Transports et communications		3 245 295
Services		12 363 158
Fournitures et matériel		1 855 338
Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada	40 000	
Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité	250 000	
		290 000
		84 359 813
Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		
Traitements et salaires		505 200
Avantages sociaux		75 900
Transports et communications		8 200
Services		5 600
Fournitures et matériel		10 400
		605 300
Moins : Recouvrements		605 200
		100
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)		
Traitements et salaires		7 256 793
Avantages sociaux		2 018 313
Transports et communications		260 302
Services		1 396 687
Fournitures et matériel		94 276
		11 026 371
Moins : Recouvrements		11 026 271
		100
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Traitements et salaires		2 333 489
Avantages sociaux		613 949
Transports et communications		114 210
Services		274 707
Fournitures et matériel		52 188
		3 388 543
Moins : Recouvrements		3 388 443
		100
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**84 360 113**
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – *Loi sur l'administration financière*		367 151
Moins : Recouvrements		5 246
		361 905
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**361 905**
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Santé et sécurité au travail (Poste 5)		
Parc automobile et flotte de bateaux		4 409 152
		4 409 152
TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		**4 409 152**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil	Crédits autorisés: Total		Dépenses réelles
	$	$	$		$
1605				**PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	38 221 600	(110 000)	38 111 600	Normes d'emploi	36 381 268
	38 221 600	**(110 000)**	**38 111 600**	**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI**	**36 381 268**

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	23 060 226
Avantages sociaux	3 389 806
Transports et communications	1 085 606
Services	8 685 026
Fournitures et matériel	206 707
	36 427 371
Moins : Recouvrements	46 103
	36 381 268
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	**36 381 268**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	10 672	13 671
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Loi sur la santé et la sécurité au travail	91 888 859	92 242 364
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 087 074	1 097 523
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	167 620	188 165
Programme de protection des salaires des employés	157	6 591
	93 143 710	93 534 643
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	399 128	436 370
Demande de renseignements – *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.	5 814	11 207
Droits liés à l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.	4 660	3 685
Programme de perfectionnement des arbitres	105	509
	409 707	451 771
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	414 954	393 889
Amendes et pénalités – Amendes administratives	332 991	337 675
Pénalité monétaire	20 544	19 914
	768 489	751 478
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements	23 372	28 049
Publications, imprimés, photocopies etc.	71 978	26 158
Véhicules	3 212	0
	98 562	54 207
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 802	125
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction	528 387	470 625
Amortissement des apports en capital reportés – CSPAAT	354 750	34 752
Intérêts bancaires	0	2 775
Autres	9 826	163 025
	892 963	671 177
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	**95 325 905**	**95 477 072**

Section 3

Annexes – Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-38 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP800	4,51	4 avril 2041	266 427 000
CPP801	4,56	11 avril 2041	3 200 000
CPP802	4,52	2 mai 2041	249 283 000
CPP803	4,53	9 mai 2041	30 000 000
CPP804	4,49	10 mai 2041	4 821 000
CPP805	4,35	3 juin 2041	186 111 000
CPP806	4,36	3 juin 2039	92 700 000
CPP807	4,35	6 juin 2035	32 000 000
CPP808	4,35	10 juin 2041	4 476 000
CPP809	4,23	4 juillet 2041	192 728 000
CPP810	4,35	11 juillet 2041	17 133 000
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			1 078 879 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : Escompte amorti sur les obligations à coupon zéro pour l'exercice terminé le 31 mars 2012.			34 415 865
OIIC139	2,501	juillet 26 2016	4 400 082
OIIC140	2,144	août 25 2016	1 868 018
OIIC141	1,917	septembre 26 2016	3 109 264
OIIC142	2,057	octobre 25 2016	3 833 322
			13 210 686
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS			1 126 505 551

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN209	TCAB 3 M + 0,125	12 avril 2016	1 090 000 000
DMTN210	TCAB 3 M + 0,18	27 juin 2016	1 000 000 000
DMTN211	TCAB 3 M + 0,15	14 septembre 2016	1 050 000 000
DMTN213	1,90	8 septembre 2017	3 250 000 000
DMTN195	4,40	2 juin 2019	1 000 000 000
DMTN207	4,00	2 juin 2021	7 415 000 000
DMTN212	3,15	2 juin 2022	4 500 000 000
DMTN204	4,65	2 juin 2041	5 368 000 000
DMTN214	3,50	2 juin 2043	2 100 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2014 - 21 juin 2021	567 638 800
AUGMENTATION DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS			27 340 638 800
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			28 467 144 351
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
AUD2	6,25	29 septembre 2020	225 000 000
			225 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03856 $			233 676 360
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES			
EMTN106	3,25	11 juin 2015	250 000 000
EMTN108	3,375	20 janvier 2016	250 000 000
			500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17932 $			89 658 810

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G54	2,30	10 mai 2016	3 000 000 000
G56	1,60	21 septembre 2016	2 000 000 000
G55	3,00	16 juillet 2018	1 000 000 000
			6 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,97412 $			5 844 707 500
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS			
USMTN1	TIOL 3 M + 0,15	1er avril 2015	350 000 000
Effets de commerce américains	Divers	29 avril 2011 - 28 septembre 2012	1 386 500 000
			1 736 500 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,04156 $			1 808 662 290

TITRES ÉMIS – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			7 976 704 960
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			233 201 136
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) - Obligations à rendement réel			49 788 000
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE			**36 726 838 447**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			(117 419 575)
TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			36 609 418 872
Titres émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			338 473 554
TOTAL - TITRES ÉMIS			**36 947 892 426**

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP	9,81 - 10,04	4 avril 2011 – 4 juillet 2011	987 249 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 15,75	1er avril 2011 – 1er mars 2012	13 061 835
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	10,38 - 11,55	15 avril 2011 – 16 mars 2012	355 354 456
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
OPSEU	10,38 - 11,55	15 avril 2011 – 16 mars 2012	168 812 774
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,68 - 11,24	1er juin 2011 – 2 août 2011	580 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Zéro	21 avril 2011 – 23 mars 2012	100 431 184
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :			
OHC	9,655	9 mai 2011 – 6 juin 2011	33 382 267
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 238 291 516

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
JJ	9,875	10 juin 2011	21 000 000
MK	5,65	21 juin 2011	67 800 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2011	211 166
JA	9,4688	11 juillet 2011	618 120
DMTN191	TCAB 3 M + 0,60	15 juillet 2011	415 000 000
DMTN188	TCAB 3 M + 0,75	10 novembre 2011	555 000 000
DMTN189	TCAB 3 M + 0,75	10 novembre 2011	415 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011	3 000 000 000
DMTN8	6,10	2 décembre 2011	1 000 000 000
DMTN192	TCAB 3 M + 0,95	13 mars 2012	42 570 000
Bons du Trésor	Divers	5 mai 2010 - 28 mars 2012	2 158 706 000
			7 675 905 286

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1er mars 2000	49 600
1996	Divers	21 juin 2001	72 900
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	132 600
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	114 900
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	131 200
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	261 400
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	885 600
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	821 700
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	1 891 500
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	9 646 900
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2011	5 707 200
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2011	132 273 700
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2012	22 581 500
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2013	88 737 800
2009	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2014	24 548 200
2010	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2020	57 098 500
2011	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2021	125 419 800
			470 375 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS			
EMTN64	4,75	27 juillet 2011	250 000 000
EMTN50	5,25	30 novembre 2011	450 000 000
EMTN91	TCAB 3 M + 0,94	2 décembre 2011	25 000 000
			725 000 000
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			11 109 571 802
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS			
EMTN83	TIOL 3 M - 0,10	25 juillet 2011	150 000 000
EMTN90	TIOL 3 M + 0,77	2 décembre 2011	100 000 000
			250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,1420 $			285 500 000
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
PR	3,375	20 mai 2011	1 000 000 000
PL	5,00	18 octobre 2011	1 000 000 000
PV	2,625	20 janvier 2012	2 000 000 000
			4 000 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06938 $			4 277 538 202

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			4 563 038 202
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires			19 313 401
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE			**15 691 923 405**
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux			6 175 374
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			15 698 098 779
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			547 106 742
TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE			**16 245 205 521**

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	625 000 000	1 205 000 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	9 927 605 000	9 835 975 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	1 047 855 640	1 403 210 096
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique	497 788 657	666 601 431
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	976 945 008	1 029 749 641
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	6 561 000	39 943 267
Société canadienne d'hypothèques et de logement	109 380 665	122 442 500
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	**13 191 135 970**	**14 302 921 935**
Investisseurs publics	195 751 501 605	173 023 926 393
Obligations d'épargne de l'Ontario	2 599 906 100	2 502 642 300
Bons du Trésor	11 449 373 000	13 608 079 000
Effets de commerce américains	4 701 331 650	3 241 874 860
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	**214 502 112 355**	**192 376 522 553**
Dette du trust des conseils scolaires	759 415 008	778 728 409
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	**228 452 663 333**	**207 458 172 897**
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 860 827 629	1 984 422 578
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS	**230 313 490 962**	**209 442 595 475**
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	17 618 233 478	17 852 285 874
Bons du Trésor	1 181 257 000	1 169 324 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO	19 029 956 478	19 252 075 874
Dette directe de la SFIEO	7 934 474 000	7 934 474 000
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO	**26 964 430 478**	**27 186 549 874**
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	**257 277 921 440**	**236 629 145 349**
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Génération Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	**8 885 000 000**	**8 885 000 000**

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Génération Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en couronnes norvégiennes et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2012

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 244 jours.

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2012, l'avance de 751 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 759 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».)

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès d'autres organismes gouvernementaux et l'élimination de la dette contractée par la province pour ces organismes et les bons du Trésor et obligations de l'Ontario qu'ils détiennent.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : Au 31 mars 2012, la province avait emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 230 millions de dollars au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur totale de 18,8 milliards de dollars. Le produit de tous ces emprunts a été avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Génération Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000
				625 000 000

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2013	1993	CPP	9,17 - 9,45	700 137 000
2014	2005	CPP	4,17	44 887 000
2016	2008	CPP	4,68	42 300 000
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 000
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000
2020	1999	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000
2036	2006-2012	CPP	4,35 - 4,73	681 066 000
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000
2038	2008	CPP	4,63 - 4,68	241 756 000
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000
				9 927 605 000 (2)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	1997	OPB	10,38	187 239 902	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				1 047 855 640	(3)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	1997	OPPT	10,38	88 949 180	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				497 788 657	(3)
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	2008-2009	OIIC91-100 102-103	Zéro	248 139 591	
2014	2009	OIIC104-105 107-114 116-117	Zéro	270 245 557	
2015	2010	OIIC118-129	Zéro	273 768 875	
2016	2011	OIIC130-138	Zéro	230 062 447	
				1 022 216 470	
Moins : Escompte non amorti				58 482 148	
				963 734 322	
2017	2012	OIIC139	2,501	4 400 082	
2017	2012	OIIC140	2,144	1 868 018	
2017	2012	OIIC141	1,917	3 109 264	
2017	2012	OIIC142	2,057	3 833 322	
				13 210 686	
Total - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants				976 945 008	(4)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	
				6 561 000	(5)
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2000-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	96 288	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	2 325 779	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	2 336 298	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	6 402 955	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	5 634 108	
2000-2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	16 814 074	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	20 997 916	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	35 692 316	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	18 299 132	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	781 799	
				109 380 665	(6)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**13 191 135 970**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
9 avril 2012	9 avril 2009	DMTN194	TCAB 3 M + 0,70.	75 000 000	(7)
16 avril 2012	22 avril 2010	DMTN202	1,90	151 000 000	
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro	100 224	(8)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(9)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(7) (9)
2 avril 2013	2 avril 2009	DMTN193	TCAB 3 M + 0,99.	827 000 000	(7)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	3 566 000 000	(9)
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur	100 000 000	(10)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	5 100 000 000	(9)
8 septembre 2014	30 juin 2009	DMTN197	3,25	3 500 000 000	(9)
28 octobre 2014	3 novembre 2009	DMTN198	TCAB 3 M + 0,25.	1 965 000 000	(7)
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14.	115 000 000	(7) (9)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(7)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	(9)
12 mai 2015	12 mai 2010	DMTN203	TCAB 3 M + 0,18.	40 000 000	(7)
1er septembre 2015	1er septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(7)
8 septembre 2015	9 mars 2010	DMTN201	3,15	2 150 000 000	(9)
5 octobre 2015	5 octobre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23.	1 121 000 000	(7) (9)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	(9)
12 avril 2016	12 avril 2011	DMTN209	TCAB 3 M + 0,125	1 090 000 000	(7)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(11)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	TCAB 3 M + 0,62.	275 000 000	(7)
27 juin 2016	27 mai 2011	DMTN210	TCAB 3 M + 0,18.	1 000 000 000	(7)
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	(9)
14 septembre 2016	14 juillet 2011	DMTN211	TCAB 3 M + 0,15.	1 050 000 000	(7)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(12)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(7) (9)
8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	3 250 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	(9)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(7) (9)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(7)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	6 550 000 000	(7) (9)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	(9)
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	7 875 000 000	(9)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(7)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	(9)
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	4 500 000 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	27 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	(7)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(9)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(13)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1er avril 1998	KY	7,50	11 549 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(9)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	(9)
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	188 000 000	(14)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(15)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(16)
"	"	JA	9,4688	8 012 707	(16)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(16)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(16)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(16)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(17)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1er décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	2 414 058 241	(9) (18)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(9)
2 décembre 2037	1er février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(19)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	(9)
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	232 200 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	(9)
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	2 100 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(20)
1er mars 2045	1er mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
				136 887 034 064	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(34 516 614)	(18)
				136 852 517 450	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					
21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	8 509 400	
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	10 942 300	
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur	132 214 000	
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur	157 822 200	
21 juin 2012	21 juin 2009	Annuel	2,00	13 832 600	
21 juin 2012	21 juin 2009	Composé	2,00	13 035 100	
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	29 650 700	
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	36 877 400	
21 juin 2013	21 juin 2008	Annuel	Accélérateur	22 484 600	
21 juin 2013	21 juin 2008	Composé	Accélérateur	24 837 600	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	2,50	35 693 000	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	2,50	40 298 100	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	Variable	25 128 600	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	Variable	13 611 000	
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	28 988 600	
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	32 472 700	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	3,00	30 995 100	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	3,00	29 523 500	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	Accélérateur	448 122 500	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	Accélérateur	258 842 700	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	2,15	26 079 000	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	2,15	23 026 800	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	Variable	17 175 900	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	Variable	7 825 700	
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	25 039 900	
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	25 362 300	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt		Encours	Référence
			%		$	
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)						
21 juin 2015	21 juin 2010	Annuel	Accélérateur		344 265 100	
21 juin 2015	21 juin 2010	Composé	Accélérateur		196 076 900	
21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable		11 632 300	
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable		8 316 800	
21 juin 2016	21 juin 2011	Annuel	Accélérateur		215 795 000	
21 juin 2016	21 juin 2011	Composé	Accélérateur		113 644 200	
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75		9 892 900	
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75		8 818 200	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25		42 659 600	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25		30 912 200	
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20		6 864 100	
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20		6 381 600	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80		12 080 400	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80		13 346 300	
Séries en circulation					2 539 076 900	(21)
Séries arrivées à échéance					60 829 200	(22)
TOTAL - OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO					2 599 906 100	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					139 452 423 550	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS					
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	(9)
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3 M + 0,03.	250 000 000	(7)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				825 000 000	
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS					
18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
29 septembre 2020	29 septembre 2010	AUD2	6,25	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01231 $				506 154 720	(23)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 $				88 595 320	(24)
PAYABLE EN EUROPE EN EUROS					
23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				4 500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,39478 $				6 276 520 967	(25)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	PT	4,25	750 000 000	
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	120 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				1 620 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,57164 $				2 546 063 637	(26)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
27 novembre 2013	28 novembre 2008	EMTN89	2,98	200 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN92	3,50	230 000 000	
11 avril 2014	20 avril 2009	EMTN96	2,94	300 000 000	
7 juin 2015	7 juin 2010	EMTN103	HIBOR 3 M + 0,04	1 550 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				2 780 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,14766 $				410 505 942	(27)
PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS				13 000 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010441 $				135 730 711	(28)
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
12 novembre 2013	12 novembre 2008	EMTN85	1,89	6 000 000 000	
12 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN87	1,805	3 000 000 000	
8 juin 2015	7 juin 2010	EMTN104	0,93	95 700 000 000	
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				146 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012036 $				1 764 472 322	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS				718 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 $				643 050 875	(29)
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					
14 mai 2013	14 mai 2010	EMTN102	3,00	2 500 000 000	
11 juin 2015	11 juin 2010	EMTN106	3,25	1 350 000 000	
20 janvier 2016	23 décembre 2010	EMTN108	3,375	750 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES				4 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16834 $				774 374 611	(30)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
21 novembre 2012	21 mai 2008	EMTN81	5,125	200 000 000	
10 décembre 2013	18 janvier 2011	EMTN109	2,00	375 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				575 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76975 $				1 017 607 825	(31)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS					
17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAINS				360 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 $				67 708 404	(32)
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000	
4 décembre 2014	4 décembre 2009	EMTN98	1,625	400 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
1er décembre 2015	1er décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000	
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	(9)
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000	
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000	
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				2 400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,07582 $				2 581 974 981	(33)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 $				488 450 000	(34)
PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS					
1er avril 2015	29 février 2012	USMTN1	TIOL 3 M + 0,15	350 000 000	
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				350 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,99773 $				349 205 500	(35)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3 M + 0,45 ..	1 525 000 000	(9)
1er juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G45	1,875	3 000 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3 M + 0,15 ..	500 000 000	(9)
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
7 mai 2013	7 mai 2010	G49	TIOL 3 M + 0,16 ..	500 000 000	
15 juillet 2013	9 avril 2008	PQ	3,50	1 000 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	3 445 000 000	(9)
16 juin 2014	16 juin 2009	PX	4,10	4 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	(9)
5 février 2015	5 février 2010	G47	2,95	3 000 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2010	G50	2,70	2 500 000 000	
15 septembre 2015	15 septembre 2010	G51	1,875	1 250 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
10 mai 2016	10 mai 2011	G54	2,30	3 000 000 000	
21 septembre 2016	21 septembre 2011	G56	1,60	2 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre2006	PM	4,95	891 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				37 318 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,04892 $				39 144 280 458	(36)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
TOTAL - OBLIGATIONS				**198 428 819 823**	
BONS DU TRÉSOR				**11 449 373 000**	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				**4 672 500 000**	(37)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,00617 $				**4 701 331 650**	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(77 412 118)	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**214 502 112 355**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**227 693 248 325**	
AUTRE DETTE					
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(131 584 992)	
				759 415 008	(38)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				**228 452 663 333**	
DETTE CONTRACTÉE PAR :					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier				1 854 170 651	
Commission de transport Ontario Northland				19 881 929	
Commission des parcs du Niagara				28 560 807	
ORNGE				298 779 762	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				525 281 712	
Autres redressements de consolidation				(865 847 232)	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS				**1 860 827 629**	(39)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS				**230 313 490 962**	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :					
2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				**230 466 000**	(2)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS					
2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	2 164 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 200 000 000	
8 septembre 2014	9 octobre 2009	DMTN197	3,25	150 000 000	
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14	135 000 000	(40)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 septembre 2015	10 décembre 2010	DMTN201	3,15	100 000 000	
5 octobre 2015	26 novembre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23	50 000 000	(40)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)					
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	550 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	475 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
1er décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	788 172 000	(18)
2 juin 2037	1er septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				13 880 272 000	(9)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS					
17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	(9)
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	TCAB 3 M + 0,07	500 000 000	(40)
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 $				262 525 500	(41)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS					
13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				125 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,94398 $				117 996 875	(42)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS					
9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	105 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 $				179 340 000	(43)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 $				82 572 774	(44)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				625 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,20802 $				755 010 278	(45)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 $				73 650 000	(46)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3 M + 0,45	225 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3 M + 0,15	500 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	55 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				1 280 000 000	(9)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,07258 $				1 372 897 500	(47)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	$	
TOTAL – OBLIGATIONS				**17 574 264 927**	
BONS DU TRÉSOR				**1 181 257 000**	
GAINS SUR CHANGE NON AMORTIS				43 968 551	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				**18 799 490 478**	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO				**19 029 956 478**	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				7 934 474 000	
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO				**26 964 430 478**	
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE				**257 277 921 440**	
DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.				3 759 000 000	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				**8 885 000 000**	

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Génération Inc. et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Habituellement, le taux est rajusté tous les trois mois (3M). Les indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; HIBOR - taux interbancaire offert à Hong Kong; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres. La dette en devises étrangères a été convertie en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elle était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2012, 96,4 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2012 étaient les suivants : dollar australien 1,0334 $; euro 1,3297 $; dollar de Hong Kong 0,1285 $; yen japonais 0,012036 $; dollar néo-zélandais 0,8169 $; couronne norvégienne 0,1751 $; rand sud-africain 0,1303 $; franc suisse 1,1046 $; dollar américain 0,9973 $; livre sterling 1,5953 $.
2. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1er avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
3. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO). Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débentures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
4. OIIC : Le montant total de l'encours s'élève à 977 millions de dollars, dont 964 millions de dollars d'obligations à coupon zéro et 13 millions de dollars d'obligations à taux fixe composé.
5. OMIC (SOHL) : Les débentures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.
6. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
7. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN194 / 2,04 %; DMTN178 / TCAB 3 M - 0,31 % (150 millions de dollars); DMTN193 / 2,44 %; DMTN198 / 3,02 %; DMTN199 / 2,75 %; MW / TCAB 3 M - 0,05 %; DMTN203 / 3,39 %; DMTN1 / TCAB 3 M - 0,02 %; DMTN205 / 2,61 %; DMTN209 / 2,83 %; DMTN196 / 3,73 %; DMTN210 / 2,77 %; DMTN211 / 2,31 %; DMTN173 / TCAB 3 M - 0,279 % (210 millions de dollars); DMTN195 / TCAB 3 M + 0,58 % (600 millions de dollars); DMTN79 / 4,84 % (125 millions de dollars); DMTN105 / 4,94 %; DMTN180 / 4,52 %; DMTN181 / 4,50 %; et EMTN73 / 4,34 %.
8. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro, à paiements variables, offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de principal et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2011-2012, le principal remboursé atteignait 0,2 million de dollars.
9. Ces séries ont été émises afin de financer la dette contractée aux fins de la province et de la SFIEO.
10. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,08 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

11. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
12. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair le 14 décembre 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.
13. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
14. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. Les porteurs ne se sont pas prévalus de cette option et 12 millions de dollars ont ainsi été échangés contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 5,85 %.
15. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,00 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,00 % par la suite.
16. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2011-2012, le principal remboursé était de 0,6 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.
17. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,00 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,26 %.
18. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
19. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une forte prime offrant un rendement de 5,74 %.
20. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
21. OEO : Les obligations à taux variable émises avant 2009 sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivants. Par contre, les obligations à taux variable émises à compter de 2009 ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Les obligations à taux accélérateur sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivants. Les obligations à taux fixe sont rachetables à l'échéance. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

OEO – Taux fixe :

Avant 2009, la province émettait des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe pour un terme de trois ans. En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans; en 2010 et 2011, les termes étaient de trois, sept et dix ans.

OEO – Taux accélérateur :

Série 2007 : l'intérêt est payable au taux de 4,0 %, 4,2 %, 4,4 %, 4,6 % et 4,95 %;
Série 2008 : l'intérêt est payable au taux de 2,6 %, 2,8 %, 3,0 %, 3,2 %, et 4,0 %;
Série 2009 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %;
Série 2010 : l'intérêt est payable au taux de 1,0 %, 2,0 %, 3,0 %, 3,75 % et 4,25 %;
Série 2011 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,5 % et 3,75 %,
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

OEO – Taux variable uniquement :

Pour la dette contractée avant 2009, Le ministre des Finances rajuste le taux d'intérêt tous les six mois. Pour la dette contractée depuis 2009, le taux d'intérêt n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin. Les taux d'intérêt du 21 juin et du 21 décembre ont été rajustés à 1,25 % et 1,3 % respectivement.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

22. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
23. AUD2 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,82 %.
24. EMTN57 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 5,59 %.
25. EMTN - Obligations en euros : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,44 % sur 4 548 millions de dollars, et TCAB de trois mois plus 1,44 % sur 1 729 millions de dollars.
26. Obligations en euros payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 5,04 % sur 1 395 millions de dollars; et taux de 4,77 % sur 1 151 millions de dollars.
27. EMTN - Obligations en dollars de Hong Kong : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,78 %.
28. YL015/16 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,34 % sur 76 millions de dollars.
29. PG : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
30. EMTN - Obligations en couronnes norvégiennes : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 2,90 %.
31. EMTN81/109 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,42 % sur 552 millions de dollars; et TCAB de 3 mois plus 0,20 % sur 466 millions de dollars.
32. EMTN71/78 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,36 %.
33. Obligations en francs suisses payables en Europe : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,12 % sur 1 823 millions de dollars; et taux de 5,10 % sur 262 millions de dollars; 497 millions de dollars de ces engagements ne sont toujours pas couverts.
34. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,47 %.
35. USMTN1 : La Province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux de 1,43 %.
36. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,91 % sur 25 151 millions de dollars; et TCAB 3 M plus 0,39 % sur 13 994 millions de dollars.
37. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte ayant des termes de 244 jours maximum.
38. SIBT : Le trust des conseils scolaires (la fiducie) a été créé en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
39. Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette contractée par ces organismes et des titres qu'ils détiennent. Les titres de l'Ontario détenus par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :

Obligations d'épargne de l'Ontario :

AgriCorp : DMTN53 / 9,2 millions de dollars; DMTN93 / 23,6 millions de dollars; DMTN197 / 3 millions de dollars; MW / 3 millions de dollars; DMTN135 / 10,1 millions de dollars; DMTN132 / 18 millions de dollars; et DMTN173 / 20 millions de dollars.

Société ontarienne de infrastructures et de l'immobilier : DMTN207 / 1,2 million de dollars; DMTN212 / 70,3 millions de dollars; DMTN204 / 74,3 millions de dollars; DMTN200 / 31,1 millions de dollars; et DMTN213 / 118,3 millions de dollars.

Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN93 / 3 millions de dollars; DMTN69 / 1 million de dollars.

Fonds de reboisement : DMTN173 / 2,7 millions de dollars; DMTN195 / 1,7 million de dollars; et DMTN163 / 0,6 million de dollars.

Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN69 / 11,7 millions de dollars; DMTN93 / 11.6 millions de dollars; DMTN197 / 11,8 millions de dollars; et DMTN135 / 11,5 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2012

Bons du Trésor :
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier : 398 millions de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 170 millions de dollars; Société immobilière de l'Ontario : 50 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 59 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 10 millions de dollars; Fonds de reboisement : 3 millions de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 16 millions de dollars.

40. La SFIEO a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN199 / 2,75 % (65 millions de dollars); DMTN205 / 2,67 %; et EMTN63 / 5,28 %.
41. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
42. EMTN70 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
43. PU (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
44. EMTN94 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,13 %.
45. EMTN - Obligations en francs suisses (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 5,24 %.
46. EMTN93 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,22 %.
47. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,68 % sur 555 millions de dollars; et taux de 1,67 % sur 725 millions de dollars.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012 $	2011 $
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(547 106 742)	(1 252 666 667)
à court terme (net)	0	(31 704 000)
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	326 540 554	1 046 660 675
à court terme (net)	11 933 000	0
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	(208 633 188)	(237 709 992)
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	742 284 845	762 292 524
à court terme	10 711 321	8 061 903
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	767 306 868	784 665 129
Recouvrements de la SFIEO :		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	547 106 742	1 252 666 667
à court terme (net)	0	31 704 000
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(326 540 554)	(1 046 660 675)
à court terme (net)	(11 933 000)	0
Recouvrements/(avances) nets	208 633 188	237 709 992
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(742 284 845)	(762 292 524)
à court terme	(10 711 321)	(8 061 903)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	(767 306 868)	(784 665 129)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1er avril 2011 $	Prêts[1] $	Remboursements[2] $	Autres[3] $	Solde au 31 mars 2012 $
Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation et des Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	29 118 697	5 470 500	5 812 492	-	28 776 705
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	1 294 984	-	-	326 606	1 621 590
	30 413 681	5 470 500	5 812 492	326 606	30 398 295
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	276 495	29 800	34 332	-	271 963
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir	-	-	-	23 578	23 578
	276 495	29 800	34 332	23 578	295 541
Ministère du Développement économique et du Commerce:					
• Stratégique ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	142 219 667	33 089 980	-	-	175 309 647
Moins : Escompte non amortissement	(112 636 575)	-	-	(2 805 115)	(115 441 690)
	29 583 092	33 089 980	-	(2 805 115)	59 867 957
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	172 388 036	27 642 542	6 373 807	-	193 656 771
Moins : Escompte non amortissement	(16 699 973)	-	-	3 002 714	(13 697 259)
	155 688 063	27 642 542	6 373 807	3 002 714	179 959 512
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	3 418 392	24 852 242	-	-	28 270 634
Moins : Escompte non amortissement	(197 831)	-	-	(2 395 828)	(2 593 659)
	3 220 561	24 852 242	-	(2 395 828)	25 676 975
Ministère des Finances :					
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amortissement	(894 000)	-	-	178 800	(715 200)
	36 606 000	-	-	178 800	36 784 800
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	1 849 680 827	585 000 000	-	-	2 434 680 827

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1er avril 2011	Prêts[1]	Remboursements[2]	Autres[3]	Solde au 31 mars 2012
Ministère des Finances (suite) :					
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	1 828 631 398	597 723 922	345 000 000	-	2 081 355 320
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	5 300 000	-	121 200 000	-	(115 900 000)
• Billets à terme adossés à des actifs	447 387 441	-	9 020 744	-	438 366 697
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	3 662 675 232	-	569 046 390	-	3 093 628 842
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires	4 029 780 707	737 792 479	102 804 105	-	4 664 769 081
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	149 514 876	36 314 814	54 259 080	-	131 570 610
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit	123 000 000	15 000 000	55 000 000	-	83 000 000
Office de l'électricité de l'Ontario*	30 058 705	287 055 705	242 114 410	-	75 000 000
Musée royal de l'Ontario*	42 200 345	-	345	-	42 200 000
Corporation de la ville de Windsor	17 184 396	-	-	-	17 184 396
Commission de transport Ontario Northland*	14 941 195	-	2 945 015	-	11 996 180
Commission de transport Ontario Northland* – marge de crédit	12 300 000	53 370 000	65 670 000	-	-
Commission des parcs du Niagara*	6 270 782	-	252 037	-	6 018 745
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	3 000 000	-	500 000	-	2 500 000
Ottawa Convention Centre*	-	40,000,000	-	-	40,000,000
Collèges d'arts appliqués et de technologie	81 917 823	56 671 011	4 852 691	-	133 736 143
Total des prêts - Office ontarien de financement	4 510 168 829	1 226 204 009	528 397 683	-	5 207 975 155
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	253 000 000	-	11 000 000	-	242 000 000
Moins : Escompte non amorti	(123 901 460)	-	-	5 387 020	(118 514 440)
	129 098 540	-	11 000 000	5 387 020	123 485 560
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	218 853	-	-	-	218 853
Ministère de l'Infrastructure :					
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario	4 796 578	-	271 750	-	4 524 828
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	43 278	-	16 308	-	26 970
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	233 407	-	19 943	-	213 464

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1er avril 2011	Prêts [1]	Remboursements [2]	Autres [3]	Solde au 31 mars 2012
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique	51 044 398	1 003 853	1 566 667	-	50 481 584
Développement économique–Intérêts à recevoir	-	-	-	842 214	842 214
	51 044 398	1 003 853	1 566 667	842 214	51 323 798
Ministère de la Recherche et de l'Innovation:					
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	800 000	-	3 200 000
Moins : Escompte non amortissement	(125 020)	-	-	18 753	(106 267)
	3 874 980	-	800 000	18 753	3 093 733
Ministère du Tourisme et de la Culture:					
• Science Nord – Cinéma IMAX	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	14 638 269	1 670 400	2 036 171	-	14 272 498
• Prêts aux étudiants Support	523 774 957	64 800 000	95 733 956	-	492 841 001
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2012					**22 961 374 398**
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2012					**(2 936 035 634)**

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation. Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.
3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1er avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

Le 6 juin 2011, la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en tant qu'organisme appartenant à part entière à la province, en vertu d'une mesure législative provinciale, suite à la fusion de la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (SOTI), de la Société immobilière de l'Ontario (SIO) et de Stadium Corporation of Ontario Limited (STADCO). Le nouvel organisme relève toujours du ministère de l'Infrastructure. Le solde des prêts en cours au 31 mars 2012 comporte un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 800 millions de dollars contre un billet à ordre qui arrive à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre. De plus, au 31 mars 2012, la province avait prêté 1 635 millions de dollars à Infrastructure Ontario.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2012, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 116 millions de dollars et avait investi ce montant auprès de la province.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1er avril 2011, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 3 663 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 569 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 3 094 millions de dollars au 31 mars 2012.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2012, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 4 665 millions de dollars (4 030 millions de dollars en 2011). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,42 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2037.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 131 millions de dollars (150 millions de dollars en 2011) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 1,31 % et 3,22 %. Ils arrivent à échéance entre janvier 2013 et mai 2016.

Infrastructure Ontario a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 200 millions de dollars qui arrivera à échéance en juin 2019. Infrastructure Ontario a utilisé un prêt de 83 millions de dollars (123 millions de dollars en 2011) de ce crédit à des taux d'intérêt variant entre 1,98 % et 2,64 %.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) est une société sans but lucratif indépendante en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Cette société a obtenu une facilité de crédit de 975 millions de dollars au maximum pour financer le compte d'écart de la grille tarifaire réglementée. Cette facilité expire le 31 décembre 2013. L'OEO a utilisé un total de 75 millions de dollars (30 millions de dollars en 2011) de ce crédit à un taux d'intérêt de 1,19 %.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 42,2 millions de dollars (42,2 millions de dollars en 2011). Ce prêt est constitué de 22,5 millions de dollars à un taux fixe de 5,04 % et de 19,7 millions de dollars à taux variable (taux actuel de 2,77 %). Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 17,2 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2011).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport* Ontario Northland. Les emprunts totaux de la CTON de 12,0 millions de dollars (27,2 millions de dollars en mars 2011) arrivent à échéance entre 2014 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 6,29 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 6,0 millions de dollars (6,3 millions de dollars en 2011) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 2,5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 40 millions de dollars (0 $ en mars 2011) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 133,7 millions de dollars (81,9 millions de dollars en 2011) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,31 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2012 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 $ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 98 072 899 $ (66 167 406 $ en 2010-2011).

Développement économique : En 2007-2008, le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé un prêt à terme renouvelable de 17 000 000 $, à des conditions du marché, à une société du Nord de l'Ontario pour ses besoins en capital de roulement dans le cadre d'un plan global visant à acquérir l'actif commercial d'une société en faillite du Nord de l'Ontario et de la revitaliser. En 2010-2011, le ministère a accordé des prêts de 25 millions et de 8,8 millions de dollars à deux entreprises du Nord de l'Ontario à des fins de développement économique. En 2011-2012, le ministère du Développement du Nord et des Mines a enregistré un intérêt couru à recevoir sur un solde de prêts en cours, 842 214 $ d'intérêt à recevoir et 1 003 853 $ d'intérêts incorporés à recevoir.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. Le FPPI est axé sur les technologies dans les domaines de l'environnement, des énergies de remplacement, des bioproduits, de l'hydrogène et d'autres technologies ayant une importance globale et qui se trouvent à la phase pilote de développement. En se concentrant sur les obstacles technologiques à l'échelle préindustrielle, le FPPI répond au déficit de financement qui est apparent dans la commercialisation de nouvelles technologies. L'on s'attend à ce que les entreprises puissent attester que leur concept a été prouvé et validé, et qu'elles s'attaquent aux problèmes de la mise à niveau nécessaire en vue d'aboutir à des activités commerciales définitives à l'étape préindustrielle. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 % des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 $ à au plus 4 000 000 $ par projet.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1er avril 2011 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2012 $
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	4 808 231	2 975 705	7 783 936
• Fonds d'aide aux victimes	34 062 333	(479 725)	33 582 608
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – *Loi sur les recours civils*	5 885 249	(12 147)	5 873 102
• Produits de la criminalité	3 290 689	2 542 638	5 833 327
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	7 998 864	1 846 514	9 845 378
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 165 726	261 514	5 427 240
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	27 232 125	3 280 014	30 512 139
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 496 834	11 998	1 508 832
• Entente de partage des coûts – Port Loring	1 002 012	(119 796)	882 216
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	45 182 834	115 480	45 300 314
• Réserve pour chèques en circulation	40 362 182	4 108 573	44 470 755
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	10 638 736	(612 435)	10 026 301
Ministère des Services gouvernementaux :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	18 611 280	329 341	18 940 621
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	703 053 776	45 265 429	748 319 205
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	43 030 305	5 940 944	48 971 249
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	192 857 031	28 807 731	221 664 762
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	6 820 757	1 174 127	7 994 884
- Régime complémentaire des juges de paix	9 940 598	2 480 662	12 421 260

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1er avril 2011 $	Transactions nettes $	Solde au 31 mars 2012 $
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	17 592 653	(1 369 692)	16 222 961
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	4 127 928	(4 127 928)	-
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de réserve forestier	1 640 009	122 305	1 762 314
• Fonds de reboisement	1 250 223	(31 707)	1 218 516
• Pêche et faune	25 586 891	(4 447 002)	21 139 889
• Parcs Ontario – *Loi sur les parcs provinciaux*	15 430 589	(746 649)	14 683 940
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts :			
• Fonds de réhabilitation des mines	33 177 204	(6 335 097)	26 842 107
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	7 497 693	3 250 637	10 748 330
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	5 228 832	41 237	5 270 069
• Régies des routes locales	9 070 325	2 274 881	11 345 206
• Prestation des services – Examens de conduite	4 723 873	(261 624)	4 462 249

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2012, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 6 719 724 $ et ceux relatifs aux alcools à 1 064 212 $, soit un montant total pour ce compte de 7 783 936 $.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2012.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2012.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2012.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2012, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 $ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2012	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	2011-12	Divers	11 281 989	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	2011-12	Divers	16 382 369	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2011-12	Divers	617 862	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			28 282 220	
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT				
Société ontarienne d'hypothèques et de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon »	1989	Divers	24 339 000	(3)
TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			24 339 000	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS				
Rosko Forestry Operation Ltd.	2008	5,25	471 122	
Global Sticks	2009	6,00	1 437 278	
Global Sticks	2010	6,45	1 299 318	
Hanover Veneer	2008	Préférentiel+1	465 057	
Greenview Wood Products	2011	6,00	1 806 029	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS			5 478 804	

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

PRÊTS GARANTIS – Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2012	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	6 464 165	
Catégorie B	Divers	Préférentiel+1	1 580 668	
Catégorie C	Divers	Préférentiel+1	99 062 702	
TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			107 107 535	
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			**165 207 559**	
AUTRE GARANTIES :				
MINISTÈRE DES FINANCES				
Société ontarienne d'aménagement municipal	1991	9,17 to 9,45	44 235 000	(4)
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association	2005	4,75	575 145	(5)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	2011	Divers	105 005 507	(6)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES			149 815 652	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			**149 815 652**	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			**315 023 211**	

PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin

Au 31 mars 2012

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Génération Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette entente, jusqu'à hauteur de 1 545 millions de dollars, qui est entrée en vigueur le 1er mars 2010, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur du fonds distinct au 1er janvier 2009. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 $.
3. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 30 900 000 $ millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (24 339 000 $) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 6 561 000 $ en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
4. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
5. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
6. La province a fourni deux garanties en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones au cours de l'exercice 2011-2012 pour une valeur combinée de 106 millions de dollars. Le montant maximum garanti est de 106 millions de dollars plus tout intérêt impayé. Ces deux garanties arriveront à échéance au cours de l'exercice 2025-2026. Les emprunteurs ont versé à la province des droits de garantie de 0,15 % du montant garanti.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

Au 31 mars 2012

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
6. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
7. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
8. Deep, D[r] Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
9. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
10. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
11. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
12. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
13. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
14. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
15. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
16. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
17. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
18. Chuang, David, D[r], D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2012

19. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
20. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
21. D[r] Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante.
22. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.
23. Plaunt, Donald contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Réclamation pour poursuite abusive, enquête négligente, abus de pouvoir, séquestration, complot en vue de nuire et violation de droits garantis par la Charte déposée par le plaignant et concernant ses nombreuses arrestations en raison de prétendues infractions sexuelles perpétrées sur des mineurs.
24. Williams, James-Andrew contre Banque HSBC, et autres; Williams, James-Andrew contre Banque TD et autres – Objet : Affaire litigieuse au civil mettant en cause deux banques et une voiture. Le plaignant veut un redressement incompréhensible à l'encontre d'un certain nombre de parties.
25. Empire Communications Ltd. & Empire Pleasantview Communities Ltd. contre Sa Majesté la reine du chef et la Société immobilière de l'Ontario – Objet : Revendications territoriales.
26. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
27. McNamara, Michael et autres : Le plaignant prétend que pendant qu'il était commissaire de l'Ontario Athletics Commission (OAC), M. Hayashi avait un intérêt bénéficiaire dans un ou plusieurs clubs d'arts martiaux, a abusé de son pouvoir, a fait preuve de négligence, n'a pas tenu compte des infractions de la part de combats concertés dans le domaine des arts martiaux, et a empêché la tenue de combats concertés dans le domaine du kick-boxing professionnel.
28. Sidhu, Avtar contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario (Ministère du Procureur général) : *Loi de 1992 sur les recours collectifs*, confirme que la présente instance est un recours collectif; déclare que le défendeur a enfreint les articles 7 et 14 de la Charte; ordonnance exigeant que le défendeur respecte ses obligations aux termes de ces articles; dommages-intérêts pour infraction à ces articles; ordonnance exigeant que le défendeur réévalue tous les interprètes judiciaires au moyen d'un test approprié et en fonction de normes adéquates et communique les résultats de ces tests aux personnes inscrites au recours collectif.
29. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
30. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
31. Karas, et al. : poursuite contre LAWPRO et al. en raison de poursuite malveillante, de négligence lors d'une enquête et de dommages liés à la charte dans le cadre d'une poursuite contre les demandeurs pour incendie criminel.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2012

32. McSheffrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif d'employés du SEFPO alléguant une assertion négligente et inexacte et des pertes financières à l'égard de leurs prestations de retraite en raison de leur transfert aux centres d'accès aux soins communautaires.
33. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur,* relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
34. Xu, Rui Bin c. le juge de paix B. Soulière, cour pour les infractions provinciales de l'Ontario à Ottawa : parjure et complice au parjure. Le plaignant allègue que les défendeurs l'ont persécuté.
35. Xu, Rui Bin c. le juge Jean-Marie Bordeleau, Cour de justice de l'Ontario : voies de fait parce qu'il aurait dit que le plaignant était « bizarre ou quelque chose ». La réclamation est sensiblement la même que les réclamations contre le juge Jean-Marie Bordeleau faites devant la cour fédérale en 2008 et 2009.
36. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
37. Sud-Ouest – Rosalind Bechard en tant que tutrice à l'instance pour Mary Ellen Fox, plaignante, et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia entre 1876 et 2008.
38. Rideau – David Mckillop par sa tutrice à l'instance Christine Victoria Grace Clarke et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia.
39. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte.*
40. Gerald Guy Brummell c. le procureur général de l'Ontario et autres : réclamation pour dommages-intérêts découlant du harcèlement de la conjointe du plaignant par un détective de la Police provinciale de l'Ontario.
41. Pinder, Diane et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, et autres : demande en dommages-intérêts découlant de l'homicide délictuel de Douglas Minty, qui a été tué par balles par PC Graham Sequin le 22 juin 2009. Les plaignants allèguent que, lors de l'enquête, le sergent s'est conduit d'une façon qui contrevenait à la *Loi sur les services policiers.*
42. Renda, Anamaria et autres c. le procureur général de l'Ontario concernant des dommages-intérêts découlant d'une demande liée au droit de la famille présentée à l'endroit de M. Nicola Renda au tribunal de Newmarket en ce qui a trait à la rupture du mariage de la demanderesse.
43. Good, Sherry c. la Commission des services policiers de Toronto et autres concernant l'exposé de la demande en dommages-intérêts du recours collectif modifié (Second Fresh) pour l'arrestation illégale, l'emprisonnement injustifié et les voies de fait et batterie présumés subis par la demanderesse et les membres du recours collectif proposé durant le Sommet du G20 à Toronto.
44. Marino, Terry c. l'Ontario et autres concernant des dommages-intérêts punitifs et d'autres coûts divers engagés par le demandeur en raison du manquement prétendu de l'Ontario et du Canada de favoriser un marché de l'essence concurrentiel ouvert, ce qui a résulté en des prix abusifs pour les consommateurs.
45. Panza, Francesco et autres c. la Corporation de la cité de Mississauga et autres pour négligence, pour le compte des propriétaires d'immobilier résidentiel dans la région de Lisgar Floor.
46. SouthPoint Wind concernant des dommages-intérêts résultant de l'annulation de son statut de réquérant inscrit et d'inscrit exclusif pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte.*
47. George Stifel : Recours collectif en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs* et dommages-intérêts contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et La Great-West, compagnie d'assurance-vie pour la déduction de paiements du Régime de pensions du Canada indexés en fonction des ajustements au coût de la vie en 1996 relativement à des prestations d'invalidité de longue durée.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2012

48. Anthony Coote c. Bilodeau c.r., Roger : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de l'ancien procureur général, l'honorable Chris Bentley, et d'autres défendeurs nommés, dont plusieurs employés de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice de Brampton et des avocats travaillant pour le Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil du ministère du Procureur général.
49. Janice Cerra et autres c. la Corporation de la cité de Thunder Bay : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et le ministère de l'Environnement résultant de défaillances présumées de l'infrastructure des eaux usées et de déversements de contaminants ayant affecté des propriétaires fonciers et des occupants de la cité de Thunder Bay à la suite de l'inondation et du refoulement des égouts qui ont débuté vers le 28 mai 2012 et qui ont continué avec la même intensité pendant des semaines.
50. Neyka Mokedey c. la Commission des services policiers de Hamilton et autres : Le demandeur fait plusieurs allégations à l'endroit de la Couronne poursuivante du Hamilton Crowns Office, du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, du procureur général, du directeur de l'Unité des enquêtes spéciales et du directeur du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police concernant des accusations criminelles portées contre le demandeur par les services policiers de Hamilton parce qu'il avait été en cause dans une querelle de ménage.
51. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
52. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
53. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
54. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
55. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
56. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
57. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
58. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
59. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
60. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
61. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
62. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
63. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
64. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
65. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
66. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
67. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
68. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
69. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
70. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
71. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
72. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite

Au 31 mars 2012

73. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
74. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
75. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
76. Première nation de Garden River, réserve nº 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
77. Sinclare, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
78. Première nation nº 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
79. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
80. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
81. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
82. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
83. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructoire.
84. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
85. Atikamekshenq Anishnawbek c. HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
86. Corporation de la ville de Fort Frances contre le procureur général du Canada, et autres sous forme de demande entre défendeurs dans la poursuite 98-0743 intentée par la Première nation Couchiching, la Première nation Naicatchewinin, la Première nation Nicickousemenacaning et la Première nation stanjikoming.
87. Première nation crie de Kapuskasing c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, le ministre des Affaires autochtones, Ontario Power Generation et autres : dommages-intérêts pour ingérence quant au titre et aux droits autochtones sans consultation, diverses déclarations, l'annulation de diverses décisions et approbations provinciales, et une ordonnance obligeant une reconnaissance en vertu de la *Loi sur les Indiens* et l'établissement d'une réserve.
88. Première nation Wahgoshig c. Solid Gold et Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Début des activités d'exploration minière et de forage par Solid Gold sur le territoire traditionnel de la Première nation Wahgoshig sans avoir donné d'avis à cette première nation.
89. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
90. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.

* CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin

Au 31 mars 2012

91. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1er avril 1995.
92. Direk c. l'Ontario : Avis de question constitutionnelle reçu le 10 septembre 2009, demande inintelligible.
93. DaSilva-Mepham c. le Canada et l'Ontario : recours collectif pour dommages-intérêts pour des impôts perçus et des droits de récolte refusés d'après la définition de statut en vertu de la *Loi sur les Indiens* qui a été déterminée comme étant discriminatoire.
94. Ilha c. l'Ontario concernant une contestation en vertu du Code des droits de la personne allégant que le financement par l'Ontario de la fécondation in vitro est discriminatoire en fonction d'un handicap ou du sexe, ce qui est contraire au Code.
95. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
96. Gallo c. Canada (Ministère de l'Environnement) pour infraction alléguée au chapitre 11 de l'ALENA en raison de la fermeture de la mine Adams Lake pour en faire une installation d'élimination des déchets.
97. Karen Egesi c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario représentée par le ministère des Services gouvernmentaux. La demanderesse est une partie non représentée et une employée syndiquée (AEEGAPCO). La demande a trait à de la discrimination et du racisme systémique sur le lieu de travail.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 58 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications
Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)